



Hier Weiler, dort Wiltz

Der sozioökonomische Index der Gemeinden erfasst brisante Unterschiede zwischen ihnen. Vermutlich ändern sie sich kaum

Profession commerçant, politique amateur

Les listes électorales comptent de nombreux commerçants et patrons de restaurants qui font valoir leur connaissance du terrain. Ils s'inquiètent peu d'éventuels conflits d'intérêt

Die ultralokale Berichterstattung

Der *Buet* sorgt für Vereins- und Polit-Gossip. Einige Publikationen vermitteln den Eindruck, sie würden für Werbezwecke instrumentalisiert

Party poopers

La stratégie 2050 du Minéco cristallise les divergences des partis sur les futurs de l'économie nationale, décarbonée ou pas

Casting

D'une élection l'autre. Les communales comme premier test des législatives. Glossaire pour un dimanche électoral

Photo : Sven Becker





Tom Weidig (ADR), assis



Georges Mischo (CSV)



Nathalie Oberweis (Déi Lénk)

Casting

Bernard Thomas

Les communales comme premier test pour les législatives. Glossaire pour la soirée électorale de dimanche

CSV ou Les députés-maires frustrés

Le CSV se trouve dans la position inconfortable de défenseur du titre. Le parti sait que, dans de nombreuses communes, ses résultats de 2017 étaient tributaires d'une tendance politique momentanée. Dix longues années dans l'opposition ont transformé le CSV en parti des députés-maires. La fraction n'en compte pas moins de neuf, contre deux pour le LSAP, une pour le DP et zéro pour Déi Gréng. Est ainsi apparue une génération de quinquagénaires continuellement frustrés de leurs ambitions ministérielles : Gilles Roth au Sud, Marc Lies au Centre, Léon Gloden à l'Est et Jean-Paul Schaaf au Nord. Qui finira par occuper le poste de bourgmestre dans leur commune dépendra autant du scrutin de dimanche que de celui d'octobre, et du mercato politique qui s'ensuivra.

« Dat geet lo relativ zack-zack », dit la présidente du CSV, Elisabeth Margue. Le parti adoptera ses listes pour les législatives (avec leurs *Spëtzekandidaten* respectifs) le 8 juillet, le même jour que le DP. Trois-quarts des candidats seront proposés par les quatre comités de circonscription qui se réuniront la semaine prochaine. Il s'agit d'un aréopage de notables locaux, dont la principale vocation est de

caser tous les cinq ans un maximum de maires et d'échevins. Une procédure interne qui perpétue la tradition des doubles mandats. Pour contrebalancer ce mécanisme de reproduction, le dernier quart des candidats est nommé par une commission électorale qui regroupe le noyau restreint du parti. Selon les statuts du CSV, sa mission est d'assurer « den Charakter der Volkspartei der Listen » et de « rééquilibrer les profils nationaler, regionaler, sozialer und beruflicher Natur ». Dans la pratique, ce « Comité des Sages » a poussé quelques jeunes, déniché quelques experts et lancé beaucoup de sportifs et de journalistes *RTL*.

Les deux *shooting stars* de la politique communale, Serge Wilmes et Georges Mischo, auront peu impressionné par leur travail parlementaire. Ils ont été quasi-inaudibles à la Chambre. Durant les semaines de séances parlementaires, le *Stater* échevin court entre le Knuedler et le Krautmaart. Le maire d'Esch (et ancien prof d'éducation physique) se fend de temps à autre d'une question parlementaire. Elles portent souvent sur le sport : les terrains de tennis à Esch, les indemnités des entraîneurs, l'infrastructure sportive de l'Uni.lu.

DP ou La mobilisation générale

Le DP a décrété la mobilisation générale. Onze des douze membres de la fraction se présentent aux communales ce dimanche. Même les ex-maires ont suivi l'appel. Guy Arendt remonte donc au front à Walferdange, Frank Colabianchi à Bertrange, André Bauler à Erpeldange-sur-Sûre. Le DP présente des listes dans 47 des 56 communes votant à la proportionnelle. Les libéraux ont réussi à assurer la couverture territoriale la plus large.

Tous les yeux sont tournés vers la capitale. La maire Lydie Polfer réussira-t-elle à garder la Ville ou est-ce le tour de trop ? Ni François Benoy ni Serge Wilmes n'ont osé s'attaquer de front à son bilan. Que ce soit par manque de courage ou par

stratégie électorale, les deux prétendants n'auront finalement pas réussi à démystifier Lydie Polfer. En toile de fond, un psychodrame oppose Corinne Cahen à la vieille garde du *Stater* DP. La ministre de la Famille (toujours en exercice, ce qui ne semble gêner personne) mène une campagne parallèle, tentant d'arracher les voix une à une avec un discours hipster écolo. Bien que le *Stater* DP ait réussi à maintenir une façade d'unité durant la campagne, il y existe désormais un « Team Lydie » et un « Team Corinne ».

Dans cet imbroglio, la co-tête de liste Patrick Goldschmidt n'a pas réussi à se faire entendre, tout comme il avait du mal à se démarquer en

tant qu'échevin. La soirée électorale du *Stater* DP s'annonce tendue, ce dimanche à la Brasserie Schuman. Si Polfer perdait la Ville, cela constituerait un séisme dans le paysage politique, dont les effets se feraient ressentir jusqu'en octobre. Si Polfer réussissait à se maintenir au pouvoir, le combat pour sa succession ne ferait que commencer. Lundi après-midi, le Premier Xavier Bettel s'envolera avec sa ministre des Finances vers Dublin pour une « visite de travail » chez le concurrent offshore. Il risquera de passer beaucoup de temps au téléphone avec les élus locaux. Le 8 juillet, le congrès du DP arrêtera définitivement ses listes pour les législatives.

LSAP ou En attendant Paulette

Les bastions rouges du Sud sont tombés un à un : Pétange en 1999, Differdange en 2002, Bettembourg en 2011, Esch-sur-Alzette et Schifflange en 2017, Kayl en 2022. Symboliquement, la perte d'Esch-la-Rouge aura sans doute fait le plus mal. Pour le LSAP, cette chute (de dix points de pourcentage et de trois sièges) a provoqué une profonde blessure narcissique. Au lendemain de la débâcle, Taina Bofferding se voyait investie de la mission de reconquérir le fief et d'effacer l'humiliation. Elle-même se désignait comme « un mix entre Vera et Lydia ». Les anciennes maires Spautz et Mutsch, disait-elle, seraient ses « mères » politiques. Bofferding aurait pu tenter la même manœuvre que Corinne Cahen, en quittant le gouvernement pour s'assurer une assise politique pérenne. Elle a préféré s'en tenir aux honneurs ministériels. La liste LSAP de 2023 présente un visage renouvelé, et renonce aux bonzes désavoués il y a six ans. (De l'ancienne garde échevinale, on ne retrouve plus que l'avocat Jean Tonnar.) C'est Steve Faltz, un proche de Marc Limpach, qui s'est retrouvé projeté tête de liste. Dimanche soir, il sera intéressant d'analyser le classement au sein de la liste du LSAP entre les *newcomers* Steve Faltz, Liz Braz et Sascha Pulli.

Dimanche, le LSAP d'Esch a quelque part rendez-vous avec l'Histoire. Les années à venir seront marquées par d'énormes mutations sociales et urbanistiques. La *Minettmetropol* va changer de base : Sur les anciennes friches naîtront une nouvelle ville et un nouveau quartier ; entre Belval et la Cloche d'Or un tram rapide circulera toutes les quinze minutes. Ceux qui couperont les rubans pourront se mettre en scène comme de grands

modernisateurs. Ceux qui seront dans l'opposition risqueront d'y rester longtemps. Le cauchemar de la gauche, ce serait que le DP et le CSV gagnent chacun un siège, ce qui rendrait possible une majorité *bürgerlich* dans l'ancien bastion socialo-communiste. Mais à la manière d'une telenovela, la politique eschoise a souvent été exubérante et imprévisible, avec des épisodes riches en intrigues et retournements. En 1945, le CSV pactisait avec le KPL, et le communiste Arthur Useldinger devint maire. En 1970, le même Useldinger reprenait la mairie, cette fois-ci avec l'appui de socialistes « dissidents ». En 1999, Josy Mischo, le père de Georges, faisait sauter l'espoir d'Ady Jung de prendre la mairie. Si le LSAP réussissait à déboulonner Georges Mischo en 2023, cela constituerait une réelle surprise. Ce serait surtout un signal que l'objectif du LSAP de regagner leur septième siège dans la circo Sud est réaliste.

Pour le reste, Dan Biancalana ne peut quasiment que perdre (relativement) à Dudelange, alors qu'Yves Cruchten ne peut quasiment pas gagner (substantiellement) à Käerjeng. À Mondercange, Christine Schweich a de réelles chances de reconquérir la mairie. La haute fonctionnaire est bien implantée dans l'appareil du parti, et pourrait dès lors faire prévaloir des ambitions nationales. Quant à Differdange, la partie reste ouverte, les dernières élections ayant été dominées par des maires « charismatiques » aujourd'hui absents. D'autres fiefs socialistes sont apparus au Nord. La majorité absolue, le parti la tient depuis douze ans dans la ville de notables Diekirch et depuis 24 ans dans la ville ouvrière Wiltz. Malgré des enquêtes ouvertes, le bourgmestre, Fränk Arndt, y maintient sa candidature. « Ce que je peux dire,

c'est que je ne me sens pas coupable », est-il cité dans la brochure électorale du LSAP.

En tout, les socialistes ne présenteront que 39 listes, soit moins que le CSV (45) et le DP (47). Le LSAP n'a réussi à monter des listes dans aucune des dix communes qui sont passées au scrutin proportionnel. Le parti disparaît même des bulletins de vote à Junglinster et à Mersch, où il figurait en 2017 encore. Mais ce qui devrait surtout alarmer le LSAP à l'aube des législatives, c'est son apparente faiblesse dans le Centre. Alors que Paulette Lenert (largement invisible durant cette campagne) préfère se présenter à l'Est, ce sera probablement au duo Franz-Francine de défendre les trois sièges, voire d'en gagner. La pente sera rude pour Fayot et Closener. Ce dimanche dans la Ville, le parti risque de glisser en-dessous de la barre des dix pour cent, où il se situait, en 2017 déjà, à Bertrange et Hesperange.

Dans la semaine suivant le 11 juin, les bonzes du parti entameront un marathon de réunions pour boucler les listes des législatives. Ce sera le temps du bilan des communales, dont les résultats seront scrutés de près. Qui a assuré ? Qui a échoué ? La jeune garde, organiquement liée aux ministères socialistes, a-t-elle réussi à percer ? La plupart des parlementaires se tiennent loin du scrutin communal. Seulement six des dix députés du LSAP sont candidats ce dimanche. C'est que la fraction compte beaucoup d'anciens maires : Cécile Hemmen, Lydia Mutsch, Dan Kersch et Mars Di Bartolomeo (les épouses de ces deux-derniers, Dany Hardt et Josiane Ries, sont par contre candidates).



Lydie Polfer (DP)



Djuna Bernard et Meris Sehovic (Déi Gréng), au milieu



Pancarte électorale à Mamer

Déi Gréng ou L'espoir d'une consolidation

« Consolidation », c'est le mot d'ordre des Verts en amont des législatives. Entre 2013 et 2018, Déi Gréng étaient passés de deux à quatre sièges dans la circo Centre, assurant la reconduction de la coalition. Le parti place de grands espoirs dans le *Speckgürtel*. Les jeunes cadres sont supposés y engranger un maximum de voix dès ce dimanche : Djuna Bernard à Mamer, Jessie Thill à Walferdange et Stephen De Ron à Hesperange. Dans ces trois communes, l'objectif est d'entrer (ou de rester) dans la majorité, comme *junior partner* du CSV. Née en 1996, Jessie Thill s'est construite par la politique communale. Elle a 21 ans lorsqu'elle est élue au conseil communal de Walferdange, elle en a 24 lorsqu'elle est nommée échevine, 25 lorsqu'elle entre, en janvier 2022, à la Chambre des députés. Née en 1992, Djuna Bernard a suivi le chemin inverse. Elle est entrée au Parlement en 2018 et sur la scène communale en 2023. Politiquement, la co-présidente des Verts aura peu à gagner à jouer à la première échevine à Mamer, sous un maire Gilles Roth (ou Luc Feller) ; pas plus qu'électoralement, puisqu'elle va être candidate dans la circo Centre. À Hesperange, Stephen De Ron, un jeune avocat d'affaires (chez Elvinger &

Hoss), succède comme tête de liste au retraité cheminot-syndicaliste Roland Tex. Pour le trentenaire, il s'agit d'un premier essai. Le catho de gauche et ancien directeur de recherche de TNS-Ilres, Charel Margue, veut devenir maire de Lintgen à la tête de « Di nei Ekip », et fixer son assise dans la Vallée de l'Alzette, le même terrain électoral labouré par Jessie Thill. Un peu plus au Nord, le scout et « product manager » Felix Bemtgen a pris la succession de l'ex-député Claude Adam au conseil communal de Mersch, et tentera de défendre les trois sièges.

À Echternach, le transfuge Christophe Origer se voit détrôner Yves Wengler (CSV). Or, il paraît improbable qu'en octobre, Déi Gréng puissent décrocher un deuxième siège dans la circo Est, alors que seulement sept mandats y sont à distribuer. Dans la circo Nord, où Déi Gréng n'avaient atteint que treize pour cent aux dernières législatives, le parti se présente à Ettelbruck avec une liste rajeunie ; Abbes Jacoby, l'éternel lieutenant de Bausch, s'étant retiré du conseil communal il y a deux ans. À Wiltz, la députée Stéphanie Empain n'a pas réussi à trouver douze autres candidats.

Dans la circo Sud, les Verts avaient manqué de justesse un Rescht-Sëtz en 2018, que le LSAP avait fini par remporter. Aux communales de l'année précédente, ils s'étaient retrouvés dans le rôle de faiseurs de rois, détrônant le LSAP à Schiffange et à Esch, bloquant son retour à Bettembourg, s'alliant avec Michel Wolter à Käerjeng. Là où c'était possible, Déi Gréng ont formé des majorités avec le CSV. Dan Kersch en gardera un très mauvais souvenir, y voyant une tactique politicienne : « Ech weess jo, wéi dat gelaf ass », dira-t-il au *Land*. « Je sais pourquoi les Verts l'ont fait. Regardez la coïncidence des dates. Les élections communales ont eu lieu en octobre 2017, un an avant les législatives... » À Differdange, Paulo Aguiar est chargé de défendre la mairie pour les Verts. Meris Sehovic est parachuté tête de liste à Esch, où le président des Verts vit depuis trois ans. Entre le jeune opérateur ambitieux et le vieil échevin précautionneux Martin Kox, le contraste est saisissant. Avec Joëlle Welfring, Sehovic devra colmater la brèche créée par les départs de Felix Braz et de Roberto Traversini.

Piratepartei ou Les opportunistes

Marc Goergen se rêve déjà en faiseur de rois : « On nous a demandé mon numéro de téléphone pour pouvoir échanger rapidement dimanche soir ». Il se dit prêt pour des « majorités alternatives ». Dans telle commune du Sud, le CSV serait « très fortement intéressé » ; dans telle autre, il pourrait s'imaginer « appuyer » le LSAP. Les Pirates ont hâtivement bricolé des listes dans treize *Proporzgemengen*. Les liens entre le parti et ses candidats restent sans visage. La plupart des sections se bornent à décliner les thèmes fixés au niveau national, dans l'espoir d'attraper assez de voix de liste pour décrocher un mandat. À Esch, Kayl et Mondercange, Marc Goergen se fait placarder aux côtés des têtes de listes locales. Un marquage territorial en vue des législatives d'octobre.

À part Marc Goergen, député et conseiller communal à Pétange, les candidats des Pirates

ne se démarquent guère par leur notoriété. À Betzdorf, on retrouve l'ancien militant socialiste, Laurent Kneip. « Ich wollte auf meinem Carport Solarzellen installieren und habe mich über bürokratische Hürden der Gemeinde geärgert. Daher kam der Entschluss, mit einer eigenen Liste anzutreten », explique-t-il au *Wort*. Ben Lomel, tête de liste à Kayl, a connu ses quinze minutes de gloire en participant à « Schwiegertochter gesucht », une émission de télé réalité diffusée sur *RTL-Deutschland*. (Son père, Petz Lomel, est candidat pour le CSV ; si les deux se faisaient élire au conseil communal, un problème d'incompatibilité se poserait.)

Pour les Pirates, la question du casting en vue des législatives est centrale. La « Sonndesfro » de *RTL* et du *Wort* leur prédit jusqu'à sept sièges au Parlement. Mais qui pour les remplir ? Même si les sondages promettent probablement trop, le parti aura du mal à gérer sa croissance. Le risque étant que les futurs députés produisent une cacophonie programmatique et politique. Aux yeux des partis établis, cette instabilité discrédite les Pirates comme parti de coalition. Car qui

pour assurer la discipline de fraction (et donc la majorité), une fois Clement ou Goergen nommés ministres ?

L'élection d'un Daniel Frères, agent immobilier, protecteur des animaux et annonceur privilégié de *Luxprivat*, pourrait vite égratigner l'image d'opposant « constructif » que s'est construite Sven Clement. Alors que les candidats communaux sont en grande partie issus de milieux populaires (aucun autre parti ne présente autant d'ouvriers, par exemple), le profil socio-économique des listes Pirates pourrait changer aux législatives. Les promesses survoltées des sondeurs ont rendu le parti attrayant pour tous ceux qui cherchent un raccourci vers la Chambre. Le visage de TNS-Ilres, Tommy Klein, a déjà franchi le pas. Boris Liedtke, proconsul de la Deutsche Bank au Luxembourg entre 2013 et 2016, s'est porté candidat en Ville. Le parti continue à étoffer son réseau. Selon les informations du *Land*, l'avocat Gabriel Bleser serait pressenti comme candidat au Centre. Luc Biever, directeur de Stugalux et ancien chef de TNS-Ilres, conseille les Pirates de manière bénévole, mais a préféré jusqu'ici rester dans les coulisses.

ADR ou Les populistes résignés

L'ADR a toujours sous-performé aux communales. En 2017, le parti n'avait atteint que 5,1 pour cent dans les quelques *Proporzgemengen* où il s'était présenté, contre 6,4 pour les Pirates et 7,2 pour Déi Lénk. Contacté par le *Land*, Fred Keup préfère parler d'« une situation confortable » : aucun des députés n'étant « exposé à un risque » ce dimanche. Jeff Engelen est conseiller dans la commune rurale de Wincrange (canton de Clervaux) depuis 1990, il devrait le rester jusqu'en 2029. Fernand Kartheiser est candidat à Käerjeng, mais « en troisième ligne », comme le dit Keup. En 2017, le chef de la fraction ADR n'avait pas réussi à s'y faire élire au conseil communal, ne récoltant que 563 voix, contre 3 574 pour Michel Wolter (CSV) et 2 694 pour Yves Cruchten (LSAP). Ce dimanche, l'ADR sera sur les bulletins électoraux de onze communes, soit deux de nouvelles à Kayl et Troisvierges et une de perdue à Differdange, où un tiers des candidats ADR ont été démarchés par Fokus. Le parti a l'habitude des désertions, démissions et défections. Son mandataire à Dudelange, Victor Haas, a quitté le parti en 2019 et siège aujourd'hui comme indépendant au conseil communal.

Déi Lénk ou Rock & Rotation

Au niveau national, Déi Lénk a été sévèrement secoué par des dissensions internes autour de l'obligation vaccinale et des livraisons d'armes vers l'Ukraine. Au niveau communal, le parti espère maintenir son implantation. Le parti se présente dans sept communes : une liste est née à Schiffange, tandis qu'à Strassen et Hesperange, les listes ont disparu. En 2017, le parti avait stagné aux communales. Un résultat ressenti comme très décevant, notamment à Esch où Marc Baum se voyait déjà échevin à la Culture. La section eschoise tente son comeback. Comme tête de liste à côté de la conseillère sortante Line Wies, elle présente Samuel Baum, assistant social et ancien joueur de handball au club local. En Ville, il sera intéressant de voir qui des deux députés en rotation de la circo Centre sortira premier. En 2018, David Wagner avait récolté 6 907 voix personnelles, c'était trois fois plus que Nathalie Oberweis (2 480), mais également davantage que François Benoy (4 381), Franz Fayot (5 826) ou Simone Beissel (6 658). Mais 25 mois d'absence de la tribune parlementaire auront probablement un effet en nombre de voix.

Un enjeu majeur pour le parti sera le Knuedler. En décembre, la démission de Roy Reding a coûté au parti son unique siège en Ville. Marceline Goergen, qui lui avait brièvement succédé comme indépendante, se présente sur la liste CSV. Reding n'a pas brillé au conseil communal par son assiduité : « Je suis souvent arrivé plus tard et parti plus tôt », avouait-il. Interrogé cette semaine s'il compte se représenter aux législatives en octobre, le député renvoie à sa réponse donnée l'année dernière au *Land* : « Selbstverständlich ». Or, d'ici la clôture des listes, devrait tomber le jugement en appel dans l'affaire de la vente d'un immeuble de rapport au Kirchberg. En première instance, Roy Reding avait été condamné à douze mois de prison, une peine assortie d'un sursis intégral. Si l'arrêt venait à être confirmé en deuxième instance, une candidature de Reding pourrait soulever des résistances au sein du parti. En attendant, les visages d'Alex Penning et de Tom Weidig s'affichent sur 900 poteaux en Ville.

LEITARTIKEL

Physisch unversehrt

Sarah Pepin

Auf perfide Weise funktioniert die Taktik von CSV und DP in er Hauptstadt. Seit knapp zwei Monaten haben sie es geschafft, Sicherheit als Gemeinde-Wahlkampfthema Nummer eins zu positionieren und damit die gesamte Debatte gekapert – auch in Vorbereitung auf die Nationalwahlen. Die Ideenarmut für eine lebenswerte Stadt von morgen offenbart sich täglich. Der Erhalt des Status Quo ist das, was zählt. Das Gefühl der Unsicherheit, das allen voran Bürgermeisterin Lydie Polfer (DP) heraufbeschwört, findet sein Echo in den Kommentarspalten auf *RTL*, wo erstaunlich viele Menschen schreiben, nach 18 Uhr könne man sich in Luxemburg-Stadt nicht mehr vor die Tür wagen. Der Grevenmacher *député-maire* Léon Gloden (CSV) gab im Radio *100,7* das Beispiel von einer über Nacht verwüsteten Fußgängerzone, weil „e puer Mëller Blumen heraus gerappt hunn“. Damit rechtfertigte er das Unsicherheitsgefühl in der Bevölkerung, was wiederum die Einführung einer Gemeindepolizei rechtfertige.

In diesem absurden Kontext ist die Sicherheit von Fußgängern und Fahrradfahrer/innen quasi aus der Diskussion verschwunden, denn damit lassen sich weitaus weniger Stimmen fangen als mit der populistischen Sicherheitsangal. Das heißt aber nicht, dass CSV und DP nicht auch für sanfte Mobilität einstünden; glückliche Kinder mit Helm machen sich gut auf Wahlplakaten. ProVelo tut sich schwer mit solchen Bekundungen, hat der städtische DP-CSV Schöffenrat ihnen doch für ihre morgige Demo etliche Steine in den Weg gelegt. Nach monatelanger Suche nach einem geeigneten Startort, der durch Veranstaltungskonflikte weder auf die Place de la Constitution noch den Knuedler gelegt werden konnte, wurde auch die Place Clairefontaine abgelehnt, wie die Fahrradorganisation auf *Instagram* schrieb. Das Argument der Stadtverwaltung war, die Aktion würde den Verkehr in der Rue du Fossé behindern, eine Straße, die seit mehr als zwei Jahren eigentlich nur noch von Anrainern motorisiert genutzt werden soll, sagt Jo Klein von ProVelo. Der blau-schwarze Schöffenrat will am Tag vor den Wahlen keine Fahrradlobbyisten in seinem betonierten *Virgärtchen*.

Der Kulturkampf um Fahrrad und Auto polarisiert, die Fronten zwischen den Maserati-fahrenden Verfechtern und ihrem Verständnis von Freiheit auf der einen und den Fahrradliebhabern auf der anderen haben sich verhärtet, und das nicht nur auf *Twitter*. Es ist zum Gähnen, aber eine Verbesserung der bestehenden Infrastruktur und ein weiterer Ausbau der Fahrradwege bedeuten einen Gewinn an Lebensqualität, Nachhaltigkeit und für die Gesundheit der breiten Öffentlichkeit. Mit einer grundsätzlichen Verteufelung des Autos hat all das wenig zu tun.

Hat sich die Fahrradinfrastruktur in den letzten sechs Jahren vor allem in der Hauptstadt verbessert, bleibt an Hauptverkehrspunkten noch äußerst viel zu tun, genauso wie außerhalb der Festung an den Hauptachsen in die Stadt hinein. Dort schlängeln sich vielerorts Radfahrer/innen auf mit Kleinkindern gefüllten Lastenrädern an Bussen entlang. Eine Studie, die im Zuge der Covid-Pandemie die neu installierten Pop-Up-Fahrradwege unter die Lupe nahm, fand heraus, dass sich Angebot und Nachfrage positiv bedingen. In Paris, Berlin oder Bogota, wo die bestehenden Fahrradwege während der Pandemie ausgebaut wurden, stieg die Nutzung um bis zu 48 Prozent an – und das nicht nur wetterbedingt. In Luxemburg-Stadt registrierten die vier Zählstellen im Jahr 2022 über eine Million Radfahrer/innen, ein Anstieg um 36 Prozent im Vergleich zum Vorjahr. Diese Menschen können alle ein Liedchen von ihren alltäglichen Pendelrouten singen, den zahlreichen Orten, an denen es mit anderen Verkehrsteilnehmern zu Konfliktsituationen kommt, die die physische Unversehrtheit der schwächsten Glieder im Verkehr am meisten gefährden. Ob ihre Stimmen am Sonntag einen Unterschied machen werden, bleibt abzuwarten.

P O L I T I K

Clin d’œil

Depuis un mois, les affiches électorales de tailles et de couleurs variées ont envahi l’espace public, sur les poteaux, les palissades, le bord des routes et les ronds-points. Par l’ampleur de ce déploiement et par le manque d’originalité des placards, on retient plus une pollution visuelle qu’une réelle information politique. Jamais avare en ironie et en commentaire critique, l’espace culturel des Rotondes apporte sa contribution à cet exercice de communication, façon d’annoncer sa soirée électorale de dimanche soir. Huit illustrateurs, communicants et créatifs ont été mis à contribution. Ils se sont inspirés des codes classiques de la communication politique pour inventer leur propre campagne, avec des slogans, des logos, des photos de candidats... Mais pas de couleurs, les Rotondes ayant opté pour la sobriété du noir et blanc, évitant ainsi tout confusion avec le réel (photo : Rotondes).

On se régale du clin d’œil au logo du DP, transformé en PP – Promoteur Partei – et de son slogan « LëtZ Overshoot ». Le même parti a inspiré une autre création où un pigeon est lié par un trait au mot « méi ». On sourit devant la liste C, comme Chat « pour un nouveau cha-pitre ». On s’interroge sur l’idée de faire confiance à « The Void » ou à un « Hidden agenda Worldwide ». On frissonne face aux candidats mutants de la liste Fail (Futurallianz fir AI an Cyber-Inklusioun zu Lëtzebuerg) qui plaide « en faveur de protections juridiques complètes pour les personnes génétiquement modifiées ». On admire le réalisme des informations et images proposées par ChatGPT qui note que « Optimism, Unity and Progress » sont les trois valeurs les plus souvent citées dans les messages politiques et que « Change » est le mot le plus utilisé dans les slogans politiques. « Le propre des affiches électorales étant d’être accrochées jusqu’à ce que les éléments, de jeunes loubards ou les ouvriers communaux les fassent disparaître, il en sera de même pour celles-ci », informent les responsables des Rotondes. [fc](#)

Finance Pride

Am siebten Tag des internationalen Pride-Monats Juni stellte Rosa Lëtzebuerg in der Escher Infofabrik das Programm der Luxembourg Pride vor, die vom 3. bis 9. Juli stattfinden wird. Aus ihrem 22-seitigen Forderungskatalog an die politischen Parteien rückt die LGBTIQ+-Vereinigung in der Woche fünf besonders in den Vordergrund: ein eigenes Ministerium für Anti-Diskriminierung und Diversität; eine LGBTIQ+-Kontaktstelle bei

der Polizei (der laut Rosa häufig das Verständnis für Hassverbrechen fehlt); die Streichung des Gender-Eintrags auf offiziellen Dokumenten wie Personalausweis, Wohnsitzbescheinigung oder Geburtsregister-Auszug; das Verbot von Konversionstherapien und ein Operationsverbot von Intersex-Kindern.

Diese Versäumnisse der Regierung sind mit dafür verantwortlich, dass Luxemburg im europäischen Rainbow-Index innerhalb von vier Jahren vom zweiten auf den siebten Platz zurückgefallen ist. In den vergangenen Monaten sah Rosa Lëtzebuerg sich vermehrt mit Vorwürfen von Pinkwashing konfrontiert, die der Verein am Mittwoch zurückwies. Private Sponsoren, die fast die Hälfte der Gesamtkosten in Höhe von 135 000 Euro für die Pride bezahlen, müssten entweder Mitglied im Business-Network von Rosa sein oder eine Diversity-Charta unterzeichnen. Auffällig ist aber, dass seit einigen Jahren die allermeisten Sponsoren am Banken- und Finanzplatz tätige Unternehmen aus dem Bereich der Steuervermeidung sind. Rosa rechtfertigt das damit, dass kleine und mittelständische Firmen aus Luxemburg bislang wenig Interesse an Sponsoring gezeigt hätten, was sich künftig jedoch ändern solle. [ll](#)

P E R S O N A L I E N

François Bausch,

Verteidigungsminister (Grüne), musste für seinen Reformentwurf des Organisationsgesetzes der Armee 49 formelle Einwände des Staatsrats, Androhungen formeller Einwände oder Vorbehalte, das Parlament von der zweiten Lesung des Textes zu entbinden, zur Kenntnis nehmen. Hervor sticht die Kritik des Staatsrats daran, dass es für die Armeeangehörigen eine Vielzahl von Vorgesetzten geben soll, deren Befehlen sie sich unterzuordnen hätten. Aus der Verletzung des Prinzips, dass es nur einen unmittelbaren Vorgesetzten geben kann, sieht

der Staatsrat Rechtsunsicherheiten folgen. Hinzuzufügen ist, dass eine derart desorganisierte Befehlskette im Kriegsfall gefährlich wäre. [pf](#)

Corinne Cahen,



Familienministerin und inoffizielle dritte Spitzenkandidatin der DP für die Gemeindewahlen in der Hauptstadt, durfte am Mittwoch mit LSAP-Ko-Spitzenkandidat Gabriel Boisaute im *RTL Radio* die Fragen der Zuhörer zur Lebensqualität in der Stadt beantworten. Zur Lösung der Wohnungsnot schlug Cahen vor, dass „wir“ künftig kleiner und ein bisschen höher bauen. Um den Leerstand zu bekämpfen, startete sie einen Aufruf an die Eigentümer: „Loosst dach wannechgelift är Wunnengen net eidel stoen.“ Ihr Kontrahent wies sie darauf hin, dass es mit einer höflichen Aufforderung wohl nicht getan sein dürfte. Tatsächlich sieht selbst das Wahlprogramm der Stater DP vor, „500 Millionen Euro zu aktivieren“, um mehr erschwinglichen Wohnraum zu schaffen. Cahen, die in der Hauptstadt ihren eigenen „Signature“-Wahlkampf führt, fühlt sich dem Programm ihrer Partei vielleicht nicht verpflichtet. Befremdlich mutet auch an, dass sie erst nach den Gemeindewahlen als Familienministerin zurücktreten will. So konnte sie den kommunalen Wahlkampf noch als amtierendes Regierungsmitglied bestreiten, was ihr neben Amtscharisma natürlich viel Sichtbarkeit bescherte. Verboten ist das nicht, deontologisch bedenklich schon (Foto: sb). [ll](#)

M O B I L I T Ä T

Sicher auf zwei Beinen

Auf einer kürzlich erschienenen Karte des Zentrums für urbane Gerechtigkeit (Zug) reihen sich grüne Häkchen an unzufriedene Emoji-Gesichter und rote Quadrate. Sie zeigt all jene Zebrastreifen in Luxemburg-Stadt, an denen die Sicherheit für Fußgänger mangelhaft ist. Dort, wo ein Fahrer von einer Hauptstraße in eine Zone 30 einbiegt, soll laut Richtlinien von Ponts et Chaussées ein Zebrastreifen rot unterlegt sein. Mindestens 131 Übergänge haben keinen solchen Hintergrund, in mindestens 108 Fällen fehlt der Fußgängerübergang völlig. Besonders schlecht sieht es um das Schwimmbad in Bonneweg und in den Straßen um den Bahnhof aus; auch in der Avenue de la Liberté und am Boulevard Roosevelt fehlen Markierungen. Das Gleiche gilt für die Avenue Pasteur und die Avenue du Bois sowie Straßen in Eich und Weimerskirch. Das bringe Fußgänger in Gefahr und entmutige Menschen, sich zu Fuß durch den urbanen Raum zu bewegen, so die Initiative. Ihr Ziel sei es, durch informatische Mittel Diskussionsgrundlagen zur Verbesserung des städtischen Raumes zu schaffen, sagt Zug-Mitbegründer Thorben Grosser. DP-Mobilitätsschöffe Patrick Goldschmidt hatte im *Radio 100,7* bestritten, dass es eine „Obligatioun“ für die markierten Zebrastreifen gibt. Das stimmt nur bedingt. Tatsächlich arbeitet Ponts et Chaussées jede Anfrage zu Arbeiten an Nationalstraßen einzeln ab, schreibt solche Sicherheitsforderungen seit 2013 in die Straßengenehmigungen – und schafft somit eine legale



Basis. Die Anpassung der älteren, unsicheren Übergänge benötige Zeit, heißt es von Ponts et Chaussées (Foto: Creative Commons). [sp](#)

D ’ L A N D

Liberté de la presse

Le *Land* et son journaliste Pierre Sorlut ont reçu des courriers d’avocats mandatés par Gerard Lopez intimant de retirer une publication datée du 28 avril dans laquelle sont rappelés les liens entre l’homme d’affaires luxembourgeois et le Saoudien Tarek Obaid, inculpé fin avril en Suisse pour une suspicion de blanchiment d’argent détourné du fonds souverain malaisien 1MDB. Le cabinet d’avocat en question, celui de Richard Malka (avocat de Clearstream contre le journaliste Denis Robert), rappelle qu’un accord transactionnel négocié en 2019 par la maison d’édition du *Wort* interdit à son ancien salarié, Pierre Sorlut, de citer le contenu d’un article contesté par Gerard Lopez (toujours en ligne sous le titre « Les liaisons dangereuses de Gerard Lopez ») devant les tribunaux (une plainte jugée abusive par le tribunal à Paris). La rédaction du *Land* a retiré l’article incriminé de son site internet, mais en a informé le syndicat de journalistes ALJP.

Ergänzung

Dass Rentnerinnen im statistischen Durchschnitt insgesamt höhere Bezüge haben als Rentner, wurde im Leitartikel der Ausgabe vom 2. Juni als ein Phänomen relativ zu den Erwerbskarrieren von Frauen erklärt: Da diese im Schnitt weniger verdienen als Männer, erhielten sie wegen der Stützung kleiner Renten dennoch relativ zu der von ihnen entrichteten Beitragssumme recht viel aus der Pensionskasse. Noch stärker aber wirkt sich die gegenüber Männern höhere statistische Lebenserwartung von Frauen aus: Dadurch bleiben sie im Schnitt länger in Rente als Männer und beziehen in der Summe mehr.

Blog

Hier Weiler, dort Wiltz

Peter Feist

Der sozioökonomische Index der Gemeinden erfasst brisante Unterschiede zwischen ihnen. Vermutlich ändern sie sich kaum



Im Gemeindevahlkampf spielt Sozialpolitik allenfalls in Form von Versprechen auf erschwungenen Wohnraum eine Rolle. Oder in perverser Form als Bettelverbot in der Hauptstadt

Oliver Holmes

Drei Monate vor den Gemeindewahlen 2017 gab der damalige LSAP-Innenminister Dan Kersch eine Pressekonferenz und stellte eine Publikation des Stateg über den „Indice socio-économique des communes“ vor. Der Index ist Teil der Gemeindefinanzreform, die Kersch entworfen hatte und die seit Anfang 2017 in Kraft ist. Er wird vom Stateg Jahr für Jahr aktualisiert und dient dazu, ein Zehntel des gemeinsamen Dotationsfonds der Gemeinden nach sozioökonomischen Kriterien zu verteilen. Im Jahr 2021 waren das knapp 225 Millionen Euro. Der größte Teil davon floss mit 40,5 Millionen an die Stadt Luxemburg, der zweitgrößte an Esch/Alzette (15,7 Millionen), der drittgrößte mit 11,8 Millionen an Differdingen.

Weil soziale Probleme relativ zur Bevölkerungszahl bestehen, sagt es noch nicht viel aus, wenn die drei größten Städte in dieser Reihenfolge auch die meisten sozioökonomischen Transfers erhalten. Interessanter ist, wie der Index zustandekommt. Und ob man an ihm erkennt, wie soziale Unterschiede in der Luxemburger Gesellschaft auf kommunaler Ebene und territorial verteilt wiederzufinden sind. Die Stateschrift resümierte 2017: Die Unterschiede zwischen den Gemeinden nähmen zu. „Ces phénomènes semblent même s'accroître depuis la crise de 2008.“ Bei der räumlichen Entwicklung des Landes wirke eine „spirale défavorable“, welche die Tendenzen zur Segregation noch verstärkt.

Gut möglich, dass der Innenminister vom linken Flügel der LSAP damals nicht nur zeigen wollte, dass sein Transfer-System gegen diese Tendenzen angehe, sondern im Wahlkampf ein weiteres Thema zu setzen versuchte. Denn die fünf Komponenten, aus denen der Index sich zusammensetzt, sind griffig: der Medianlohn pro Gemeinde; die lokale Arbeitslosenrate sowie der Anteil der Revis-Bezieher/innen an der Bevölkerung, der Anteil der Alleinerziehenden (weil sie als besonders armutsgefährdet gelten) und der Anteil der laut der internationalen Klassifikation (Isco/CITP) gering Qualifizierten.

Das Stateg beschrieb: Der mittlere Lohn reichte 2017 von 2 592 Euro in Reisdorf bis 4 821 Euro in Niederanven. Die Arbeitslosenrate variierte zwischen 2,6 Prozent in Bech und 13,2 Prozent in Esch/Alzette um das Fünffache, der Anteil der Sozialhilfeempfänger/innen an den Bevölkerungen um den Faktor 17 zwischen Heffingen und Wiltz, der Anteil der Alleinerziehenden um das Zweieinhalbfache zwischen Sa-eul und Heffingen. Gering qualifizierte Arbeiter waren in der Bevölkerung Viandens fünf Mal häufiger als in der in Weiler zum Turm (*d'Land*, 11.8.2017).

Besorgniserregend war die territoriale Synthese der Befunde: Die reichen Einwohner/innen des Landes wohnen in den Gemeinden rund um die Hauptstadt in einem Gürtel, der im Westen bis nach Garnich, im Osten bis in den Kanton Grevenmacher reicht. Die armen Einwohner/innen dagegen leben in den traditionellen Arbeiterstädten im Süden, in Wiltz und in Ettelbrück sowie zwischen Echternach und Vianden entlang der Grenze zu Deutschland. Die

Die Gruppe der 2017 fünf am besten gestellten Gemeinden war es auch 2021, die der fünf am schlechtesten gestellten ebenfalls

sen Trend sahen die Statistiker/innen weiter fortschreiten. Schon 2013 hatte eine Untersuchung des Forschungsinstituts Liser über die „territoriale Kohäsion“ des Landes festgestellt, dass sich soziale Probleme in den Arbeiterstädten im Süden sowie in den kleinen Städten im Norden konzentrierten. Das Wort „Ghettoisierung“ fiel.

Eine Aussage darüber zu wagen, was sich gegenüber 2017 geändert hat, ist schwierig. Öffentlich ist der jährlich neu berechnete Indice socio-économique des communes nicht. Auf Anfrage gab das Innenministerium die Gesamt-Indexwerte pro Gemeinde von 2021 heraus. Das Stateg hat seit der Veröffentlichung im *Bulletin 2-2017* keine weitere zu dem Thema mehr gemacht. Das Innenministerium erklärte dem *Land*, die fünf Komponenten des Index „so nicht“ zur Verfügung zu haben. Das Stateg teilte dazu nur das Nötigste mit und lehnte Auskünfte zu den Medianlöhnen in den Gemeinden ab: Die würden einer Fortsetzung der Publikation von 2017 zu entnehmen sein; wann sie erscheint, sei aber noch ungewiss.

Laut dem Index von 2021 sind die fünf am besten gestellten Gemeinden wie schon 2017 Weiler zum Turm, Garnich, Kehlen, Reckingen/Mess und Niederanven. In allen fünf aber hat der Index sich leicht verschlechtert. Auch die fünf 2017 am schlechtesten Gestellten waren es 2021 noch immer, doch nur in Wiltz und Vianden ist der Index 2021 leicht schlechter als der von 2017, während er in Esch/Alzette, Ettelbrück und Differdingen leicht besser ausfiel.

Selbst Vermutungen darüber anzustellen, woran das liegen könnte, scheint delikat. Zwei der fünf Datensätze, die das Stateg zur Berechnung des Index nutzt, sind nicht nur seit 2016 dieselben geblieben, sondern mittlerweile zwölf Jahre alt: Die Anteile der Alleinerziehenden, beziehungsweise der niedrig qualifizierten Arbeiter/innen an den lokalen Bevölkerungen gehen auf die Volkszählung von 2011 zurück. Dass das Statistikinstitut noch nicht weiß, wann die Fortsetzung des *Bulletin* von 2017 erscheinen wird, liegt vor allem daran, dass die Auswertung der Volkszählung von 2021 noch läuft.

Für soziale Dynamiken in einer Gemeinde dürfte der Anteil gering qualifizierter Arbeiter/innen allerdings wichtig sein, denn sie verdienen weniger, sind stärker von Arbeitslosigkeit bedroht und können als *working poor* Bezieher des Revis werden. Die Arbeitslosenstatistik und die vom nationalen Solidaritätsfonds gesammelten Angaben zu den Revis-Bezieher/innen nähern das Bild vielleicht ein wenig an.

Die Arbeitslosenrate hatte im Index 2017 zwischen 2,6 Prozent in Bech und 13,2 Prozent in Esch/Alzette um den Faktor fünf variiert. Der Konjunkturaufschwung seit 2015 ließ die Arbeitslosigkeit landesweit sinken. Doch wenn sie 2021 in Esch/Alzette bei 10,9 Prozent lag, lag sie noch immer fünf Mal höher als in Bous und in Garnich (2%). Vergangenes Jahr ging die Arbeitslosigkeit weiter zurück, lag die lokale Rate in Esch bei 9,1 Prozent, aber noch viereinhalb Mal höher als in Betzdorf (2,2%); in Wiltz lag sie mit neun Prozent ganz ähnlich hoch wie in Esch.

Die Variation der Anteile an den Haushalten, die das Revis beziehen, scheint zwischen den Gemeinden ebenfalls leicht abgenommen zu haben, wie ein Vergleich der Bevölkerungszahlen des Stateg mit den Revis-Daten des nationalen Solidaritätsfonds ergibt: 2017 differierten die Anteile der Revis-Haushalte um den Faktor 17, 2021 um den Faktor 16. Nach wie vor aber wird das Revis viel häufiger in Ettelbrück, Vianden oder Esch/Alzette bezogen und viel weniger in Garnich, Bech oder Weiler-zum-Turm.

Für die Änderungen im sozioökonomischen Index – er verschlechterte sich in sechs Gemeinden leicht, in ebenfalls sechs verbesserte er sich leicht – gaben am Ende womöglich Ortswechsel über Land einen wichtigen Ausschlag. Falls beispielsweise verhältnismäßig besser Verdienende wegen der Grundstückspreisentwicklung ihren Wohnsitz in Gemeinden nahmen, die sozioökonomisch weniger gut gestellt sind. Was vielleicht die nächste Stateschrift erläutern wird, die dann auch die Medianlöhne publiziert und sich auf eine zwei statt zwölf Jahre alte Volkszählung stützen kann.

Bis dahin dürfte es nicht verkehrt sein zu behaupten, dass sich an den territorialen Unterschieden wirtschaftlicher Potenz und sozialer Probleme nichts geändert hat. Dass es dazu wenig Daten gibt, das Stateg Alleinerziehende alle zehn Jahre über die Volkszählung erfassen muss und nicht auf Daten der Steuerverwaltung über den Steuerekredit für Alleinerziehende zurückgreifen kann. Dass das politische Interesse an den sozioökonomischen Unterschieden sich in Grenzen hält, die Diskussion in dieser Legislaturperiode in die ziemlich akademische über das neue Leitprogramm zur Raumplanung verfrachtet wurde. Im Gemeindevahlkampf spielt Sozialpolitik allenfalls in Form von Versprechen auf erschwungenen Wohnraum eine Rolle. Oder in perverser Form als Bettelverbot in der Hauptstadt. Viel ändern an niedrigen Einkommen und Armut kann kommunale Sozialpolitik nicht. Aber die Gelder aus der sozioökonomischen Umverteilung nimmt natürlich jeder Schöffenrat gerne an. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Sauberes Trinkwasser

Am Sonntag wird der Gemeinderat der Hauptstadt neu gewählt. Thema ist die politische Langlebigkeit von Bürgermeisterin Lydie Polfer.

Außenminister Jean Asselborn brachte die Gemeindepolitik auf den Punkt. Im November 2014 behauptete er in einer Fernsehdebatte: „Wir haben keinen Platz für Häuser, nur für Briefkästen.“ Er stellte die Frage nach dem Ort fiktiven Kapitals.

1979 wurde in Differdingen die *Groussgasmashinn* stillgelegt. In der Stadt Luxemburg wurde die *Groussgeldmashinn* unter Dampf gesetzt. Sie pumpt fiktives Kapital aus aller Herren Länder durch lokale Banken, Anwaltskanzleien, Steuerberatungsfirmen und Briefkästen. Sie verarbeitet es, leitet es weiter, führt es zurück in den Kreislauf, scheidet es aus.

Die Deregulierung der Finanzmärkte in den Achtziger Jahren brachte die Maschine auf Touren. Die Stadt wurde eine neoliberale Stadt. Die Politik half dabei oder fügte sich.

Die neoliberale Stadt ist von besonderer Natur: Sie ist ein verschlafenes Provinznest und gleichzeitig in die internationale Arbeitsteilung eingebunden. Sie ist kein Ort, wo Mehrwert extrahiert wird. Sie ist ein Ort, wo er abgefüllt, umgepackt, weitergeleitet wird. Sie ist ein Ort, wo das Versprechen auf Mehrwert verwaltet wird. Der Unterschied zu Orten, wo Mehrwert extrahiert wird, ist leicht zu erkennen: dass sauberes Trinkwasser aus dem Hahn fließt, der Müll pünktlich abgeholt wird.

Die *Groussgeldmashinn* muss reibungslos laufen. Die Stadtverwaltung hilft dem Staat, ein günstiges Geschäftsklima zu gewährleisten. Zur Deckung der Spesen zweigt sie einen homöopathischen Teil der Mehrwertversprechen ab. Er reicht, damit die Stadt im April vergangenen Jahres Rücklagen von 655 Millionen Euro ausweisen konnte.

Die Spielregeln der repräsentativen Demokratie verlangen: Die lokalen Dienste für anonyme Kapitalbesitzer in aller Welt brauchen eine politische Legitimation. Durch eine Mehrheit von Leuten, die kein Kapital besitzen. Das kann ein Problem bei Wahlen sein. Die Lösung heißt: Lydie Polfer. Sie verkörpert zugleich die Einbindung in die internationale Arbeitsteilung und das verschlafene Provinznest. Das erklärt ihre politische Langlebigkeit.

Die Bürgermeisterin gibt sich weltoffen: Sie schafft die lokalen Voraussetzungen für die

ungehemmte Zirkulation fiktiven Kapitals. Zugleich gibt sie sich spießig: Sie sichert die politischen Voraussetzungen dieser Zirkulation bei konservativen Wahlberechtigten.

Die Stadt ist in die internationale Arbeitsteilung eingebunden und ein verschlafenes Provinznest. Die Kommunalpolitik ist weltoffen und spießig zugleich

In den Fußgängerzonen hätschelt sie Rentnerinnen, Kleinkinder und Pudel. Sie muss junge Expats bei Laune halten. Ohne alte Wählerinnen mit Nachtlärm und Tretrollern zu verschrecken. Die anderen Parteien hüten sich, ihr ins Handwerk zu pfuschen. Im Wahlkampf versprechen sie etwas mehr Fahrradwege.

Die Gemeindeverwaltung malt „Multiplicity“ auf die abgasarmen Busse. Die Marke steht für die vielfältige Herkunft des globalisierten Kapitals. Sie meint die Arbeitskräfte in seinem Dienst. Sie verklärt Kommunalpolitik zu einem bunten Straßenfest für amerikanische Anlageberater, belgische Rechtsanwältinnen, französische DRH. Rumänische Bettler sind nicht erwünscht.

Lydie Polfer hat die nötige Autorität, Interessenkonflikte zu entscheiden. Gegen den DP-nahen Mittelstand. Der keine Straßenbahn von KPMG entlang Bank of China bis Deloitte wollte. Oder zugunsten der Bauträger, Immobilienfonds und DP-nahen Ertragshausbesitzer. Sie bekamen die neoliberale Stadt als Klondike überlassen.

Die rechtsliberale Politikerin fördert die Freiheit des Einzelnen. Nur sicher und sauber muss er sein. Sicherheit und Sauberkeit beruhigen nicht nur die kleinbürgerliche Wählerschaft. Sie sind ein Standortfaktor. Luxembourg for Finance wirbt für „Luxembourg city – the safest city in the world“. Lydie Polfers politische Langlebigkeit ist auch ein Standortfaktor: Er garantiert Investitionssicherheit. ● Romain Hilgert



Lydie Polfer gibt sich weltoffen und spießig

zugleich. Die anderen Parteien hüten

sich, ihr ins Handwerk zu pfuschen



Jean-Marie Hoffmann, CSV, Luxembourg



Anne Kaiffer, DP, Luxembourg



Claude Lang, CSV, Mamer

Profession commerçant, politique amateur

France Clarinval

Les listes électorales comptent de nombreux commerçants et patrons de restaurants qui font valoir leur connaissance du terrain. Ils s'inquiètent peu d'éventuels conflits d'intérêt

Dans le système électoral que nous connaissons au Luxembourg, avec un vote obligatoire et la possibilité de panacher les voix entre les partis, la personnalité et la notoriété des candidats est au moins aussi importante que les idées qu'ils défendent. À chaque élection législative, des figures locales, plus ou moins célèbres, généralement issues du monde du sport et de celui des médias (et plus rarement du secteur culturel) sont se portent candidat sur les listes. Une nouvelle niche de recrutement électoral apparaît aujourd'hui, celle des commerçants, notamment dans le secteur de l'horeca. Le *Tageblatt* a essayé de mettre cette catégorie en évidence, mais rassemble plus largement « artisans, commerçants, chefs d'entreprise : techniciens, ingénieurs, menuisiers, commerçants, vendeurs, indépendants, économistes ». De la même manière, sur le module en ligne du *Wort*, où l'on trouve de nombreuses informations sur les candidats, les titres ou professions reflètent les mots choisis par les postulants : Certains indiquent « restaurateur » d'autres « indépendant », d'autres encore « homme / femme d'affaires » ou « entrepreneur ». Mais la tendance est visible dans beaucoup de communes. Elle concerne principalement les listes DP et CSV, même si d'autres partis ont suivi la même démarche.

Les intéressés le constatent eux-mêmes : « Le fait qu'il y a plus de commerçants et restaurateurs sur les listes correspond à un nouvel élan », estime Anne Kaiffer. À la tête de la boucherie familiale qui emploie une vingtaine de salariés, elle se présente pour la première fois sur la liste du DP à Luxembourg-Ville. « Les commerçants ou les entrepreneurs peuvent apporter une expérience différente. Nous connaissons le terrain, les préoccupations des gens. Il me semble qu'il faudrait davantage de pragmatisme pour gérer les villes comme des entreprises. » Celle qui a été membre des jeunes libéraux (JDL) ne s'est jamais cachée de son penchant libéral. Ce n'est pas la première fois que le parti lui propose de s'engager. « Jusqu'ici, j'ai évité de le faire. Dans le temps, un engagement politique pouvait nuire à l'image et donc au commerce. Aujourd'hui, la politique a changé, les clivages sont moins importants. » Réussir à concilier le travail et l'engagement politique était aussi une des interrogations de la bouchère. « Là aussi, les choses évoluent. Les clients se préoccupent plus de la qualité des produits que de la tête de celui qui les vend. Ils ne s'attendent plus à voir le patron ou la patronne derrière le comptoir tous les jours », suppose-t-elle. Ce ne sont pas seulement ces deux obstacles levés qui l'ont incitée à se porter candidate : « Vu la situation actuelle, j'ai dit oui. Il faut du changement dans la commune et on ne peut pas laisser le changement s'opérer par d'autres partis », résume-t-elle.

Sur la même liste, Alexandre De Toffol invoque aussi des changements nécessaires. Le jeune patron de restaurants (Partigiano, Bella Ciao et Pop-up Hertz) considère qu'il « faut aller plus loin pour dynamiser le commerce et renforcer la sécurité. » Pour autant, il ne se voyait pas sur une autre liste : « Si je veux que mes idées soient écoutées, je dois aller vers les gagnants et apporter des changements depuis l'intérieur. » Dans ses établissements, il voit

« Les intellos qui font de la politique leur métier connaissent tout, mais pas la vraie vie »

Claude Lang, patron du Pavillon Brill à Mamer

passer « tout le monde, de tous les bords politiques » et « en discutant avec Corinne Cahen, je me suis dit que c'était le bon moment pour m'engager », se souvient-il. Cette nouvelle garde du DP Stad qui plaide pour un renouvellement se rangerait aux côtés de la ministre de la Famille plutôt que derrière l'actuelle Bourgmestre. Le match Polfer / Cahen pourrait se jouer non seulement d'un point de vue générationnel – une vingtaine d'années sépare les deux candidates – mais aussi par un clivage entre les politiciens professionnels et ceux qui sont « sur le terrain tous les jours et qui voient des choses que d'autres personnes ne voient pas », selon la description qu'Alexandre De Toffol fait de lui-même. Le passé de commerçante de Corinne Cahen – le magasin Chaussures Léon est toujours à elle même si elle n'y exerce plus – lui permettant de jouer la carte de la proximité, malgré les années de charge ministérielle, ce qu'elle rappelle volontiers au fil des interviews.

Le maître boulanger Jean-Marie Hoffmann, inscrit sur la liste du CSV à Luxembourg va dans le même sens : « Il faut un changement, sinon on va dans le mur. » Il cite en vrac les magasins vides, les loyers trop élevés et « la problématique de la sécurité dont pâtiraient les commerçants ». Six années après avoir repris le réseau de boulangeries Schumacher, et constatant que son fils est prêt à prendre plus de responsabilités, il se verrait bien poursuivre son élan en politique. « J'ai toujours donné mon avis et des conseils au sein de la Chambre des métiers et on peut constater que je n'ai pas tout fait faux dans ma vie. Beaucoup de questions et de problèmes doivent se régler au niveau national. » C'est sa première participation à une élection, mais affirme volontiers des ambitions plus larges. « Dans la politique, il n'y a pas assez de professionnels qui sont sur le terrain. Nous entendons plus facilement le ressenti des citoyens qu'un politicien, car la barrière est moins grande. »

La connaissance de la « vraie vie » est dans la bouche de tous les candidats commerçants et restaurateurs. « Les intellos qui font de

la politique leur métier connaissent tout, mais pas la vie », tacle Claude Lang. À 65 ans, le patron du Pavillon Brill est candidat sur la liste du CSV à Mamer, un parti pour lequel il milite « depuis toujours » et sur la liste duquel il s'était déjà présenté à Esch. Proche du bourgmestre Gilles Roth, il n'a pas hésité quand il a été approché. Pour lui, le commerçant comme l' élu doivent être à l'écoute des clients comme des citoyens. « C'est assez similaire en fait : Il faut comprendre ce que les gens veulent et faire en sorte de leur donner. » Probablement le seul de ces candidats-commerçants déjà élu, Gabriel Boisante, conseiller communal et tête de liste du LSAP dans la capitale, utilise aussi son statut professionnel à titre de comparaison, et fustige la majorité actuelle. « En tant que chefs d'entreprises, nous sommes jugés sur nos résultats et notre bilan. On ne peut pas seulement dire qu'on a fait de notre mieux ». Fondateur et associé dans une dizaine de restaurants (Urban, Paname, Bazaar...) qui emploie environ 280 personnes, il s'estime bien placé « pour comprendre les préoccupations des citoyens qui sont les mêmes que celles de nos équipes. Ils ont du mal à se loger, ils ralentissent sur les problèmes de mobilité, ils s'inquiètent pour leur sécurité, ils pestent contre les chantiers... ». D'une façon générale, et en englobant des concurrents politiques ou commerciaux, il se réjouit que son secteur soit mieux représenté. « Les responsables politiques comprennent que nos métiers sont indispensables à la vie dans les quartiers. Les bars ou les cafés sont des leviers du vivre ensemble et des terrains fertiles pour la cohésion sociale ».

C'est aussi ce que met en avant Nicodemo Zangari, à la tête de la pizzeria Lo Stadio à Niedercorn et sur la liste CSV de Differdange : « Les commerçants et restaurateurs ont un grand rôle à jouer dans la vitalité et l'attractivité des villes. » Il sait que s'il a été approché par le parti déjà une année avant les élections, ce n'est pas seulement pour son côté commerçant, mais parce qu'il est « un enfant du pays qui connaît bien les gens ». Il a été actif dans la gymnastique, entraîne les jeunes de l'équipe de foot. « Je ne voulais pas qu'on me voie comme une tête connue sur une affiche pour attraper des voix. Avant de m'engager, j'ai suivi plusieurs réunions pour mieux comprendre les enjeux des élections et le pouvoir des communes. » En se présentant sur une liste, Nicodemo Zangari se lance dans une « nouvelle expérience », tout en se sachant novice en politique.

Novice aussi, Angélique Bartolini a longtemps hésité avant de se lancer dans l'aventure sur la liste CSV de Luxembourg. Responsable de la boutique de vêtements Bagatelle dans le quartier de la gare, elle a été approchée par Serge Wilmes en février dernier. « Dès l'ouverture de mon magasin, il est venu souvent et s'est montré très à l'écoute quand je lui exposais des problèmes comme le chantier du tram, les restrictions liées au covid ou la sécurité du quartier », rembobine-t-elle. Le Premier échevin lui fait valoir son statut de cheffe d'entreprise, de femme, de jeune et d'étrangère (elle est la seule Française sur la liste). « J'ai prévenu que ne connaissais rien à la politique luxembourgeoise et je n'étais pas du tout croyante ou proche de l'église. » Deux arguments balayés par la tête de liste

qui finit par la convaincre. Comme les autres commerçants, elle veut valoriser sa « vision du terrain ». « Je suis sans doute encore trop peu connue pour être élue, ce sera plutôt pour dans six ans », estime-t-elle en affirmant avoir reçu du soutien et des encouragements d'autres commerçants du quartier. C'est aussi ce que pense Cindy Denuit, opticienne à Esch et également présente sur la liste CSV : « C'est ma première participation à des élections. Je noue des contacts, j'apprends comment ça fonctionne. C'est une porte d'entrée pour la suite ». Cette proche du bourgmestre CSV d'Esch, Georges Mischo s'est laissé convaincre en espérant avoir du poids pour « améliorer la situation de la rue de l'Alzette ». C'est son « cheval de bataille » et à peu près le seul sujet qu'elle met en avant dans ses conversations. « Depuis que je m'intéresse de plus près à la situation, je comprends mieux les contraintes, les obligations des communes. Je veux aider avec mes idées et propositions. » Une aide pour renforcer sa visibilité qu'elle a apportée en prêtant sa boutique pour un défilé « afterwork » organisé par la section CSV-Esch où on a pu voir le bourgmestre jouer au mannequin, n'hésitant pas à envoyer sa chemise dans le public...

Tous ces patrons qui ont pignon sur rue, en tout cas dans leur commune, attireront sans doute les voix d'une partie de leurs clients et de leur personnel. Aucun ne craint que son choix politique soit contre-productif pour son commerce. « Généralement, les clients me félicitent pour mon engagement, même s'ils votent pour un autre parti », relate l'opticienne eschoise. « Si j'obtiens au moins une voix de tous les clients qui m'en ont promis deux, je peux devenir maire », ironise de son côté Claude Lang à Mamer tout en étant réaliste, « dans l'isolement, les gens font ce qu'ils veulent ». « Je sépare clairement mon profil politique de mon business » ajoute Nicodemo Zangari. En revanche, la question d'éventuels conflits d'intérêt n'est pas toujours bien comprise. « Mes intérêts sont les mêmes que ceux des autres commerçants. Je suis là pour faire entendre leur voix », clame Alexandre De Toffol. Quand on pointe des locaux appartenant à la Ville où il pourrait postuler pour installer un restaurant, il balaye « j'ai bien assez de travail pour ne pas ajouter un nouveau restaurant ». Il tient aussi à préciser que c'est son frère Erik qui s'est associé à Laurence Frank pour poursuivre l'exploitation de la Brasserie Schuman, un local qui appartient à la Ville au Grand Théâtre et où se tiendra la soirée électorale du DP Stad ce dimanche : « Je n'ai rien à voir dans ce business, je me suis juste occupé du design avec ma société. » Le restaurant qu'exploite Claude Lang à Mamer depuis 2016 appartient à la commune. « Si je suis élu, je ne vais pas pouvoir continuer à exploiter cet endroit. J'ai réfléchi à une solution que je présenterai le cas échéant », prévient-il. « C'est une obligation morale et politique de ne pas profiter de notre position par rapport à des objets appartenant à la Ville », souligne à son tour Gabriel Boisante. Angélique Bartolini ajoute qu'elle ne veut ni le nom, ni le logo de sa boutique associé à la campagne. Une position que partage Anne Kaiffer : « Il faut éviter de prendre des décisions qui concernent ton secteur d'activité. Mais notre connaissance peut ouvrir les yeux des politiques. » ●

Die ultralokale Berichterstattung

Stéphanie Majerus

Der *Buet* sorgt für Vereins- und Polit-Gossip. Einige Publikationen vermitteln den Eindruck, sie würden für Werbezwecke instrumentalisiert



Wer bis Seite acht der letzten Ausgabe des *Gemegebuet Mamer, Cap, Holzem* blättert, hat Bürgermeister Gilles Roth (CSV) bereits auf acht Fotos gesehen. Man sieht ihn zu Beginn einer Fotoserie am Rednerpult im Festsaal des Mamer Schlosses, in dem die Autoren Guy Rosseijong und Romain Thielen ihr Buch *Das Luxemburger Papiergeld 1856-2023* vorstellten. Zwei Seiten später überreicht er den Autoren ein Geschenk – mit Blick in die Kamera. Blättert man zwei Seiten weiter, steht er wieder am Rednerpult und ehrt die Freiwillige Feuerwehr. Daneben befindet sich ein Foto des Schöffensrats – mit Bürgermeister Gilles Roth sowie den Schöffen Roger Negri (LSAP) und Luc Feller (CSV). Überhaupt ist nur der Schöffensrat auf den Titelseiten der letzten sieben Ausgaben zu sehen – vor einem Weihnachtsbaum, dem Gemeindepark oder, wie im neuesten *Gemegebuet*, neben Finanzministerin Yuriko Backes (DP). Damit die Einwohner die Gesichter der Politiker klar identifizieren, werden ihre Namen sogar auf der Aufmacherseite in einer Bildzeile erwähnt. In der Herbstausgabe klebt der Schöffensrat abermals auf jeder zweiten Seite; beispielsweise unter der Unterschrift „Lateinamerikanische Lebensfreude“. Alle drei sind sommerlich hellblau gekleidet, nach lateinamerikanischen Sounds tanzen sie allerdings nicht; ihre Gesichter lassen die Kamera nicht aus den Augen – sie wollen gut erkennbar sein.

Auf telefonische Nachfrage bei den Mitarbeitern der Abteilung für Öffentlichkeitsarbeit, wer für den Inhalt des *Buet* verantwortlich sei, wird das *Land* gebeten, seine Fragen zunächst schriftlich einzureichen. Eine Mitarbeiterin antwortet: „Ausgeschafft gött de Buet vum Departement vun den Relations publiques vun der Gemeng an d’Mise en page gött vun enger Agence assuréiert.“ Gegenüber *Reporter* hatte Gilles Roth darauf verwiesen, dass zwangsläufig bei jeder Veranstaltung der Schöffenrat fotografiert wird, weil er als Gemeindeverantwortlicher zugegen sei. Während einer Kontaktaufnahme des *Land* mit der Oppositionspartei déi Gréng, bestätigt die Gemeinderätin Adèle Schaaf, bis auf die Zusammenfassungen der Sitzungen würde von dessen Veröffentlichung nicht bekannt, welche Themen der *Buet* abdeckt. Dass der Schöffenrat, wie es die Kommunikationsabteilung darstellt, sich nicht konsequent in die Ausarbeitung einmische, könne sie sich nicht vorstellen – „so naiv bin ich nicht“, erwidert Schaaf.

Gesichterreduziert kommt hingegen das Gemeindeblatt aus Walferdingen daher. Die Mai-Ausgabe zeigt zunächst auf fünf Seiten Feuerwehrfahrzeuge, -schläuche, -helme und nicht identifizierbare Kisten. „Gewappnet für den Ernstfall“ sei die Kommune. Mit Agenturfotos startet auch die Aprilausgabe; unter dem Titel „Schlagenfall – es kann jeden treffen“ werden die Bürger/innen über einen Infotag zu diesem Gesundheitsthema in Kenntnis gesetzt. Es folgt ein Kurzbericht über eine Gemeinderatssitzung. Nach 18 Seiten Infokästchen und eingekauften Füllfotos tauchen auf den letzten Seiten vereinzelt Politiker/innen auf; zumeist lächelnd vor einem Gemälde, das gerade in den Räumlichkeiten der Gemeinde ausgestellt wird. Der Aufbau des Gemeindeblatts wurde von dem PR-Unternehmen Binsfeld mitentschieden, der Inhalt wird in Zusammenarbeit zwischen den Kommunikationsbeauftragten und dem Schöffenrat bespielt. Mamer und Walferdingen teilen ein ähnliches sozio-demographisches Profil:

Erstere zählt 10 600 Einwohner/innen, letztere 8 600. Davon ist in beiden Gemeinden die Hälfte ausländischer Nationalität, allen voran leben dort Franzosen, sie kommen auf jeweils circa zehn Prozent.

In der Gemeinde Clerf hingegen ist die ultrakale Publikation mit Reportagen über Vereine und das Kulturleben gefüllt. Sie berichtet über den „Wettbewerb der besten Posaunisten“, Wanderwege, „Großzügige Spenden der Schulkinder“, die luxemburgische „Stock-Car Meisterschaft“, oder ob man sich ein Fahrrad oder Pedelec anschaffen soll. Nach vielen Unterhaltungsseiten wird es auf den letzten fünf ernst: Hier werden die Beschlüsse des Gemeinderats öffentlich. Das Gemeindeblatt nimmt im Briefkasten viel Platz ein: Um die 100 Seiten werden in der Nordspitze gefüllt. Dafür aber erscheint der *Clärrwer Reider* nur viermal im Jahr und nicht monatlich wie in Walferdingen. Je nach Ausgabe sieht man überdies einen Emile Eicher in unterschiedlichen Posen: Zunächst neben seinem Leitartikel lässig an einer Schiefermauer angelehnt. Dann neben dem Botschafter aus Taiwan, der die *Family of Man*-Ausstellung besuchte, oder dem US-amerikanischen Botschafter anlässlich des Besuchs einer Ausstellung über die Ardennenschlacht. Ein Emile Eicher am Rednerpult steht neben einem Emil Eicher, der neue Infrastrukturen einweiht oder Preise überreicht.

Ähnlich umfangreich fallen im Merscher-Buet Mitteilungen und Fotos über das Vereinsleben aus. Seit über 20 Jahren koordiniert, layoutet und verfasst Henri Krier (DP) ohne Bezahlung den Gemegebuet. Mittlerweile ist Henri Krier Schöffe, sorgt das nicht für Reibungen mit der Opposition? „Ich war Mitarbeiter in der Druckerei Faber und hatte um die Jahrtausendwende herum Ideen, wie man das Gemeindeblatt anders gestalten könnte. Für manche Ausgaben brauche ich mehr als 40 Stunden. Viel Zeit in Anspruch nimmt es, unterschiedliche Beiträge einzutreiben. Es gibt eine Person, die mittlerweile gestorben ist – ihren Text wird sie nicht mehr einreichen“, beschreibt Henri Krier seine Herausforderungen. „Mich beneidet niemand um den Arbeitsaufwand, deshalb wurde bisher nicht moniert, dass ich die Gemeindezeitung gestalte“. Tatsächlich schafft es Krier, die wichtigen Informationen an erster Stelle zu bringen: Berichte über Gemeinderatssitzungen, Baugenehmigungen und öffentliche Bekanntmachungen. In den letzten zwei Ausgaben des Merscher *Gemegebuechs* wird sein Parteikollege und Bürgermeister, Michel Malherbe (DP), lediglich vier Mal auf 48 Seiten abgedruckt. Das Buergbrennen, die Schüler/innen des Musikonservatoriums bei ihren Proben und der Seniorennachmittag stehen im Vordergrund. Auf 35 000 Euro belaufen sich die Kosten für den Druck und das Lektorat für vier Ausgaben.

Der Kommunikationsbeauftragte der Gemeinde Mersch, Christian Mohr, versichert zudem. Kommissionsbeauftragte achteten darauf, dass auf den Fotos ebenfalls Oppositionsräte abgebildet sind. Und die Opposition habe Zeit, um vor dem Druck mit dem roten Stift über die Texte zu lesen. „Als ich für den Kommunikationsposten kandidierte, sagte ich damals im Vorstellungsgespräch, ich würde keine Publikationen gestalten wollen, in denen auf jeder Seite Werbung für die Hauptköpfe abgedruckt wird“, erläutert Christian Mohr. Nach diesen Gemeindewahlen wird seine Abteilung den *Buet* verstärkt koordinieren.

dinieren, da Henri Krier diese zeitintensive ehrenamtliche Tätigkeit zurückschrauben möchte.

Unter dem neu gewählten Gemeinderat muss sich die Merscher Kommunikationsabteilung der Frage nach der Mehrsprachigkeit stellen: Bisher dominierte das Deutsche im Buett. Allerdings ist Mersch eine sich im demographischen Wandel befindende Gemeinde. Mittlerweile zählt sie 10 372 Einwohner/innen und einen 40-prozentigen Ausländer-Anteil. Auf eine 75- bis 80-jährige Person, kommen etwa vier 35- bis 40-jährige. Die berufstätige Altersgruppe der 30- bis 45-Jährigen prägen zunehmend die Bedürfnisse der Ortschaft; eine Entwicklung, die jener in den Gemeinden Walferdingen und Mamer nicht unähnlich ist. Mit der Anbindung an den Kirchberg durch die Schnellstraße A7 sowie den Funiculaire im Pfaffental könnten sich vermehrt am Englischen orientierte Ausländer, die für internationale Unternehmen arbeiten, sich in der Mitte des Landes niederlassen. Diese Frage beschäftigte die Kommunikationsabteilung. Aber eine Umfrage ergab: „Die gewünschte Kommunikationssprache ist laut unserer Erhebung Französisch. Wir waren selber vom Resultat überrascht, wir dachten, das Englische hätte an Bedeutung gewonnen, aber das ist nicht der Fall. Derzeit ist es schwierig einzuschätzen, wie sich der Sprachen-Mix in Mersch entwickeln wird. Ab Sommer wird das Infomaterial für zugezogene Einwohner ebenfalls auf Englisch erhältlich sein.“ Die Gemeindepublikationen aus Clerf und Walferdingen erscheinen jeweils auf Deutsch und Französisch; der *Mamerbuett* ist in dem Punkt sogar avantgardistisch, bei den Zusammenfassungen der Ratsitzungen fehlt die englische Übersetzung nicht.

Alle zwei Wochen schaltet *Mersch-TV* zudem eine 15-minütige Sendung frei. Diese wird von Frank Kuffer produziert und ammoderiert. Nachdem Kuffer seinen *RTL*-Posten für eine CSV-Kandidatur im Nord-Bezirk aufgegeben hatte und mit 8 528 Stimmen Listen-Letzter wurde, lancierte er die Produktionsfirma Lux-Tv. „Politisch kaum relevante Themen darf der ehemalige Journalist ohne Absprache mit dem Schöfferrat produzieren“, erklärt Christian Mohr. Neben Mersch, betreiben ebenfalls die Gemeinden Esch, Düdelingen, Petingen, Mamer, Steinsel, Diekirch, Steinfort, Hespering und Mamer einen eigenen TV-Kanal. Dem *Luxemburger Wort* ist dabei aufgefallen, dass in Mamer auch auf dieser Plattform die Schöfferräte „in fast allen Videos die Hauptrolle einnehmen und neue Projekte einweihen sowie Reden halten“. Gleiches gilt für den Bürgermeister aus Hespering, Marc Lies (CSV), auf *Hesper-TV* liest er, an einem Schreibtisch sitzend, seine Nachrichten vor.

In Esch/Alzette wird kein *Gemegebuet* mehr an alle Haushalte verteilt; wer mehr über das in Gemeinderatssitzungen Verhandelte erfahren will, könne *Esch-TV* einschalten, meint Luc Schlösser, Leiter der Kommunikationsabteilung der Gemeinde Esch. Die letzten im Internet schriftlich veröffentlichten Sitzungsberichte stammen aus dem Jahr 2021. „Wir hatten seitdem Schwierigkeiten, eine Person zu finden, die die Aufnahmen der Sitzungen in Textform wiedergeben kann“, erklärt Schlösser. Darüber hinaus werde *Den Escher* 18 000 Mal gedruckt und an die Escher Einwohner/innen verteilt; es handle sich bei diesem Format um ein Stadtmagazin, so der Gemeindegemitarbeiter. Ob *Den Escher* dieser

In einer Umfrage vor drei Jahren konnte die Gemeinde Mersch ermitteln, dass 33 Prozent der 400 befragten Haushalte sich über die Gemeindezeitung informieren

Definition gerecht wird, ist jedoch unklar: Ein Stadtmagazin hat zumeist das Kernanliegen, auf kommende Veranstaltungen hinzuweisen, im *Escher* aber befinden sich zuvorderst Berichte über Einweihungen, Pop-up-Fahrradwege und Infrastrukturprojekte. Der Leitartikel ist von Bürgermeister Georges Micho unterzeichnet, er bewirbt im Stadtmagazin seine Stadt und freut sich in der neuesten Ausgabe: die Mitarbeiter /innen „der Stadt bereiten die Spielplätze vor, Blumenbeete werden angelegt und die Stadt

wird herausgeputzt“. Gegen die nationale Gesetzgebung verstößt die Gemeinde Esch nicht, denn Sitzungsprotokolle müssen nicht öffentlich bekannt gemacht werden – in welcher Form auch immer. Falls ein Gesetzentwurf von Mitte Mai 2023 durchkommt, wird sich dies ändern. Der von Innenministerin Taina Bofferding (LSAP) vorgelegte Text sieht vor, dass Berichte über Gemeinderatssitzungen spätestens nach einem Monat schriftlich oder audiovisuell auf der Gemeinde-Website zugänglich sind.

Durch ihr Foto-Gewimmelte sind Gemeindezeiten beliebte Publikationen, sie sorgen für Vereins- und Politik-Gossip und ihr Veranstaltungs- oder Müllabfuhrkalender strukturieren den Monat. In einer Umfrage vor drei Jahren konnte die Gemeinde Mersch ermitteln, dass 33 Prozent der 400 befragten Haushalte sich über die Gemeindezeitung informieren. Damit lag der *Buet* neben der Internetseite auf Platz eins, knapp dahinter folgte *Facebook*. Dabei verschwanden ehrenamtlich gestaltete Formate zugunsten von professionellen Polit-Inszenierungen, gar halbherzig kaschierter Werbung, zusehends. Nach den Wahlen werden die Kommunikationsabteilungen in den Gemeinden und die Budgets für PR-Unternehmen womöglich weiter anschwellen. In Mamer und Walferdingen besetzen bereits drei Personen die Abteilung für Öffentlichkeitsarbeit. In Walferdingen kümmern sich ebenso viele um städteplanerische Angelegenheiten und nur eine Person um Umweltfragen. ●



Au Kosovo : un regain de tensions prévisible

Milica Čubrilo Filipović et Simon Rico

Des dizaines de blessés, dont une trentaine de soldats de la Kfor. Les images de la nouvelle flambée de violences au Kosovo ont fait le tour du monde, au point de raviver le spectre d'une nouvelle guerre dans les Balkans



Les forces armées turques déployées au Kosovo mardi

Le calme est revenu dans le nord du Kosovo à majorité serbe, mais la tension reste palpable. Les Serbes continuent de manifester devant les mairies, toujours protégées par des barrières métalliques. Dans les rues de Zvečan, Leposavić et Zubin Potok, les troupes de la force de sécurité de l'Otan (Kfor) patrouillent ostensiblement, fusils-mitrailleurs à portée de main. Les effectifs, qui n'avaient cessé de fondre depuis leur déploiement à la fin de la guerre de 1999, ont été renforcés après les émeutes du 29 mai : 700 recrues seront prochainement envoyées sur le terrain pour épauler les 4 000 déjà sur place et éviter de nouveaux dérapages.

En revanche, les forces spéciales de la police du Kosovo se font discrètes, à la demande de la Kfor, tant leur présence irrite les Serbes du Nord. Depuis son arrivée au pouvoir, au printemps 2021, le Premier ministre Albin Kurti les met en avant pour montrer que son autorité s'exerce dans tout le Kosovo, y compris le Nord à majorité serbe. Ce souverainiste de gauche entend par ailleurs que le « dialogue » avec la Serbie, poussivement mené depuis 2011 sous l'égide de l'Union européenne, ait lieu sur de nouvelles bases : celles de la « réciprocité ». Pour rappel, Belgrade ne reconnaît pas l'indépendance de son ancienne province, proclamée en 2008, de même que cinq pays membres de l'UE.

Les plaques d'immatriculations de la colère

C'est d'ailleurs en invoquant ce principe de « réciprocité » qu'Albin Kurti a voulu interdire l'utilisation de plaques d'immatriculation émises par la Serbie pour les véhicules appartenant à des citoyens du nord du Kosovo durant l'été 2021. Les tensions actuelles puisent à leurs racines. L'enjeu n'a en effet rien de trivial : une plaque cela se voit, contrairement à un passeport, qui peut se mettre dans une poche. En outre, les véhicules immatriculés par Pristina sont toujours mal vus en Serbie, malgré les accords de libre circulation entre les deux pays. Cette décision a donc provoqué de très fortes tensions, d'abord à la rentrée 2021, puis de nouveau à l'été 2022. L'émissaire européen pour le dialogue entre le Kosovo et la Serbie, le Slovaque Miroslav Lajčák, s'était bien targué d'avoir obtenu in

« La souveraineté du Kosovo sur le nord est toujours illusoire, puisqu'aujourd'hui la zone est directement reprise en main par l'Otan. »

Belgzim Kamberi, de l'Institut Musine Kokalari

extremis un accord fin août 2022, mais la crise est repartie de plus belle quand le délai pour sa mise en œuvre est arrivé à échéance. En guise de protestation, les Serbes ont fini par démissionner collectivement des institutions du Kosovo, le 5 novembre 2022. Dont les maires des quatre communes du Nord, cette petite région de 1 800 km² où vivent un peu moins de quarante pour cent des 120 000 Serbes toujours présents au Kosovo, soit environ sept pour cent de la population.

Invoquant son souci de « légalité » et de respect de la Constitution, le gouvernement de Pristina a ensuite convoqué des élections municipales anticipées, qui se sont finalement tenues le 23 avril dernier, malgré le boycott annoncé de la Lista Srpska. Ce parti, télégué par Belgrade, truste depuis une décennie tous les mandats réservés à la minorité au Kosovo. Résultat : de nouveaux maires albanais ont bien été élus, mais la participation a à peine dépassé les trois pour cent. De fait, pour la population serbe, ils n'ont aucune légitimité. Ces édiles ont prêté serment jeudi 25 mai, avant d'essayer de prendre possession des bâtiments municipaux le lendemain, sous la protec-

tion des unités spéciales de la police du Kosovo. Une manœuvre qui a relancé l'habituelle escalade de tensions : rassemblements serbes, violente réaction policière... Après une courte accalmie les manifestations ont viré à l'émeute le 29 mai. Avec une nouveauté de taille : le déploiement de la Kfor pour les contenir.

Or, ces soldats occidentaux n'avaient plus été engagés dans des opérations de maintien de l'ordre depuis la proclamation d'indépendance du petit pays. « Le retour de la Kfor est un mauvais signal pour le gouvernement de Kurti », analyse Belgzim Kamberi, de l'Institut Musine Kokalari, un *think tank* social-démocrate de Pristina. « Cela signifie que la souveraineté du Kosovo sur le nord est toujours illusoire, puisqu'aujourd'hui la zone est directement reprise en main par l'Otan. » Les pressions occidentales sur Pristina

Autre nouveauté, la responsabilité de la crise a été presque entièrement rejetée par les Occidentaux sur les autorités de Pristina, exonerant de facto celle de Belgrade. Dès les premières manifestations, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a dénoncé le risque d'une « escalade des tensions » imputable au Kosovo. Mais Albin Kurti a fait la sourde oreille, déterminé à aller jusqu'au bout. « Le Premier ministre kosovar est fautif dans la crise, car il a investi les maires albanais non reconnus par la majorité serbe et insisté pour les faire travailler dans les bâtiments des municipalités, et ce malgré les conseils de la communauté internationale. Par-dessus, il y a eu usage unilatéral de force, sans nous consulter », a souligné le général Michael Ristuccia, commandant de la Kfor.

Depuis, tous les pays occidentaux se sont ralliés à cette ligne. En visite à Pristina le 6 juin, Miroslav Lajčák et l'envoyé des États-Unis pour les Balkans occidentaux, Gabriel Escobar, ont donné trois jours au gouvernement d'Albin Kurti pour retirer sa police des mairies du Nord, installer les maires albanais dans d'autres bâtiments administratifs, et organiser de nouvelles élections avec la garantie de la participation des Serbes. « Le dialogue doit se poursuivre, l'association des communes serbes doit être formée », ont-ils martelé, menaçants. « Sinon, la porte de l'UE sera fermée avec toutes les conséquences que cela entraînerait : l'instabilité dans nos relations, le manque de financements et une limitation de la liberté de circuler », a insisté Gabriel Escobar.

Pour s'assurer d'avoir fait passer le message, les États-Unis avaient annoncé un peu plus tôt une première salve de sanctions : les Forces de sécurité du Kosovo, qui n'ont toujours pas le statut d'armée, ont été exclues de l'exercice militaire Defender Europe 23 de l'Otan. Sur-tout, les États-Unis, vont cesser tous leurs efforts pour aider le Kosovo à être reconnu par les pays qui ne l'ont pas fait et à s'intégrer dans les organisations internationales. « Une décision injuste », a déploré Albin Kurti, rappelant au micro de *Radio Free Europe* l'engagement pro-atlantique de son pays, avec les accents parfois pathétiques d'un amoureux éconduit. Les États-Unis ont toujours fait figure de par-rains et d'indéfectibles défenseurs du Kosovo, depuis les bombardements de l'Otan contre le régime de Slobodan Milošević, en 1999. Mais l'intransigence et le dogmatisme dont Albin Kurti fait preuve depuis son accession au pouvoir agacent les émissaires européens et américains, qui, tout comme les Serbes du Kosovo, avaient cru sa promesse qu'il s'engagerait dans un dialogue direct avec la minorité Serbe et assurerait l'application de ses droits.

Pourquoi préserver Belgrade

Le virage de l'Occident s'explique surtout par les contraintes de la géopolitique. Si les diplomates américains et européens soutiennent depuis des années Aleksandar Vučić, persuadés qu'il « normalisera » les relations avec le Kosovo, il est encore plus courtisé depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine. Afin d'éviter que Belgrade ne dérive trop vers le « grand frère russe », les Occidentaux ne font même plus semblant d'essayer de mettre la pression sur le président serbe, malgré sa dérive autoritaire. Du reste, cette nouvelle crise dans les Balkans est du pain bénit pour la Russie, qui ne peut que se réjouir de l'image de soldats de l'Otan blessés et entraînés dans les rues du Kosovo. Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, n'a pas manqué de jeter de l'huile sur le feu, assurant qu'une « grande explosion menaçait de se produire au cœur de l'Europe ». Sans qu'il soit possible d'attribuer aux autorités russes la moindre part de responsabilité dans les événements des derniers jours.

« Il y a beaucoup de responsables à la crise actuelle », souligne Mirodrag Milićević, qui anime l'ONG Aktiv, basée à Mitrovica-nord et engagée de longue date dans le dialogue intercommunautaire. « Bien sûr, l'attitude de Pristina a été irresponsable, mais pour danser le tango, il faut être deux et Belgrade n'a fait que souffler sur les braises. Quant à la communauté internationale, elle a répondu bien trop lentement pour éviter la flambée de violence à laquelle nous venons d'assister. » Le sort du Kosovo semble en effet se jouer dans deux réalités déconnectées. Alors que la crise actuelle était à bien des égards aussi inéluctablement prévisible que le destin d'une tragédie grecque, la diplomatie européenne se félicitait un peu hâtivement, le 18 mars dernier, à Ohrid, en Macédoine du Nord, de la conclusion d'un accord « historique » entre Belgrade et Pristina. Depuis, l'homme fort de Belgrade a multiplié les rododromes, jurant qu'il ne signera jamais « aucun document international juridiquement contraignant avec le Kosovo » et évoquant même une campagne de « nettoyage ethnique » contre les Serbes. Sans jamais s'attirer les foudres de Bruxelles ou de Washington. À l'inverse, les pressions sont restées très fortes sur Albin Kurti pour le contraindre à mettre en place une Association des communes à majorité serbe, dont la mise en œuvre a été signée en 2015 par ses prédécesseurs. Or, le Premier ministre kosovar y a toujours été hostile, craignant que cela ne soit le prélude à une autonomie voire à une sécession des zones serbes.

Rejouer la carte de « l'unité nationale » en Serbie

Reste désormais à savoir si la puissante révolte citoyenne contre la violence qui secoue la Serbie depuis plus d'un mois pourra changer la donne. Ces manifestations hebdomadaires, consécutives aux tueries qui ont fait 18 victimes les 3 et 5 mai, rassemblent des dizaines de milliers de citoyens à chaque fois. Et défient de plus en plus directement le président Vučić. Le ras-le-bol s'étend même jusqu'aux Serbes du Kosovo: les représentants de la Srpska Lista ont été hués par une partie des manifestants devant les mairies du Nord. « Les gens se sentent depuis longtemps humiliés, victimes d'injustice et aujourd'hui il n'y a plus personne pour les guider », explique Tatjana Lazarević, la rédactrice en chef de *Kosov*, le dernier média indépendant du Nord au Kosovo. Selon elle, les récentes émeutes sont la preuve que la population perd confiance dans ses élus télégués par Belgrade. D'autant qu'au moment où les maires albanais tentaient de prendre leurs fonctions et que les manifestations commençaient, toute la direction de la Srpska Lista était sur la route de Belgrade pour participer au contre-meeting convoqué par Aleksandar Vučić.

Un rendez-vous raté. La mobilisation ne s'est pas révélée à la hauteur de ses espérances. Sur la défensive, l'homme fort de Belgrade en appelle donc aujourd'hui à « l'unité nationale » des Serbes pour reprendre la main. L'armée est en « état d'alerte maximale » et le restera « jusqu'à nouvel ordre » près de la frontière avec le Kosovo. « La crise du Kosovo tombe à pic pour le régime », remarque Raša Nedeljković du Centre pour la recherche, la transparence et la responsabilité, une ONG qui défend l'État de droit. « On s'en sert pour revitaliser le sentiment anti-occidental, tout en diabolisant ceux qui participent à la révolte citoyenne, qualifié d'ennemis intérieurs. » Le pouvoir encourage même ses satellites d'extrême droite à prendre le relais. Le 2 juin, un rassemblement a ainsi été convoqué devant la statue du tsar Nicolas II, un vendredi soir, jour traditionnel des manifestations de l'opposition. « Le message est clair », estime Žarko Korać, psychologue et ancien vice-président du Parlement de Serbie : « Il faut défendre le Kosovo et pas critiquer le pouvoir, en se plaçant sous la protection de Moscou. » ●



Découvrez chaque vendredi ce qui fait bouger le pays.

Sur papier et en digital.

Gratuitement pendant un mois. Faites le test.

zbelgacem@land.lu
(+352) 48 57 57 · 1



Etienne Schneider,

ancien ministre de l'Économie (LSAP), vient de publier le bilan 2022 de Beta Aquarii SA, sa société de consultance. L'activité « de conseil et d'intermédiation économique et commercial » semble florissante. La petite boîte affiche un insolent résultat après impôts : 3,4 millions d'euros en 2022, pour un chiffre d'affaires qui avoisine les six millions (5 954 028 euros pour être précis). En une année, Beta Aquarii a plus que triplé son résultat qui, en 2021 encore, n'atteignait « que » 830 291 euros. L'ex-ministre socialiste semble avoir dégotté de nouveaux clients auxquels facturer ses « prestations de services ». Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine, Schneider et son prédécesseur au Forum Royal, Jeannot Krecké, avaient été vivement critiqués pour leurs postes d'administrateurs dans la

galaxie de l'oligarque russe Vladimir Ievtouchenkov (Sistema et East-West United Bank), sièges qu'ils s'étaient résignés à quitter fin février 2022. Dans ses rapports 2021 et 2022, Beta Aquarii note que « cette crise n'est pas susceptible de remettre en cause la continuité de ses activités au regard de l'efficace réorganisation et de ses efforts perpétuels d'adaptation ». La société dit employer trois personnes à temps plein. Sur le site de Beta Aquarii, l'internaute est accueilli par une citation de Shakespeare : « All the world's a stage, and all the men and women merely players ». L'ex-ministre y offre ses services en « intelligence consulting » et en « networking », « at the crossroads of individual interests and public interest ». Contacté par le *Land*, Etienne Schneider n'a pas donné suite à nos questions. bt



Land

09.06.2023

Kreemchen

Voilà quatorze mois que le registre des cadeaux aux ministres sommeille. Depuis avril 2022, aucune actualisation n'a été opérée sur le site du ministère d'État qui est supposé en centraliser et publier les données. En théorie, il devrait être actualisé tous les quatre mois. Les services de Xavier Bettel expliquent l'actuel « petit retard » par le fait que la fonctionnaire en charge du registre aurait changé de service, et promettent une actualisation pour la semaine prochaine. En attendant, il est intéressant de se pencher sur la précédente édition du registre, publiée au printemps dernier mais très peu (voire pas du tout) commentée.

Parmi les donateurs les plus fréquents des années 2018-2022, on retrouve quelques *usual suspects* comme Bernard-Massard, Vinsmoselle ou Ferrero, mais également Bank of China ou PM International, un fabricant de compléments alimentaires (*d'Land*, 13.01.2023). Docler Holding (qui comme Bernard-Massard gâte tous les ministres), une plateforme qui a fait fortune dans le porno, a adressé des bouteilles de vin et des boîtes de chocolat au Premier ministre Xavier Bettel et à ses Vice-Premiers Bausch, Schneider et Kersch. La société de domiciliation Manaco SA, détenue par Alexis de Bernardi (cité dans les « Offshore Leaks ») a exprimé ses « vœux de fin d'année » à six reprises par des bouteilles de vin.

Selon le règlement grand-ducal de 2014, « les cadeaux et les offres d'hospitalité » adressés aux ministres dans l'exercice de leurs fonctions « peuvent être acceptés », à moins de risquer d'en « d'influencer le jugement dans le cadre d'une prise de décision ». Ces cadeaux doivent être conformes aux « règles de courtoisie » et leur « valeur approximative » ne doit pas dépasser le montant de 150 euros.

Le nombre et la nature de ces petits cadeaux (dont la valeur est donc toujours estimée à moins de 150 euros) varient fortement en fonction du ressort. Sam Tanson croule ainsi sous les CD, sérigraphies et livres, alors que Lex Delles accumule le bric-à-brac d'ententes touristiques, d'offices régionaux et de syndicats d'initiative. Parmi les ministres qui ont reçu (ou accepté) le moins de cadeaux, on retrouve Henri Kox avec onze et François Bausch avec cinq. La ministre qui en comptabilise le moins est Taina Bofferding avec trois cadeaux ; ce qui paraît très peu, considérant qu'elle a la tutelle sur 102 communes.

En janvier 2020, l'Institut Confucius envoie du thé à Bettel. Ça tombait bien. La veille, East-West United Bank (un autre donateur fréquent) a fait cadeau d'une « tasse ». Bruno et Isabella Agostini, cofondateurs de l'école privée « Over the rainbow » à Belair, envoient une boîte de biscuits. La banque Intesa Sanpaolo offre un « stylo Montblanc » à Bettel.

Quelques camarades du *Stater DP* se rappellent également au bon souvenir du Premier. Patrick Goldschmidt envoie du chocolat, Laurence Gillen du gâteau. Le secteur immobilier est représenté par le Groupe Corcelli, le groupe Kuhn, la société sablière Hein et l'agente immobilière Jeanny Friedrich. Le premier expédie du panettone et des pralines, le second un « CD », le troisième un calendrier et la quatrième « trois horloges, une figurine en porcelaine, un étui à crayon en bois ». Iko Real Estate, la société de promotion d'Eric Lux, semble favoriser les ministères verts : un tableau pour Turmes, un autre pour Tanson.

Etienne Schneider s'est vu remettre du foie gras par l'Hôtel Le Royal, du cognac par le représentant commercial de Russie en Belgique (plusieurs années de suite), une BD par l'agence Remax, un tableau par la Bank of China, une tasse Villeroy & Boch par la East-West United Bank ainsi qu'un livre intitulé *Russia* par Sberbank.

Pierre Gramegna était également un destinataire fréquent. Parmi les expéditaires, beaucoup de banques et groupes chinois : Bank of China (broderies), Ant Financial services (deux figurines), Huawei (du mooncake) ou encore Legend Holdings (du thé vert). Le CEO de la Bil, Marcel Leyers, offre le jeu Monopoly en version luxembourgeoise. L'étude de l'ancien ministre CSV Jean-Louis Schiltz remet de la lecture: *Fintech*

2019 et *The virtual currency regulation review*. Gramegna se voyait souvent offrir de l'huile d'olive, notamment par l'homme d'affaires Nasir Abid. Mauro Giallombardo, l'ancien homme de confiance de Craxi, expédie « une corbeille » pour Noël. Parmi les cadeaux envoyés ou remis aux ministres se trouvent aussi de nombreuses œuvres d'art, alors que leur valeur monétaire est difficile à évaluer. L'arrêté grand-ducal de 2014 stipule qu'en cas de « doute sur la valeur » des cadeaux, les ministres peuvent les soumettre au secrétariat général du conseil de gouvernement pour une estimation professionnelle. Ce qui ne serait pas arrivé jusqu'ici, nous informe le ministère d'État. bt

Néo-humanisme baba

A paru cette semaine sur le blog du jeune think tank syndical, *Improof.lu*, un éclairage sur le débat économique du moment : *Green growth versus Degrowth*. Les tenants de la première théorie croient en une croissance du PIB qui serait vertueuse, alimentée par une production verte, notamment permise par l'innovation technologique. Selon la seconde croyance, il est nécessaire de limiter la production et la consommation pour préserver les ressources disponibles pour les générations futures. « Neither approach has yielded significant results so far », écrit Francesco Sarracino, chercheur au Statec. Sur la plateforme de réflexion « pour une économie durable et juste », il avance qu'une crise de

confiance, notamment envers les institutions, mine l'effort collectif. « If trust is low, the possibilities for cooperation are scarce and people opt for private solutions to shelter themselves and their beloved ones against deteriorating environment », écrit Francesco Sarracino. L'individualisme et la quête du bien-être particulier priment sur celui en collectivité. Cela passe par l'accumulation, la (sur)consommation et dégrade de fait l'environnement. En écho à ce néo-libéralisme mesuré via l'évolution du PIB, le chercheur du Statec prône un « neo-humanism » avec pour unité de performance la capacité à transformer les ressources en haute qualité de vie. La décroissance n'est ici pas une fin en soi, mais la croissance n'est pas non plus l'objectif. L'objectif est la soutenabilité et le bien-être collectif. pso

Changement à la tête d'Hitec

« I'm happy to share that I'm starting a new position as Chairman of the Board at Hitec ! Looking forward continuing working with Philippe as Chief Executive Officer of our Company », écrit ce jeudi sur *LinkedIn*, Yves Elsen, directeur général de ladite PME technologique à la cinquantaine d'employés. Âgé de 65 ans et à sa vingtième année chez Hitec, son actionnaire principal passe le relais à Philippe Osch, 41 ans, deuxième actionnaire recensé au registre des bénéficiaires. « I would also like to thank our

employees for their constant support and creativity, without whom Hitec would not be what it is today. Thank You to all our stakeholders ! », complète Yves Elsen, nommé président du Conseil d'administration. L'un des principaux partenaires de la société d'ingénierie basée à Mamer est l'État. Comme client direct, pour opérer le contrôle du trafic sur les autoroutes nationales via Cita, ou indirectement avec des programmes comme *emergency.lu* (via SES, dont Yves Elsen est un ancien cadre), Luxeosys (le projet de satellite d'observation présenté et vendu à Etienne Schneider en 2016) ou encore Earthlab. Ce partenariat public-privé (via Post notamment) lancé en 2015 lors d'une conférence de presse présidée par le ministre de l'Économie socialiste, devait donner naissance au « premier centre européen de surveillance de l'environnement dédié à la gestion des risques industriels et environnementaux, centre dans lequel seront combinés les moyens de dernière génération de surveillance par satellite avec les plus récentes technologies numériques », comme on le lit sur *Paperjam.lu*. Le rapport annuel 2022 publié le mois dernier expose la cession pour un euro de la participation de Hitec dans Earthlab, valorisée un demi-million d'euros jusqu'alors. Yves Elsen est par ailleurs inculpé dans une affaire d'évasion fiscale et d'abus de biens sociaux. Deux de ses anciens camarades de la direction ont déjà écopé, en 2021 et 2022, d'une amende

de 80 000 euros pour ces faits commis entre 2000 et 2010, notamment des revenus de la société injustement déclarés en Suisse. Ils ont bénéficié d'une certaine clémence parce qu'ils ont plaidé coupables, remboursé l'ACD et parce que de l'eau avait coulé sous les ponts (à cause du sempiternel dépassement du délai raisonnable). Yves Elsen a été président du Fond national de la recherche (2010-2016). Il préside le conseil de surveillance de l'Université du Luxembourg depuis 2016. pso

Party poopers

Pierre Sorlut

La stratégie 2050 du Minéco cristallise les divergences des partis sur les futurs de l'économie nationale, décarbonée ou pas

Les grandes visions s'abiment-elles dans les écueils électoraux ? La question se pose en marge de la « présentation intermédiaire » de la « vision stratégique pour l'économie luxembourgeoise en 2050 ». Organisé lundi à la Maison du savoir à Belval, l'événement a rassemblé trois ministres : Joëlle Welfring (Déi Gréng), en charge de l'Environnement, Claude Haagen (LSAP), pour l'Agriculture, et son camarade Franz Fayot qui exerce la tutelle sur les questions économiques et qui a créé un département de prospective quelques mois après son arrivée au Forum Royal en 2020 : Luxembourg Stratégie. Pendant quatre heures, plus de 200 personnes, principalement des fonctionnaires (comme un sondage l'a fait valoir), ont troqué le soleil estival pour un sous-sol climatisé. Là, ils ont pris connaissance de la « vision par laquelle le gouvernement luxembourgeois entend construire une économie durable et résiliente à l'horizon 2050 », comme introduit par Franz Fayot. Le succès du rendez-vous tranche avec le premier raout de Luxembourg Stratégie en novembre 2021. Sur deux jours, il avait attiré 90 personnes et provoqué 222 connexions en *streaming* alors qu'il conviait de prestigieux économistes. Une explication ? La plupart des ministères et leurs fonctionnaires ont été sollicités ces derniers mois par les services du ministre Fayot et sa prospectiviste-en-chef Pascale Junker. Le patronat a aussi été impliqué, et à certains égards la société civile, avec le Jugendrot, « mais pas les syndicats », relève un journaliste de la *Zeitung vom Lëtzeburger Vollek* au casse-croûte après la conférence.

A été présentée cette semaine « la vision ECO2050 ». Son énoncé synthétique provoque des nœuds dans le cerveau avec son aréopage de concepts abscons : « L'innovation technologique et le changement comportemental, la redondance et l'autonomie, les compétences digitales et les métiers manuels, l'efficacité et la sobriété, la proximité et la circularité, la décarbonation et la régénération, la diplomatie et le multilatéralisme sont des avantages pour l'économie et la société dans tous les scénarios pour 2050 ». « La Vision » repose sur dix briques thématiques assimilables à des ambitions plus ou moins prophétiques (voir encadré). Sa version définitive sera présentée le 26 septembre, soit deux semaines avant les élections législatives. En fond, on distingue la patte du ministre intello-hipster, Franz Fayot. À commencer par le choix du *keynote speaker* de lundi pour lequel il se dit « pas tout à fait innocent ». En novembre dernier, le ministre de l'Économie avait été interpellé par l'ouvrage du polytechnicien, économiste et sociologue français, Pierre Veltz : *Bifurcation*. « On a toujours un peu souri de ces jeunes qui voulaient se reconvertir dans le Larzac. La bifurcation est aujourd'hui une vision réaliste pour changer de voix », a introduit Franz Fayot. Devant un auditoire curieux, le ministre a adoubi le projet de l'auteur, placer l'industrie et l'économie dans un cadre plus vaste teinté de justice sociale et du respect du vivant : « sans tout cela, le pur projet de décarbonation ne recevra pas l'adhésion ».

Évidemment, Pierre Veltz, qui s'est exprimé en visio-conférence depuis la pluvieuse Provence, s'est dit honoré. L'expert français a salué les efforts du ministre Fayot pour combiner les approches économiques sociales écologiques et politiques. Il a exposé sa théorie : la décarbonation n'est pas un objectif politique en soi. Il faut montrer les opportunités. Les solutions seraient connues. « Électrifier tout ce qu'on peut avec de l'électricité propre. Transformer le modèle industriel en vert. Ce sont de magnifiques chantiers pour la jeune génération », s'est enthousiasmé Pierre Veltz, égratignant au passage les médias, responsables (selon lui) de l'éco-anxiété. L'intéressé propose en outre de rendre accessibles les solutions propres à toutes les bourses. Il suggère en sus de « dédramatiser l'idée de sobriété » et de consommer moins, surtout dans les secteurs dépourvus de solutions de décarbonation crédibles comme l'aviation, le textile ou l'élevage bovin. Il prône ainsi une économie qui ne consiste plus en l'accumulation d'objets, mais qui est centrée sur l'individu. Ici se développent des secteurs prometteurs comme celui de la santé. Une doctrine sur mesure pour le ministre de l'Économie qui, quelques semaines avant les élections, souhaite développer un narratif positif autour de la décarbonation de l'industrie, en lieu et place de la complainte patronale sur les barrières environnementales dressées devant les entreprises.

Adrian Taylor, expert prospectiviste (pour la société 4Sing) mandaté par Luxembourg Stratégie pour coordonner l'élaboration de « la Vision » revient sur la réalisation préalable des scénarios (*d'Land*, 21.10.2022). Celui qui a travaillé pour la Commission européenne et le gouvernement de Singapour explique que ces scénarios, au nombre de trois, définissent le contexte, sur lequel le gouvernement n'a pas (ou très peu) d'influence. Dans le scénario du statu quo, on retrouve en 2050 un Luxembourg toujours victime de son succès avec ses problèmes de trafic et de logement. Dans

celui de la circularité bio-régionale, le Grand-Duché de dans trente ans a connu quelques problèmes de financement des retraites, mais la croissance démographique et économique a ralenti et l'on constate une baisse de la pauvreté, plus d'égalité et une augmentation du bien-être. Le troisième futur envisagé est celui du libéralisme techno-digital. Le darwinisme économique prévaut. Le monde est polarisé horizontalement et verticalement. Le profit reste la seule boussole. Au niveau politique, un régime populiste extrémiste, sous influence des lobbies, des multinationales et des cabinets de conseil, contrôle l'accès à l'information et bâillonne la presse.

Les briques constituant la « Vision stratégique » doivent résister à tous ces scénarios. Pour les envisager et définir une stratégie ont coopéré des experts, des hauts fonctionnaires de tous les ministères, des entrepreneurs et des patrons. Les stratégies s'alignent sur le rapport Rifkin (Troisième Révolution Industrielle 2050) du Minéco en 2016, les travaux du Klima-Biergerrot (ministère d'État, 2022), le Plan National Environnement et Climat 2030 et le Programme Directeur d'Aménagement du Territoire (ministère de l'Environnement, 2023). Sont en outre prises en considération pas moins de 53 stratégies ministérielles chiffrées pour minimiser l'empreinte environnementale des secteurs sous les tutelles respectives. Ce serait donc « une vision stratégique avant tout réaliste et agnostique », selon les termes de Franz Fayot. Voilà le terreau sur lequel s'ancre la première critique formulée en marge de la présentation. « Je trouve dommage que quelque chose d'inédit voire de courageux dans le contexte luxembourgeois, à savoir un travail sur la prospective stratégique, ne débouche à la fin que sur une vision dont les axes ne sont que l'extrapolation de trajectoires qui sont déjà établies dans les plans d'actions actuels. À quoi

L'investissement de Franz Fayot (LSAP) dans la prospective économique pourrait être réduit à néant en cas d'alternance politique

bon explorer les futurs possibles si la seule action qui en découle est une simple mise en cohérence de stratégies sectorielles existantes ? », s'interroge Pascal Husting, ancien numéro deux de Greenpeace et aujourd'hui conseiller politique. Récemment participant à la conférence Beyond Growth à Bruxelles, il relève un « frappant décalage » : « Aucun intervenant n'a posé comme condition de départ de toute transformation la réduction des inégalités, *in plain english* : *Tax the Rich* », enchaîne Pascal Husting, citant l'antienne du Club of Rome. (Seule Joëlle Welfring s'est risquée à parler de redistribution.)

Une autre critique émane du *Wort* mercredi. « Es war einmal ein Land mit einer schönen Strategie », titre son éditorialiste économique mercredi. Ce dernier fustige la prétendue naïveté de l'initiative. La circularité appliquée à l'ensemble de l'économie relèverait de l'utopie. « Real ist hingegen: Knauf kam nicht, Google kommt nicht, die Joghurtfabrik auch nicht, und ob es mit dem Rohstoffabbau im All etwas wird, das steht in den Sternen », envoie le journaliste en référence aux reproches formulés par la classe affaires



mique, décarboné. C'est « stimulant intellectuellement », a-t-il concédé, mais lui préfère « l'économie quantifiable » : « On ne peut réaliser nos désirs que si on a des outils pour les mesurer ». Serge Allegrezza a poussé la clim' au max : « Si nous ne sommes pas attractifs, personne ne viendra chez nous et nous risquons de devenir sous-développés ». Le directeur du Stateg a balayé la croyance selon laquelle on croîtrait « beaucoup trop vite » : « Ce n'est pas du tout le cas. La croissance PIB par tête tourne autour de un pour cent. » Le haut-fonctionnaire de la statistique a prôné le découplage de la croissance verte, en opposition à la décroissance (ou un autre modèle économique qui tient compte de la rareté des ressources) potentiellement prônée par Pascale Junker, mais dont le terme est tabou pour une protégée du ministre, notamment en année électorale. Pour rappel, Serge Allegrezza, aussi directeur de l'observatoire de la compétitivité, avait fondé la cellule Luxembourg Stratégie en novembre 2020. Elle avait été directement rattachée au ministre dans l'organigramme. Pascale Junker l'avait rejointe en mai 2021. Un schisme entre prospective et compétitivité, partiellement causé par ces divergences dogmatiques, s'est opéré début 2022 au Forum Royal. Lundi, alors que Serge Allegrezza prévenait de l'épuisement de la réserve des pensions d'ici 2047, Pascale Junker lui a coupé le sifflet : « Time is up. Il faudrait conclure. »

L'« énoncé de mission » de Luxembourg Stratégie validé le 25 février 2022 par le gouvernement vise une stimulation « des méthodes, outils, produits, services et processus nouveaux, tenant compte du contexte, en vue de leur intégration dans les processus de prise de décision économique ». Le département dirigé par Pascale Junker rassemble cinq fonctionnaires dont le coût annuel avoisine les 450 000 euros dépensés jadis pour l'étude Rifkin. Son épais travail de documentation est publié en ligne. Les publications sont répertoriées par thèmes. Les rubriques (il y en a sept) Résilience, *Reality blindness* et Décroissance sautent aux yeux. L'investissement de Franz Fayot dans la prospective a été perçu dans les autres ministères comme un moyen pour le ministre socialiste (dont le parti avait perdu en 2018 la main sur l'Énergie et les Classes moyennes) de reprendre l'initiative sur les grandes problématiques économiques. Lundi, la ministre à l'Environnement a signifié la concorde : « Il est du devoir de chaque politicien de produire le récit d'un futur positif ».

« Il faut passer à l'action », a commenté Joëlle Welfring, précisant qu'elle avait été convaincue par ses enfants d'accepter (début 2022) l'intronisation ministérielle. Elle a ainsi expliqué « donner son maximum pour une planète où il fait bon vivre ». Franz Fayot a poursuivi : « J'essaie de contribuer un petit peu en faisant un peu des initiatives comme celle-ci, en changeant la manière de discuter du développement économique au Luxembourg ». Il cite les « absurdités » du modèle actuel où un ouvrier du Bangladesh gagne un salaire mensuel équivalent au double du sweat-shirt vendu en Europe qu'il a produit.

Puisque les briques de « la Vision » doivent résister aux futurs possibles, on pense évidemment à la fable des trois petits cochons. Le suffrage d'octobre y jouerait le rôle du loup. « Reconduire l'initiative et la réflexion Luxembourg stratégie sera une question de volonté politique », partage le ministre après la conférence. Il admet « une incertitude sur ce qu'il adviendra de cette stratégie en cas d'alternance politique ». Le ministre socialiste acquiesce quand on dit douter que Luc Frieden, s'il devenait Premier ministre, placerait la problématique sociale et environnementale au cœur de la stratégie économique : « Quand on l'écoute, on constate que tout est axé sur la compétitivité, sur le moins-disant fiscal, sur une régulation plus légère, soit le vieux playbook libéralisant », poursuit Franz Fayot. Selon lui, la prospective de son ministère ne serait en outre pas en porte-à-faux par rapport au DP. Il précise : « Cette stratégie, ce n'est pas la table des dix commandements ». ●

Les dix « briques » de la « Vision Eco2050 »

1. Améliorer l'autonomie stratégique ouverte pour renouveler la production nationale
2. Appliquer la circularité et la sobriété à toute l'économie et la société
3. Placer les jeunes et les savoirs au cœur de l'économie
4. Concilier les transitions digitale, écologique et sociale
5. Investir dans la redondance critique, le stockage stratégique et les solutions dédoublées
6. Simplifier les procédures, raccourcir les chemins, faciliter les transmissions
7. Adapter la santé aux nouveaux défis, une opportunité économique
8. Se doter d'une stratégie intégrée de diplomatie économique durable
9. Assurer des finances publiques soutenables et solides
10. Tourner l'anticipation en avantage économique comparatif

Toute personne est invitée à exprimer ses commentaires sur « la Vision » par e-mail à lucstrategie@eco.etat.lu

L'ESG contesté

Georges Canto

Une partie des dirigeants américains s'oppose aux investissements sociaux et environnementaux. Des analystes mettent en doute les critères retenus

Les 30 et 31 mai, le Studio-Théâtre des Grands Ballets Canadiens à Montréal a accueilli le troisième Sommet mondial de la finance durable avec comme thème « le temps de l'action : la finance durable au service de la transition de l'économie réelle ». Vue d'Europe, cette manifestation annuelle apparaît comme la consécration de l'importance prise depuis plusieurs années par le respect des critères ESG (environnementaux, sociaux ou sociétaux et de gouvernance) dans les choix des investisseurs particuliers et institutionnels. 83 pour cent des actifs gérés selon ces critères sont logés dans des fonds européens. Mais, dans les États-Unis voisins, dont la frontière est à moins de 70 km de la métropole québécoise, l'événement a dû en exaspérer plus d'un. En effet, depuis plusieurs mois se développe, chez l'Oncle Sam une véritable « croisade anti-ESG ». Et l'on se demande si elle peut un jour traverser l'Atlantique. Deux États, ayant chacun à sa tête un gouverneur républicain, ce qui n'est pas un hasard, sont en pointe dans ce combat.

En 2021 le Texas, dont le PIB proche de 2 000 milliards de dollars est supérieur à celui de la Russie ou du Brésil mais dont l'économie est très dépendante du pétrole, a adopté une loi dénonçant les pratiques d'investissement ESG comme potentiellement nuisibles. Elle exige que les fonds d'investissement publics vendent leurs participations dans des institutions financières qui « boycottent les entreprises énergétiques ». De gros investisseurs institutionnels sont concernés, notamment les fonds de retraite des fonctionnaires et les fondations des universités d'État. Le Teacher Retirement System of Texas (TRST) est le vingtième fonds de pension du monde, avec 160 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Une dizaine d'institutions financières qui refusent de financer les industries fossiles pourront voir ces importants clients retirer leur argent ou vendre leurs actions s'ils sont aussi présents dans leur capital.

Une seule institution est américaine, il s'agit de BlackRock. Toutes les autres sont européennes, avec parmi elles BNP Paribas, Credit Suisse, UBS, Schroders, Jupiter et quatre banques scandinaves (Danske Bank, Nordea, Svenska Handelsbanken, Swedbank) dont la présence dans la « shit list » s'explique par leur fort engagement dans la finance durable. En mai 2023, c'est Ron DeSantis, gouverneur de Floride (quatrième État américain par son PIB, égal à deux fois celui de la Belgique) et candidat à la primaire républicaine de 2024, qui est monté au créneau en faisant adopter une loi visant à interdire l'utilisation des critères ESG dans les investissements publics, les émissions obligataires et la politique d'achats de l'État. Il espère entraîner à sa suite un groupe de 18 États américains dans une « alliance anti ESG » mais l'influence du mouvement semble d'ores et déjà plus vaste puisque, début février, le Congrès américain, à majorité républicaine, avait voté une loi s'opposant au renforcement des critères ESG dans les investissements des fonds d'épargne salariale. Joe Biden, à l'origine de la proposition, y a finalement opposé son veto le 20 mars.

Plusieurs grands États dirigés par le Parti démocrate, comme la Californie, ne sont pas sur cette ligne, bien au contraire. Le « Golden State » vient ainsi d'introduire une loi exigeant que ses fonds de retraite publics ne travaillent qu'avec des gestionnaires éco-responsables. Plusieurs experts considèrent d'autre part que la loi américaine sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act ou IRA), promulguée en août 2022, « crée une puissante dynamique en faveur des technologies bas carbone » en prévoyant, entre autres, de consacrer quelque 370 milliards de dollars à des mesures de soutien à la politique industrielle verte des États-Unis, ce qui limite de facto l'impact de ces décisions. Il reste que le poids économique et l'influence politique des États américains anti ESG compliquent la tâche des acteurs financiers et les obligent à quelques contorsions.

Au Texas en 2022, Credit Suisse a contesté son « blacklistage », la banque rappelant qu'elle avait « des partenariats actifs et des relations commerciales fortes avec des clients dans le secteur de l'énergie », ce qui revenait à avouer qu'elle n'était pas aussi « verte » qu'elle le prétendait. De son côté BlackRock s'est défendu en indiquant avoir investi plus de cent milliards de dollars dans le secteur pétrolier et être le deuxième actionnaire d'ExxonMobil, dont le siège se trouve à Irving tout près de Dallas. Dans sa lettre annuelle publiée fin mars 2023, son

Le Républicain Ron DeSantis à Lexington, le 2 juin dans le cadre de sa campagne « Our Great American Comeback »

En mai 2023, Ron DeSantis, gouverneur de Floride et candidat à la primaire républicaine de 2024, est monté au créneau en faisant adopter une loi visant à interdire l'utilisation des critères ESG dans les investissements publics

PDG Larry Fink se croit à nouveau obligé de donner des gages aux anti-ESG en expliquant qu'il n'est pas « la police de l'environnement ». Plusieurs coalitions professionnelles engagées dans une action concertée en faveur de l'environnement commencent à se déliter. La « Net Zero Asset Managers Initiative », qui comptait 300 signataires gérant près de 60 000 milliards de dollars, a vu Vanguard, un de ses « gros bras » se retirer en décembre 2022. D'autres défections, toutes américaines, ont été enregistrées depuis. Même constat du côté des assureurs où la Net-Zero Insurance Alliance, créée en décembre 2021, a connu huit défections (sur une trentaine de membres) entre début avril et fin mai 2023, et non des moindres puisque Axa, Allianz, Scor, Munich Re et Hannover Re figurent parmi les partants. Parmi les membres fondateurs seules Aviva et Generali continuent de soutenir le projet.



Cette fois, les départs concernent surtout des sociétés européennes, tiraillées entre les valeurs qu'elles défendent dans leurs pays d'origine et les pressions subies aux États-Unis, qui les poussent à des accommodements incompatibles avec l'appartenance à une alliance internationale. Axa a récemment annoncé, à l'instar de plusieurs partants, « poursuivre son parcours individuel en matière de développement durable, en tant qu'assureur, investisseur et entreprise responsable », à son rythme et avec ses propres objectifs de décarbonation. L'Europe peut-elle être contaminée, comme cela arrive souvent avec des mouvements nés aux États-Unis ? Les enjeux économiques (importance des industries fossiles) et les arrière-pensées politiques ou idéologiques n'y ont pas le même poids, même si les partis populistes, dont l'importance grandit, sont ouvertement anti-ESG sur le modèle des Républicains outre-Atlantique.

Mais les investisseurs européens pourraient peut-être se montrer sensibles à d'autres arguments. En effet, alors que les défenseurs des critères ESG prétendent depuis plusieurs années que cette démarche, tout en étant vertueuse, permet d'afficher des rendements aussi élevés, voire supérieurs, à ceux des approches traditionnelles, plusieurs études récentes viennent contredire cette opinion. Un article académique publié le 31 mars 2022 dans la respectable *Harvard Business Review*, sous le titre « An Inconvenient Truth About ESG Investing », montrait que non seulement les fonds ESG étudiés affichaient des résultats décevants, mais encore que le capital investi ne permettait nullement d'améliorer la performance ESG des entreprises bénéficiaires. Pour l'auteur Sanjai Bhagat, s'il est possible que les investisseurs acceptent de sacrifier du rendement pour respecter les critères ESG, cette démarche ne se révèle

pas aussi vertueuse que prévu, aussi bien sous l'angle environnemental que social ou sociétal.

Un article du *Financial Times* du 19 avril 2023 était intitulé « The impact of ESG on performance is non-existent » et rendait compte d'une étude ayant suivi six gros ETF (*exchange traded fund* ou fonds indiciel) pendant quatre ans. Le seul d'entre eux qui ne se réclamait pas de l'ESG a affiché une performance identique à celle des cinq autres. Se trouvaient ainsi confirmés les résultats d'une étude de plus grande ampleur menée par l'Université de Chicago : les ETF les mieux notés par Morningstar en termes de durabilité attiraient plus d'argent mais n'affichaient pas une meilleure performance que les fonds les moins bien notés. Dernier exemple, une recherche de la Columbia Business School et de la London School of Economics publiée en juin 2022, après avoir comparé les entreprises américaines incluses dans 147 fonds ESG à celles contenues dans 2 428 fonds non-ESG, a constaté que les premières présentaient une moins bonne conformité tant sur le plan social qu'environnemental ! « À l'aide d'un échantillon de fonds se présentant en tant qu'ESG et identifiés comme tels par Morningstar entre 2010 et 2018 », écrivent les auteurs, « nous constatons que ces fonds détiennent en portefeuille des entreprises dont les antécédents en matière de respect des lois sur le travail et l'environnement sont moins bons que ceux des fonds non ESG gérés par les mêmes institutions financières au cours des mêmes années ». Pour l'instant ces résultats ne semblent pas refroidir l'ardeur des investisseurs européens mais ils pourraient les amener à écouter d'une oreille plus complaisante certaines prises de position tonitruantes comme celle d'Elon Musk en 2022, qualifiant d'« escroquerie » les scores ESG attribués aux entreprises ou celles d'experts qui considèrent que « pour être légitime, l'ESG ne doit pas être excessif ». ●



La banque des artisans depuis 1856.



Depuis 1856, la BIL est aux côtés des artisans qui font le Luxembourg et propose des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques. Découvrez-les sur www.bil.com/artisans ou contactez directement votre Responsable de relation BIL.



In der Cité
Bibliothèque

Vom Bücherschrank zur Gemeindebibliothek

Jean-Marie Reding

Eine positive bibliothekspolitische Evolution bahnt sich endlich an

Am 1. Juli 2013 begann in Esch/Alzette die Invasion der öffentlichen Bücherschränke („Den Escher Bicherschaf“) im Großherzogtum. Zehn Jahre später wird in zwei Rahmenprogrammen zu den Gemeindewahlen 2023 für Bücherschränke geworben: von DP und ADR. Der Pressepräsenz seit 2013 nach zu urteilen, könnte man mittlerweile von einem Klassiker sprechen. Bücherschränke sind populäre sozialromantische Gebrauchtbücherentsorgungsboxen. *d'Land* warnte im Frühjahr 2017 erstmals und bisher einmalig vor den rechtlichen Gefahren, die von unzureichend kontrollierten Bücherschränken ausgehen: Vertreibt ein Anonymus pornografische, rassistische oder revisionistische Bücher über diese potentiellen Giftschränke im öffentlichen Raum, so versteht das Strafbuch (Artikel 383 und 457) keinen Spaß (*d'Land*, 28.4.2017).

Vielleicht lohnt es sich doch auf qualitativ besser zusammengesetzte öffentliche Bibliotheken (ÖB) zurückgreifen. Wenn ein Zwergstaat wie Luxemburg jedoch im Jahre 2023 zwei- bis dreimal weniger öffentliche Bibliotheken besitzt als Ostbelgien, so hat der am 22. April 2010 im Parlament von Mil Majerus benutzte Begriff „Entwicklungsland“ nichts an Aktualität verloren. Dabei verteilen sich in der deutschsprachigen Gemeinschaft 37 Bibliotheken auf nur einem Drittel der Fläche des Großherzogtums. Staatliche Förderung und kommunale Akteure zur Schaffung von Gemeindebibliotheken zu animieren, war das im Juli 2007 Ziel eines Gesetzesvorschlags (Nr. 5743) zur Gründung einer Bibliotheksberatungsstelle. Marco Schanks Initiative aber war wohl zu fortschrittlich. Das CSV-Kulturministerium plante überraschenderweise „etwas Anderes“. Es kam schließlich zur *Loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques*. Insbesondere der Bibliothekarverband Albad sah ein klares Scheitern voraus. Dazu kam es auch. Bereits drei Jahre später, nach der in Gesetzesartikel 23 vorgesehenen Übergangsphase, dümmerte es jeder vernunftbegabten Person auf ministerieller Ebene, dass etwas schiefgelaufen war. Seit 2010 ist die Anzahl der ÖB im Lande sogar geschrumpft.

Deshalb sah das Regierungsprogramm 2018-2023 zum ersten Mal eine Überarbeitung des „autoritärsten Bibliotheksgesetzes der Europäischen Union“ (Jukka Relander, Eblida-Präsident, in Luxemburg am 5. November 2015) vor. Irgendwie verschlief das Kulturministerium dieses Programmelement seit 2018 fast völlig. Dann zauberte wunderbarerweise eine höhere redaktionelle Macht im Oktober 2020 im Kulturent-

Vermehrt enthalten die Rahmenprogramme zu den Kommunalwahlen 2023 das „Upgrade“ der Bücherschränke, nämlich die Schaffung beziehungsweise Förderung von Gemeindebibliotheken

wicklungsplan (KEP) urplötzlich eine allerletzte Zusatzmaßnahme Nr. 64 hervor: „Réformer la loi du 24 juin 2010 relative aux bibliothèques publiques“. Es dauerte freilich zwei weitere Jahre, bevor vom 24. Mai bis zum 30. September 2022 eine „Consultation publique sur la loi relative aux bibliothèques publiques“ stattfand.

Nun hätte die Auswertung dieses öffentlichen Befragungsprozesses in gewohnt aussitzender Weise bis zu den Kammerwahlen am 8. Oktober 2023 dauern können. Allerdings hakte der DP-Abgeordnete Gusty Graas, Präsident des Verbandes der öffentlichen Bibliotheken ULBP, mit einer Erweiterten parlamentarischen Anfrage (Nr. 162) nach. Daraufhin wurde erstmals in der Geschichte am 22. November 2022 im Parlament die Effektivität, sogar Existenz der staatlichen Fahrbibliotheken in Frage gestellt. Ein Novum! Denn der konsequente Bücherbus-Abbau begann in Frankreich 1978, ausgerechnet im *Bücherbus*-Einführungsjahr in Luxemburg. Die Kulturministerin sprach von „Reflexiounen“. Könnte ein Regierungs-*Bibliobus*, dessen Bücher von Regierungspersonal ausgesucht

und zur Verfügung gestellt und auf nichtstaatlichem, nämlich kommunalem Gebiet würde, etwa ein Problem darstellen? Tut er! In einer Demokratie jedenfalls, in der Regel.

In derselben Parlamentssitzung kündigte die Kulturministerin, spät und gezwungener Weise unter Druck, ein propagandistisches Arsenal an fünf Maßnahmen auf einmal an: 1) eine interne Analyse des Conseil supérieur des Bibliothèques (CSB); 2) einen „état des lieux précis et complet“; 3) einen Workshop; 4) einen Gesetzes-Vorentwurf und 5) spezielle *assises* nur für Bibliotheken. Darauf folgte tatsächlich ein Gutachten des CSB, das dem Kulturministerium am 28. März 2023 zugestellt wurde. Dieses fehlerhafte Gutachten sowie sämtliche Antworten von Verbänden und Einzelpersonen (!) während des Befragungsprozesses sind bis heute nicht öffentlich zugänglich. Im Workshop am 25. April 2023 beschränkte sich eine stellvertretende CSB-Sprecherin sicherheitshalber auf offene Fragen einiger teilnehmender Akteure. Eine ehrliche intellektuelle Synthese galt als unerwünscht.

Falls der angekündigte „état des lieux précis et complet“ wirklich im Workshop am 25. April von zwei Statistikerinnen des Kulturministeriums vorgestellt wurde, so ging diese Aufgabenstellung ziemlich daneben. Die Landschaft der öffentlichen Bibliotheken nur auf die vom Ministerium durch ein realitätsfernes Bibliotheksgesetz „anerkannte“ Entitäten (*bibliothèques agréées*) zu beschränken, veranlasste selbst den Direktor der Nationalbibliothek Claude Conter zu einer späteren Richtigstellung. Eine Benutzung des luxemburgischen Bibliotheksführers 2020 (6. Auflage) hätte geholfen.

Der Titel des Workshops hieß offiziell „Soutien public aux bibliothèques“. Es fehlten bei der Debatte dennoch von fünf Bibliothekstypen die Vertreter der Hochschul- und Schulbibliotheken (Grund- und Sekundarschule). Dies sind zusammengekommen rund 200 Bibliotheken. Trotzdem geisterte die Idee eines allumfassenden Bibliotheksgesetzes, einer „Loi générale des bibliothèques“ umher. Wie zu Zeiten totalitärer Systeme, als alle vom Regime zum Leben berechtigten Bibliotheken „praktischerweise“ einem einzigen Träger, nämlich dem Staat gehörten. Wie es bibliothekshistorisch hierzulande von 1940 bis 1944 der Fall war. Manche dieser heute ziemlich substanzlosen Gesetze existieren vor allem in Ländern des früheren Ostblocks weiter.

Zum extremistischen Gedankengut gehört das Merkmal der Planwirtschaft dazu. Die leider von Mitakteuren ab 2007 allein agierend gelassene, fachlich unqualifizierte Autorin des 2010-er Bibliotheksgesetzes gehörte zu einer kommunistischen Richtung, wie sie selbst am 17. November 2019 im *Radio 100,7* zugab. Dies erklärt die allmächtige Rolle des Staates, unter anderem die Möglichkeit, dass der Staat (sprich die jeweilige Regierung) per Bibliotheksgesetz (Art. 5) über die Zusammensetzung der Bestände nichtstaatlicher, jedoch vom Staat subventionierter Bibliotheken verfügen darf. *d'Land* hatte am 2. April 2013 darüber berichtet. Bildlich gesprochen: Von 2010 bis 2013 konnte die Regierung per Bibliotheksgesetz die Anschaffung schwarz-roter Bücher in ÖB verordnen; seit 2013 und bis heute können es blau-rot-grüne Bücher sein.

Unter Planwirtschaft kann in Demokratien in gewisser Weise auch die Landesplanung fallen. Diese Möglichkeit fand auch im Workshop Gehör: Müsstest du „Regionalbibliotheken“ in 13 CDA, „centres de développement et d'attraction d'importance régionale“ (laut *Programme directeur* von 2023 zur Landesplanung) nicht genügen? Gleichzeitig widersprach dies jedoch der während der Debatte angeführten modernen Maximal-15-Minuten-Entfernung-Regelung. Oder andersherum gefragt: Besitzen Vianden (das kein CDA mehr sein soll) oder Eschdorf überhaupt noch ein Recht auf eine Bibliothekseinrichtung? Bemerken wir, dass die einzige hierzulande existierende „Bibliothèque régionale“ sich in Düdelingen befindet, deren gigantische regionale Ausstrahlung seltsamerweise bereits an der Stadtgrenze haltmacht. Ein Blick ins Wörterbuch offenbart: der Möchtegern-Großstaat-Luxemburger (unter anderem dank *RTL*) übersetzt „Géigend/Gegend“ wohlwollend mit dem französischen Terminus „région“. Dabei meint er eigentlich „um die Ecke“. Zufällig befindet sich die Düdelinger Stadtbibliothek „au coin“, an der Ecke. So scheint im Ländle alles seine Ordnung zu haben.

Ob ein Gesetzes-Vorentwurf und spezielle *assises* nur für Bibliotheken noch vor den Kammerwahlen folgen werden, darf man bezweifeln. Denn während der Selbstbeweihräucherungsveranstaltung, dem Workshop am 25. April, stellte sich heraus, dass selbst die Luxemburger Bibliothekare keinen Zukunftsplan haben und sich mit der gegenwärtigen Situation in einfallsloser Art und Weise zufriedengeben. Einnisten in der Gemütlichkeit scheint zum Klischee des Bibliothekarberufs zu gehören. Denn solange staatliche, in braver Regelmäßigkeit gezahlte Subventionen für, im internationalen Vergleich, Dorfbibliotheken völlig unnötige und überbewertete Erschließungsarbeiten (Katalogisierung und Verschlagwortung) mit Hilfe einer staatlich vorgeschriebenen komplizierten Bibliothekssoftware (selbst zu kompliziert für staatliche Bibliothekare), vor allem mit staatlicher Personalkostenübernahme (No-Go in anderen bibliotheksentwickelten Ländern) finanzieren, ist jedes kritische Hinterfragen über Sinn und Unsinn unerwünscht. „Mit vollen Hosen ist gut stinken“ – ein Sprichwort, das zur Bequemlichkeit passt. Geld scheint immer noch massiv vorhanden und Fehlinvestitionen bleiben im luxemburger Bibliothekswesen weiterhin an der Tagesordnung.

Auch wenn sich manche hier angeführten Beobachtungen nach weiterem Stillstand anhören, ist dennoch eine positive



Neuorientierung zu beobachten. Nach dem Motto „Einsicht ist das erste Loch im Wasserkopf“ gibt es eine allgemeine Einigkeit über verschiedene Punkte, vor allem: das 2010-er Bibliotheksgesetz gehört eindeutig überarbeitet, wenn nicht sogar abgeschafft.

Zur Zukunft der ÖB zitierte während des Workshops Claude D[ario] Conter indirekt den US-amerikanischen Bibliotheksphilosoph R[ichard] David Lankes: „Bad libraries build collections, good libraries build services, great libraries build communities.“ Das verstanden leider nur die wenigsten. Deshalb hier die Auflösung: Schlechte Bibliotheken, die nur auf reine Bücherbestände aufgebaut sind (Negativbeispiel: Pfarrbibliothek vor 1970), sind dem Untergang geweiht. Allerdings stellt diese ÖB-Vorstellung das vorherrschende imaginäre Modell für 99 Prozent der Lokalpolitiker unseres Landes dar. Diese Bibliotheksform haben sie in ihrer Kindheit einmal mit Oma, Mutter oder der Grundschulklasse besucht. Sie kennen nichts Anderes. Gute, sprich moderne Bibliotheken bieten Dienstleistungen an. Das reicht von Leseförderungsaktivitäten bis zu einer Vielfalt kommunaler Services (Potenzialauflistung: *d'Land*, 24.4.2020). In großartiger (*great*) Weise besteht die maximal erreichbare gesellschaftliche Akzeptanz und Verankerung einer ÖB darin, dass sie aus ihrer kommunalen Gemeinschaft einfach nicht mehr wegzudenken ist.

Schließlich kann glücklicherweise festgestellt werden: Trotz einiger Wahlprogramme seit 2013 fand die Förderung von Bücherschränken bisher keinen Eintrag in die hiesigen Regierungsprogramme. Wie könnte dieser allgemein positive bibliothekspolitische Wandel weitergehen? Auf jeden Fall demokratischer als bisher. Indem etwa eine gezielte staatliche Förderung zur Gründung von Gemeindebibliotheken geschaffen wird – und die ÖB dabei die absolute kommunale Freiheit zur Erschließung der Bestände erhält: durch Benutzung eines vereinfachten Regelwerks, wie zum Beispiel die ehemaligen Regeln für die alphabetische Katalogisierung für öffentliche Bibliotheken (RAK-ÖB). Dazu kommen: freie Auswahl der Software, Bestimmung der Öffnungszeiten, der Bücherauswahl, und so weiter. Schluss mit jeder unsinnigen staatlich verordneten Planwirtschaft!

„Quand on nous demandera compte de notre gestion gouvernementale, nous montrerons nos bibliothèques“, so Bildungsminister und Nationalbibliotheksleiter Pierre Frieden am 29. März 1955 im Parlament. Das Originalzitat von Anatole de Monzie lautet: „Quand la postérité nous demandera compte de notre activité civilisatrice, ...“ Die Chancen im Bereich Zivilisationsweiterentwicklung stehen seit 1945 gar nicht so schlecht. Denn vermehrt enthalten die Rahmenprogramme zu den Kommunalwahlen 2023 das „Upgrade“ der Bücherschränke, nämlich die Schaffung beziehungsweise Förderung von Gemeindebibliotheken. Unter „vermehrt“ sind folgende fünf Parteien zu nennen: DP (Kinderbibliotheken), Déi Gréng, Déi Lénk, ADR und Fokus. Eigentlich decken diese Parteien auch ohne die ganz Großen, CSV und LSAP, das gesamte gesellschaftliche Ideologiespektrum ab. Das ist doch erfreulich. Jetzt heißt es abwarten. Was werden die Wahlprogramme der Parteien für die Kammerwahlen am 8. Oktober wohl aufbieten? ●

DENG STÄMM ENTSCHEET!

LSAP

Loosst eis #zesummen d'Äerm eropstréppen an d'Zukunft optimistesesch upaken.

Well et ass Zäit fir staark sozial Gemengen am ganze Land! Et ass Zäit...

...fir eng ëmweltfrëndlech Lokalpolitik.
...fir eng fair Aarbechtswelt.
...fir eng ambitiéis Logementpolitik.
...fir méi Chancëgerechtegkeet duerch eis Schoulen.
...fir eng gutt lokal Gesondheetsversuerg.

#Zesummen – dat si mir all!
Den 11. Juni: LSAP – Lëscht 1!

#ZESUMMEN MAT DIR
GËFF MEMBER



**SONNDEG:
LËSCHT
1**

ZU GAST

Auto a Parkplaze sinn och Liewensqualitéit!

Sech tëschent A a B ze beweegen ass eng Ur-Aktivitéit vum Mënsch: fir ze joen, fir ze sammelen a fir Tauschhandel. Iwwer Milliounen Joren huet sech eise Kierper zu engem multifunktionellen Transportmëttel adaptéiert: mir kënnen lafen, sprangen, kluteren, erofsprangen, uschlächten, sprinten an auswäichen. Duerch eis kognitiv Fäegkeeten hu mir, am Géigesaz zu Déieren, nei Transportmëttel wéi Booter, Reitpärder, Laaschtieselen a Ween mat Rieder erfount. Mee virun allem huet de Verbrennermotor am Auto eis individuell Beweegung revolutionéiert. Ouni si keng Industriegesellschaft, ouni Industriegesellschaft keen enormen Zouwuess u Liewensqualitéit: eis Liewenserwaardung huet sech verduebelt! Nach eng Kéier, mir ginn duebel esou all! Dat wär ouni Auto net méiglech gewiescht. E grouss Merci un den Auto!

Tom Weidig ass Spëtzekandidat fir d'ADR an der Stad Lëtzebuerg

Mee all Mobilitéit huet Risiken: Leit fale vum Pärder oder kommen an engem Autosaccident ëm. Mee wa mir awer lo 30 Joer méi laang liewen, da muss de Risiko vum Auto, inklusiv Ofgasen, relativ kleng sënn, well dës Netbilanz ass aussergewéinlech positiv. Eisen innovativ Geescht huet och Risiko reduzéiert, ugefaange mam Suedel, haut duerch de Gurt, den Airbag an de Katalysator. Innovatioun kënnt net vu Politiker oder Staatszentrismus, mee duerch déi fréi Maartwirtschaft: duerch Experten an Investoren mat lokalem Wëssen.

Den Auto huet och de Mënsche méi Fräiheet gi par rapport zu der Uewerschicht. Mir fieren haut vu Wäiswampech op Esch an enger Stonn mam Auto. Virun 150 Joer huet een zwee Deeg gebraucht mam Pärder, an e Pärder war deier. Mee och haut symboliséiert

den Auto d'Onofhängegkeet fir déi Jonk, well se domat direkt dohinner fuere kënnen, wou se wëllen hifueren.

Déi Fräiheet ass besonnesch wichteg fir eeler Leit. Si sënnen un den Auto ugewisen, well deen hiren altersbedéngte Manktem u Mobilitéit kompenséiert. Dat selwecht géillt fir Famillje mat Kanner, déi zu 4 an den Auto klammen an eppes zesumme fortfuere kënnen.

Mee de Liewens- a Fräiheitsbrénger Auto ass bei munched zum Däiwel ginn. E bëssen esou wéi Atomenergie. Nëmme déi negativ Säiten, déi et ginn, mee déi et bei allen aneren Alternativen och ginn, gi gekuckt an déi positiv Säiten ausgeblent. De Problem ass net, datt déi Leit den Auto aus hirem Liewen dränge wëllen, mee datt si probéieren de Staat ze méissbrauchen, fir hire Choix all deenen anere Bierger opzedrängen.

Mee firwat existéiert Stau? All déi Leit am Stau kënnen dach entscheeden net méi den Auto ze huelen. Mee dat maachen se net, well den Auto trotz Stau hir beschit Optioun ass. Da solle se dat och maachen! Näischt verhénnert natierlech, datt de Staat an d'Privatindustrie Alternativen ubidden, mee express Parkplazen ewechzehuelen a Schikanen opzebauen ass de falsche Wee. Den arrogante Politiker un der Muecht mengt, besser wéi de Bierger ze wëssen, wat néideg a richtig ass fir de Bierger. Dëse Staatszentrismus huet nach ni gutt funktionéiert an ass katastrofal fir d'Innovatioun.

Do wëlle wierklech Parteien an der ganzer Stad Zon 30 aféieren, si wëllen, datt Autoe Vëloen net iwwerhuelen dërferen, an no all Baustell verschwanne Parkplazen. Dat ass genau de falsche Wee, well se d'Optioun vum Bierger absichtlech reduzéieren. D'Politik soll hir Energie asetzen, fir méi Optiounen ze schafen an déi Optioun qualitativ ze verbesseren. Esou kann de Bierger sech dat Beschit erauswien an doduerch kréie mir de beschit méiglechen Transportsystem. ● Tom Weidig

D'GEDICHT VUN DER WOCH



Walkampf

Jacques Drescher

Déi Gréng si ganz pragmatesch;
Déi Blo sinn no bei dir.
Déi Rout sinn éischter rosa;
Déi Schwaarz si bal scho queer.

All sinn se sou dynamesch
An ëmmer ganz gutt drop.
Si lafen duerch d'ganzt Dueref
An engem Schwéngsgalopp.

„Méi no a méi beweegen.
Fir Liewensqualitéit.“
An nach där Plattitüden,
Fir dass de Wand nach dréit.

E Sonndeg ass deen Theater
Eriwwer, mee net laang.
Well duerno fir Oktober
Ginn d'Stëmmen nees gefaang.

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Weh ave a dream

Michèle Thoma

Jubelschreie werden ausgestoßen und Tränen werden verdrückt, und die Faust gereckt, aber nur nebenbei, nur light, eher Freude, Götterfunken und Euphorie, wo kommen die plötzlich her, wo kommt das plötzlich her, das Feuer? Wer hat das Feuer angefacht? Das uralte. Dachten, es sei erloschen. Längst. Verglüht, der Wind der in diesem Jahrtausend weht, hätte es längst zum Verglühen gebracht. Wer wollte noch so altmodisch lodern? Eine komische Kämpferin sein für so was Eingemottetes. Unappetitliche alte Linke. Jahrzehnte lang wurden Proletarier/innen Prolls genannt und dienten der Spaßgesellschaft als Witzfiguren. Die Proletarier/innen, die sich junge Bürgerstöchter vor langer Zeit als schön gemeißelte *Heroes* des Sowjetischen Realismus, der gar nicht realistisch war, vorgestellt hatten. Die Proletarier/innen, denen sie im schneeedurchstörberten Morgengrauen vor Fabrikatoren missionarisch Flugblätter zusteckten, schauten irgendwie anders aus ... anders realistisch. Und, stellten sie bald klar, wegen denen würden sie nicht mehr nachts aus den Federn kriechen! Die wollten gar nicht erlöst werden, die wollten nicht mal ihre eigene Diktatur, die wollten ein Eigenheim.

Und jetzt stellt sich jemand hin und sagt all diese unappetitlichen Worte. Klasse. Er sagt das M-Wort, er sagt, er sei Marxist, und als es dann großen Aufruhr gibt, weil ein Roter das M-Wort sagt, sich auch noch dazu bekennt, rudert er ein bisschen zurück, das passt den M-Wort-Detektor/innen auch wieder nicht. Was denn jetzt, Marxist oder nicht? Gulag oder nicht, oder nur Kolchosa? Als müsse jede/r Katholik/in sich von der Inquisition distanzieren. Auf Spiegel-Covern darf die Ikone mit dem patriarchalen Bart zwar würdevoll schauen und im Feuilleton wird geübelt, ob der WG-Poster-Hero der Siebzigerjahre ein Widergänger ist oder ein Auferstandener. Aber im wirklichen Leben. In der Realität. Dass da einer kommt und ihn selbstverständlich schamlos in den Mund nimmt. Einer, der auch noch an die Macht kommen kann. Ein Macher auch noch. Einer, der ein Ideologe ist, wie immer wieder schauernd befunden wird, aber dann auch noch ein Pragmatiker. Ein Bürgermeister. Haha. Bürgermeister. Eines 19 000-Einwohner-



Seit Dienstag ist Andreas Babler SPÖ-Vorsitzender

Er sagt es auf dialektisch, er sagt Oabata, die Oabata, weil er selber aus so einer Familie kommt

Städtchens. Seit bald zehn Jahren, wie andere anerkennen. Und das Städtchen hat es in sich. Nämlich die größte Flüchtlingsunterkunft des Landes. Und das Land heißt Österreich, auch das noch, das chronisch rechte Österreich. Und dieser klitzekleine Bürgermeister hat das hingekriegt, die Flüchtlinge, die Einwohner/innen, und gegen den rechten Landestrend 70 Prozent bei den Wahlen eingeheimst. In diesem Städtchen gab es keine Wutbürger/innen vor der Flüchtlingsunterkunft!

Arbeiter, sagt er, die es doch gar nicht mehr gibt. Er sagt es auf dialektisch, er sagt Oabata, die Oabata, weil er selber aus so einer Familie kommt, aus einer Oabata-Familie, davon erzählt er gern

und gut, er kann gut reden. Ein Retro-Linker ist der Verbündete der Frauen und Klimaschützer aber keinesfalls. Mitreißend, hinreißend, tourt er unermüdlich durch die Lande, tritt in kleinen Wirtshäusern und großen Hallen auf, vor der Basis seiner Partei und allen Dahergelaufenen.

Nichts ist falscher und lächerlicher als die *Bild*-Zuschreibung „Wiener Salonkommunist“, genau das ist er nicht. Ganz ohne Zynismus!, schwärmt der Schriftsteller Robert Menasse. Der EU-Fan Menasse hat sich trotz dem vor der Wahl aufgetauchten Video von vor drei Jahren, in dem er gegen die EU wettet, nicht distanziert. Er ist nicht der einzige Intellektuelle, der nicht spöttelt oder die Nase rümpft, der mit ihm sympathisiert oder in seinem Team ist, wie es sportlich heißt.

Alte linke Träumerinnen regredieren lustvoll? Werden sentimental wie von Gott Befreite zu Weihnachten? Gerade noch hedonistische Individualisten, träumen die von Basisarbeit in einer behäbigen Pensionist/innenpartei, die wie die Jungfrau zum Kind plötzlich zu einem echten Linken als Vorsitzenden gekommen ist? Von einer geilen heilen linken Welt? Mit Tränen bei der Internationale wie bei Woodstock?

Es gibt eine Sehnsucht, sagt Andreas Babler.

Träume? Ja, sagt er. Die wir verwirklichen werden. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Hollywood se mobilise pour les activistes

Jean Lasar

Tandis que des milliards vont à des ajustements à la marge censés mitiger le péril climatique, ceux qui ont compris que ces efforts sont par nature insuffisants et entendent le faire savoir tirent le diable par la queue. Extinction Rebellion, Just Stop Oil, Scientist Rebellion, Letzte Generation, Soulèvements de la Terre, ces organisations qui tentent d'alerter l'opinion sur l'acuité de la crise par le biais d'actes de désobéissance civile, sont désespérément démunies. Elles visent des cibles à forte intensité carbone telles que l'aviation de luxe, les autoroutes ou les oléoducs, ou à forte visibilité médiatique comme de grands événements sportifs ou des œuvres d'art universellement connues. Mais,

Le coproducteur de la série Succession finance le mouvement grassroots

nouvelles venues, souvent contraintes par la répression à adopter un profil bas et à rester décentralisées, il arrive qu'elles soient si pauvres qu'elles doivent demander à leurs membres d'utiliser leur carte de crédit personnelle pour assumer les dépenses liées à la préparation de leurs actions, sans parler des frais d'avocats auxquels ils sont fréquemment confrontés lorsqu'ils se font arrêter.

Un fonds spécial qui a vu le jour en 2019 dans les milieux de Hollywood, le Climate Emergency Fund (CEF), s'efforce de changer la donne sur ce front. Le fonds a été créé par Rory Kennedy, une réalisatrice de documentaires, et a bénéficié d'un financement initial de l'activiste et héritière de Getty Oil Aileen Getty. L'an dernier, a rapporté Bloomberg, l'organisation a distribué 5,2 millions de dollars à 44 organisations activistes, dont de nombreux groupes de jeunes « grassroots ».

Lors de la création de CEF, une vente aux enchères d'objets appartenant à Adam McKay, réalisateur du film *Don't look up!*, allégorie de l'aveuglement politico-médiatique qui bloque toute action significative

contre la crise climatique, avait été organisée. En septembre, McKay a promis quatre millions de dollars à CEF. McKay, qui a aussi réalisé *The Big Short* et coproduit la série *Succession* diffusée par HBO, ne mâche pas ses mots. Dans une tribune publiée il y a quelques jours sur *Jacobin*, il réclame que l'urgence climatique soit enfin officiellement reconnue. « Les salades de mots, les gestes incrémentaux, le bourrage de mou pur et simple, et surtout, l'affirmation qu'il n'y a pas de problème, inondent tous les jours les discours publics », se lamente-t-il. Parmi les quelque 2 000 donateurs qui ont financé CEF l'an dernier figurent Abigail Disney, héritière de l'empire Disney, et Jeremy Strong, une des stars de la série *Succession*.

Face aux défenseurs du statu quo prêts à entraîner avec eux dans l'abîme l'ensemble des êtres vivants, les arguties sur le caractère productif ou contreproductif des différentes actions de désobéissance civile n'ont plus lieu d'être. L'argent que des initiatives telles que le Climate Emergency Fund sont susceptibles de rassembler pour soutenir les jeunes qui ne veulent plus se payer de mots et sont prêts à affronter une répression de plus en plus féroce est plus que bienvenu. ●

Export

L'année dernière, le Marché de la Poésie à Paris, avait mis à l'honneur les auteurs et autrices du Luxembourg. La poésie luxembourgeoise sera à nouveau présente cette année pour la quarantième édition de cet événement qui se définit comme le plus grand rassemblement de la poésie de France. Pendant les premiers jours du marché, Jean Portante, Lambert Schlechter ou Serge Basso ont rencontré le public sur les stands de leurs éditeurs. Le point d'orgue de la présence luxembourgeoise à la Place Saint-Sulpice sera ce dimanche. Dans le cadre de « Paroles d'éditeur », Jean Portante présentera *Tout battement est secret, Poésie de Cuba 1959-2022* (éditions Caractères). « Poésie, d'ailleurs » s'intéressera à Paul Mathieu avec Florent Toniello comme modérateur. En fin de journée, hommage sera rendu à Anise Koltz par Jean Portante et « ses amis éditeurs ». [fc](#)

Im Gespräch

Die tödliche Doris hieß die von Wolfgang Müller und Nikolaus Utermöhlen gegründete Musikband, die bis 1988 in West-Berlin als Künstlergruppe aktiv war und der sich weitere Mitglieder wie Tabea

Blumenschein anschlossen. Gründungsmitglied Wolfgang Müller lebt mittlerweile neben Berlin auch in Reykjavik und hat sich neben weiteren künstlerischen Tätigkeiten dort auch intensiv mit Elfen (!) beschäftigt. Seine eigene Arbeit definiert er wie folgt: „Sie besteht aus einer Art konzeptdadaistischem, durch Zufälle und eigenwillige Assoziationen immer ausuferndem System, oder besser Antisystem, in dem eigentlich so ziemlich alles Platz hat und das in seiner Gesamtheit und in seiner Schönheit als der ‚sittliche Ernst‘ seiner Zeit angesehen werden muss.“ Am 14. Juni wird er im Bridderhaus in Esch/Alzette vom Autoren und Kuratoren Max Dax interviewt, der – lange bevor es irgendwie en vogue war – große schwarze Brillen trug. Außerdem leitete er das zu diesem Zeitpunkt an seinem publizistischen Höhepunkt angekommene Musikmagazin Spex in den späten Nuller Jahren und veröffentlicht Bücher zu Popkultur, in denen er etwa Björk fragt, ob die Erde weint, wenn ein Vulkan ausbricht. Dürfte ein interessantes Gespräch werden. Das Ganze findet im Rahmen der zweimonatigen Künstlerresidenz von Wolfgang Müller im Bridderhaus statt. [sp](#)

Manche sind gleicher

Die Liser-Studie zu den Museumsbesuchen, die letzten Sommer vorgestellt wurde, hatte eigentlich nur wieder unterstrichen, was sowieso jeder weiß: Gebildete und privilegierte Menschen schauen sich Ausstellungen oder ähnliches an, sozial schwache

Personen erreicht das Angebot nur bedingt. Dass das vielen Kulturschaffenden nicht gefällt, ist ebenso gewusst. Kommende Woche wird im Neimënster darüber diskutiert, wie ein inklusives Kulturangebot aussehen könnte, auch im Hinblick auf die jahrhundertalte Unterscheidung zwischen Hoch- und populärer Kultur, die ein grundsätzlich unterschiedliches Publikum ansprechen. Der Auftakt des philosophischen Konferenzzyklus am 15. Juni will sich Fragen rund um Demokratisierung widmen und den oftmals ungleichen Zugang zu Kultur thematisieren. Nora Schleich moderiert; Luis Santiago, Antonia Ganeto, Alexandra Oxacelay und Serge Tonnar diskutieren. Weitere Rundtischgespräche folgen im Laufe des Sommers. [sp](#)

Homogénéité

On sent la fin de législature arriver. Les acteurs politiques se bousculent pour faire passer leurs projets de loi avant octobre. La ministre de la Culture, Sam Tanson (Déi Gréng) peut se réjouir que ses cinq textes déposés le 30 mars pour transformer des asbl du secteur de la culture en établissements publics aient déjà été examinés par le Conseil d'État cette semaine. Le Casino-Luxembourg, le Mudam, les Rotondes, le Théâtre national du Luxembourg et le Trois C-L (renommée « Maison de la danse ») vont voir leurs statuts

homogénéisés et leurs missions clarifiées. Un changement qui n'a pas forcément été souhaité par les établissements eux-mêmes. Sans craindre de voir sa liberté de programmation entravée, Steph Meyers, le directeur des Rotondes appréhende la logique bureaucratique et administrative qui lui ferait perdre en autonomie, notamment pour les recrutements. Il espère cependant que le nouveau statut permettra une revalorisation des salaires pour une mise à niveau par rapport à d'autres établissements publics.

D'une manière générale, le Conseil d'État entérine ces propositions avec la même formulation pour les cinq établissements : « Selon les auteurs, ce changement de forme juridique se justifie d'un point de vue juridique, financier et organisationnel, étant donné que l'association remplit déjà à l'heure actuelle des missions et activités ayant un caractère de service public, le conseil d'administration est constitué, entre autres, de représentants de l'État et la majeure partie des ressources financières est constituée d'une dotation de l'État ». Des observations ponctuelles, liées aux spécificités de chacune des institutions sont ajoutées. Le processus va se poursuivre avec l'examen de ces textes et la nomination des rapporteurs lors de la prochaine réunion de la commission de la Culture à la Chambre, le 22 juin. [fc](#)

Escher Kulturkampf

Kurz vor den Gemeindewahlen ist in Esch/Alzette ein „Kulturkampf“ entbrannt.

Nachdem der Leiter des Service Culture der Stadt Esch und Kassenwart der Fresch asbl., Ralph Waltmans, kurzfristig ein von der Vereinigung Noc-Turn organisiertes Konzert gecancelt und das Upcycling-Projekt „Bunker“ aus dem Untergeschoss des Bâtiment 4 verbannt hatte, beschwerten die beiden Initiativen sich darüber in den sozialen Netzwerken. Am Dienstag meldete sich Richtung 22 zu Wort und beschuldigte „Personal vun der Escher Gemeng“, sich in der Nacht zum Montag Zutritt zum Atelier des Kollektivs verschafft zu haben, um Banner zu stehlen, mit denen es die Kulturpolitik des DP-Schöffen Pim Knaff kritisiert hatte. Waltmans rechtfertigte seine Aktionen gegenüber *Woxx* und *Tageblatt* mit prozeduralen Argumenten, die die betroffenen Kulturschaffenden jedoch widerlegten, sodass Aussage gegen Aussage steht. Die jungen Künstler/innen selbst berichten gegenüber dem *Land* von Versprechungen und mündlichen Abmachungen, die von Fresch nicht eingehalten worden seien. Als einzige Partei in Esch reagierte am Mittwoch Déi Lénk, die forderte, die Fresch asbl. müsse unverzüglich aufgelöst und ihre Aufgaben an die Gemeinde übertragen werden.

Fresch war vor einigen Wochen in die Schlagzeilen geraten, weil die Vereinigung keine Geschäftsbilanzen veröffentlicht hatte. Ende März wurden zumindest die Zahlen von 2020 und 2021 beim Handels- und Firmenregister hinterlegt, doch Anfang April beschloss der

Schöffenrat, die Verwaltung von Konschthal und Bridderhaus zu institutionalisieren und Fresch nur noch mit der Ausrichtung der Francopholies und der Nuit de la Culture sowie der Verwaltung des Bâtiment 4 zu betrauen. Wegen der undurchsichtigen Finanzführung der seit 2020 mit über zwölf Millionen Euro an öffentlichen Geldern bezuschussten Asbl, in deren Verwaltungsrat neben Lokalpolitiker/innen und den Direktor/innen des Escher Theaters und der Kulturfabrik vor allem hohe Gemeindebeamte das Sagen haben, ist auch Kulturministerin Sam Tanson (Grüne) offenbar hellhörig geworden. Der Kampf, der seit einigen Monaten zwischen den im Bâtiment 4 untergebrachten Künstlerkollektiven wie Richtung 22 und dem CSV-DP-Grüne-Schöffenrat geführt wird, erinnert an den zwischen der Kulturfabrik asbl. und damaligen LSAP- und CSV-Politikern vor über 30 Jahren um das Escher Schluechthaus. Auch heute geht es wieder um Kommerz und (Frei-) Räume, finanzielle Unterstützung und sehr, sehr unterschiedliche Auffassungen von Kunst und Kultur. [ll](#)

Engagé et spectaculaire

Les menus de la saison 2023-2024 s'annoncent peu à peu. Au Escher Theater, Carole Lorang va entamer sa cinquième saison comme directrice avec le

sentiment du devoir accompli. « Une de missions que je me suis données était d'attirer de nouveaux publics et de fidéliser les habitués. Une étude menée auprès des publics montre qu'un tiers des personnes interrogées venait pour la première fois », se félicite-t-elle. Elle note encore que la fréquentation aux représentations publiques a augmenté de vingt pour cent entre les deux dernières saisons. L'année prochaine, une vingtaine de productions ou coproductions qui traitent de thèmes universels seront proposées. Le poids des secrets de famille dans le double spectacle *Escher Meedchen* et *Escher Bouf* de Mandy Thiery, le deuil dans *Forever* de la chorégraphe Tabea Martin, le retour à la vie après un attentat dans *MEMM* d'Alice Barraud et Raphaël de Pressigny. Les spectacles n'abordent pas que des sujets graves. Le Escher Theater s'ouvre à des propositions de grande envergure, suscitant l'évasion, notamment à travers le cirque et la danse. L'ouverture de saison avec *Queen Blood*, un ballet hip hop de sept danseuses (photo: Timothée Lejolivet), le spectacle chorégraphié et chanté *Kantus* de la compagnie Système Castafiore ou les jongleries de *Juventud* sont là pour le prouver. [fc](#)



Land

09.06.2023



Seul mais pas solitaire

Genre théâtral unique et intense, le monodrame repose entièrement sur l'interprétation d'une seule personne. Qu'il soit comédien, danseur, conteur ou musicien, l'artiste se trouve au centre du dispositif qui assure l'attention du public et la proximité émotionnelle. On aura la chance de retrouver ce format intime avec la treizième édition du Fundamental Monodrama Festival, du 9 au 18 juin, à la Banannefabrik. Parmi les seize spectacles proposés, on compte huit créations. La Belgique, l'Allemagne, le Cameroun, le Canada, la Grande-Bretagne, le Niger, la Suisse et bien entendu le Luxembourg sont représentés. Les artistes talentueux présenteront leurs créations qu'elles soient entièrement ficelées ou en cours de travail. Le processus *work in progress* est une des particularités de ce festival qui permet aux artistes d'associer le public à des fragments de spectacle, des idées à développer ou des projets en devenir dans sa section « Monolabo ».

Certains artistes ont choisi de raconter des récits qui sont le fruit de leur réflexion et de leur philosophie, comme Simon Senn, plasticien et vidéaste genevois avec *Be Arielle F* où il part à la rencontre d'un clone digital d'une femme avec qui il partagera une expérience troublante. On attend beaucoup de la création de *La Poupée Barbue* d'Édouard Elvis Bvouma avec Juliette Moro, le parcours de Bénédicta, une jeune adolescente prise dans la tourmente

d'un conflit armé (photo de répétition : Sven Becker). Autre création, celle de *Après une longue Apnée* du nigérien Julien Mabiala Bissila, un témoignage cathartique pour sortir du souvenir obsédant de la guerre et de l'exil. Côté danse, *Mother* d'Emanuela Iacopini est « inspiré par l'eau comme élément primordial la pièce s'articule autour de la générosité de la mer/mère créatrice », explique la chorégraphe. Sorte de miroir à *Mother*, *ADH(A)ra – Voyage en cinq actes* de Rhiannon Morgan part du deuil de son père pour questionner la question des apparences, de la disparité entre être et paraître.

Plus tourné vers les effets visuels, *Down the Rabbit Hole* du Belge Benjamin Verdonck, un croisement entre une chorégraphie méticuleuse, des jeux de lumière spectaculaires et une jam session endiablée. Le théâtre de texte a aussi toute sa place dans le festival. David Calvitto joue à briser le quatrième mur dans le très imaginaire *The Event* de John Clancy. Dans *Rechnitz (Der Würgeengel)* de Elfriede Jelinek, Isabelle Menke raconte un massacre survenu dans les derniers jours de la guerre en 1945 à la frontière austro-hongroise. Tout le programme [: fundamental.lu](#). [fc](#)

KINO

Softwareupdate

Eigentlich ist sie ein ganz normaler Teenager, diese Arielle (Halle Bailey), Prinzessin des Unterwasser-Königreiches Atlantica. Sie rebelliert gegen ihren autoritären Vater, König Triton (Javier Bardem), dem der Schutz wichtiger ist, als der freie Wille seiner Tochter. Die nämlich fühlt sich ganz angezogen von dem Menschenreich über der Wasseroberfläche. Als sie dann auf den Prinzen Eric (Jonathan Hauer-King) trifft, ist es um sie geschehen. Um ihren Wünschen nachzugehen, lässt sie sich auf einen Pakt mit der teuflischen Ursula (Melissa McCarthy), der Schwester des Königs, ein. Arielle ist fortan entschlossen, die beiden Welten zu einen.

Als ein Plädoyer für die Völkerverständigung folgt *The Little Mermaid* ganz dem Original: Basierend auf einer Märchenerzählung von Hans Christian Andersen setzte das Disney-Studio den Stoff um die Meerjungfrau erstmals 1989 als Animationsfilm um, sozusagen der Auftakt der „goldenen Zeichentrickfilm-Ära“. Die oftmals auch als „Disney-Renaissance“ bezeichnete Wende in der Geschichte des Studios verdankte seinen Erfolg der neuartigen Animationskunst der Trickfilmzeichner und den ungemein eingängigen Musicalnummern des Filmkomponisten Alan Menken. Unter der Regie von Rob Marshall, der für Disney bereits den vierten Teil der *Pirates of the Caribbean*-Reihe, *Into the Woods* oder noch die Neuverfilmung von *Mary Poppins* realisierte, folgt ganz dem entschiedenen Prinzip des Filmstudios, auf die einstigen Klassiker eine Realverfilmung folgen zu lassen, in der es zuvorderst darum geht, die Qualitäten des Originals, die zeitlosen, moralisch aufbauenden Botschaften, die eingängigen Musical-Nummern in einen heutigen, nach Diversität strebenden Kontext zu überführen, ja aktualisierend zu überschreiben. Die Disney-Realverfilmung – wobei an diesem Film, bis auf die Gesichter der Schauspieler, fast alles computergeneriert ist – hat mit Halle Bailey eine dunkelhäutige Schauspielerin für die Rolle der Meerjungfrau auserkoren – ein Umstand, der den Zeichen der Zeit entsprechend bereits im Vorfeld für viel Furore gesorgt hat. Auch wurden einige Liedpassagen den Anforderungen nach mehr Gleichberechtigung und *political correctness* angepasst.



Halle Bailey und
Jonah Hauer-King

Dass der Film inhaltlich kaum Eigenständigkeit behaupten kann, mag man im Rahmen des Remakes noch gelten lassen. Die ästhetische Armut hingegen, die bereits im Trailer ablesbar war, zeugt von der Einfallslosigkeit dieser filmischen Überführungsbestrebungen. Glühwürmchen fliegen durch die Luft, die Pflanzen rauschen im Wind, die Dämmerung bricht an – ja, alles ist glanzvolle Stimmung; auf der Leinwand wird der Zauber der Natur behauptet, allein es fehlt die Magie. Dass die mimische und gestische Energie einer Zeichentrickfigur mit der realweltlichen Anpassung erheblich eigenschränkt wird, war ohnehin spätestens seit der Neuverfilmung von *The Lion King* evident. Die Unterwasseraufnahmen sind imposant, auch in 3D, wurden aber in *Avatar - The Way of Water* eindrücklicher in Szene gesetzt. Alles an *The Little Mermaid* drängt auf die Erkenntnis, den Film als technisches Update zu lesen: Filme als Software, nicht als Kunst.

Der populäre Film ist heute wohl, der krakauerschen These entsprechend, immer noch Spiegel der Gesellschaft, aber nur noch kontextuell rund um das gesellschaftliche Phänomen, nicht mehr auf inhaltlicher Ebene, von der aus sich Rückschlüsse auf die Gesellschaft ziehen ließen. Nach *Rings of Power* diskutiert man nun über die Hautfarbe von Arielle, der Meerjungfrau – dass man sich über die Hautfarbe von Fabelwesen derart viele Gedanken machen kann, scheint ein Novum popkultureller Diskussion. Bemerkenswert an diesem Umstand ist aber, dass die Diskussion um Diversitätsansprüche zur eigentlichen Marketingstrategie des Studio-Giganten Disney geworden ist. Nichts Neues unter der Sonne also – in diesem Sinne aber ist auch das Argument, der Film biete nichts Neues mehr an, nun wirklich nicht mehr neu. Die Armut des gegenwärtigen Blockbuster-Kinos mag auch zu einer Verkümmderung der filmkritischen Reflexion führen. ● Marc Trappendreher

PHOTOGRAPHIE

L'image parle

Marianne Brausch

Les interrogations de genre, sociétales, d'identité, de pouvoir peuvent être au cœur des images

L'exposition « *Je est un autre* » (entre guillemets dans le titre, puisqu'il s'agit d'une citation de Rimbaud) répond parfaitement à *Rethinking Identity*, le thème général du Mois européen de la photographie cette année. La biennale se passe sans tapage et sans contorsions. Ni esthétiques de la part des exposants, ni d'interrogations (« est-ce que je comprends la photographie, l'art ? ») de la part des visiteurs. Au Casino Luxembourg-Forum d'Art Contemporain (*Bodies of Identities*) et au Ratskeller (*Family and Community*), les (bonnes) intentions sont brouillées par des propos trop bavards, des expérimentations complexes et difficiles à comprendre.

De manière tout à fait explicite et rassurante pour l'avenir de la photographie, de ceux qui l'aiment et curieux du troisième volet encore secret de la trilogie dans deux ans (après *Rethinking Landscape* et *Rethinking Identity*), c'est à un projet qui a (avec et sans jeu de mots) de la tenue, que l'EMoP Award by Arendt a été attribué par le jury au jeune photographe germano-ghanéen Jojo Gronostay pour son travail *recycling identity* que l'on peut voir au Ratskeller et à Arendt House. Jojo Gronostay illustre ce titre au propre comme au figuré avec des vêtements occidentaux, recyclés au Ghana auxquels l'échange économique donne une valeur culturelle entre deux continents. Les vêtements *Dead White Men's Clothes* ne peuvent qu'avoir été portés par des hommes blancs morts... La série est exposée au Ratskeller. Ce n'est pas sans humour que le photographe intitule *Untitled (Colours)*, une des deux photographies à Arendt House. C'est à la fois la suggestion de l'outil de travail à la chaîne des « petites mains » et du façonnage de mains, exercice suprême de difficulté et de maîtrise, par les plus grands sculpteurs occidentaux...

Les talons de chaussures (photographiés au format XXL par Jojo Gronostay) deviennent tours d'architecture évoquant le triomphe de la finance libérale (*Brutalism*), nous permettent de passer à l'aile Wiltheim du MNHA (dites désormais Nationalmusée um Feschmaart). Le calme et la pénombre qui règnent dans ces salles reculées du musée (parce qu'il faut quand même les trouver) sont propices à la réflexion des visiteurs sur le devenir de notre société à l'ère des identités plurielles (voir aussi l'article de France Clarinval dans *d'Land* du 12.05.2023).

La mise en espace (par le curateur Paul di Felice) peut sembler simple – une salle par artiste –, mais au passage de l'une à l'autre, le lien visuel, capté en un coup d'œil, rapproche de la thématique travaillée par les autres artistes (identité familiale, sexuelle, sociétale, culturelle, communautaire). « *Je est un autre* »... Qui est sa

grand-mère pour Katinka Goldberg dans la série *The portraits of my grandmother Assne* (2020), dont le visage en noir et blanc est de pierre, de fleurs, de feuilles, de sous-bois, de forêt en couleurs ? Sa fille, photographiée dans la réalité de ses traits de face et de profil, ne peut que rester muette sur cette identité des origines et Katinka (dont c'est la mère) ne peut que dire, comme le titre de l'œuvre, que *Shtumer Alef*, un aleph muet qui est la première lettre de l'alphabet hébreux.

Suit Frida Orupabo, artiste norvégienne d'origine nigériane. La photographe a collé son visage dans des situations stéréotypées de la vision occidentale du corps colonisé à disposition dans un bordel. Ce visage est tourné vers nous et nous regarde (*Turning, blue, Rainy days*, 2021). À propos de l'homme, le seul de l'exposition, Paul di Felice expose le travail récent de Bruno Oliveira, artiste luxemburgeo-portugais qui s'interroge sur cet « autre Je » de son identité gay, parcours qu'il n'a pas toujours bien vécu. En sourdine, on entend, *Trip to Neverland*. Musique légère comme faite pour Peter Pan qui ne voulait pas grandir – ou cela veut-il dire que le petit Bruno savait déjà qu'il aimait les garçons et que désormais, il assume ? La mélodie suit le visiteur dans la salle suivante, car on peut dire aussi que longtemps, les femmes ne se sont pas émancipées de la place que le patriarcat leur assignait. Il y a autant de couvre-chefs, codifiés par la tradition ou la classe sociale, qu'il y a de portraits de femmes de dos. La série *Averted Portrait* est de Corina Gertz. Elles sont en costume européen portent la coiffe régionale ou de la ville du 19^e siècle où on ne sortait pas quelque chose sur la tête. Voici aussi une nonne voilée de pied en cap et une femme au capuchon plissé... Est-ce qu'une question sociétale contemporaine s'inviterait dans *Rethinking Identity*, celui du voile et de la burka qui fait débat en Occident et dont l'émancipation coûte cher actuellement aux femmes iraniennes et afghanes ?

Le travail, de Corina Gertz par la magnifique mise en lumière des coiffes sur la multiplicité des identités historiques et vers les glissements sémantiques actuels, se termine par deux portraits de femmes africaines portant des plastrons-bijoux. C'est très beau bien sûr... Mais il est important de faire la corrélation avec la salle à droite. On



La salle
consacrée
aux photos de
Frida Orupabo

y voit la narration de l'épopée post-coloniale d'une cape indienne Tupinambà du Brésil. Sortie des réserves du Musée du Quai Branly, Livia Melzi la porte dans un auto-portrait hommage à la tribu de ses ancêtres dans ce qu'il reste de forêt amazonienne.

Suit le récit d'un voyage de l'habit de plumes dans des lieux de culte et de culture occidentaux : basilique de San Lorenzo (Italie), Musée du Cinquantenaire (Bruxelles), National Museet (Oslo). Ici s'invite un dialogue inter-culturel bienveillant mais aussi la question de la restitution des biens culturels. La série s'intitule *Museum der Kulturen, étude pour un monument Tupinambà* (2021). Dans la salle à gauche des femmes aux chapeaux de Corina Gertz, quatre visages vus de face construisent et déconstruisent la définition du stéréotype de la beauté de la femme africaine et on ajoutera, de la femme-femme, comme l'indique le titre éponyme *Define Beauty*.

Zanele Muholi est certes « black is beautiful » mais l'image est trompeuse. L'artiste sud-africaine et activiste lesbienne revendique l'identité non binaire, pronom iel. C'est au contraire par le collage que Lunga Ntla se réinvente par la distorsion des traits de son visage avec de multiples yeux immenses. Si son propos n'est pas le même le temps passant, on fait le lien historique avec l'époque où Picasso décomposait la perception classique de la perception du portrait et les Surréalistes collectionnaient l'art africain, explosant à jamais les codes de la peinture et de la sculpture. Sous leur apparence classique, les photographes exposés au MNHA font de même et l'exposition se termine apparemment, tout en douceur.

La perception est apparemment à peine différenciée du nez et de la bouche du visage dans les autoportraits de Krystina Dul. On les dirait quasi identiques. Mais comme la série s'appelle *Mamas & Papis*, c'est un.e individu.e à chaque fois différent.e. ●

« *Je est un autre* », est à voir au Nationalmusée um Feschmaart jusqu'au 22 octobre

THÉÂTRE

Vouloir mourir mais...

Josée Zeimes

Pour clôturer sa saison théâtrale, le Théâtre Ouvert Luxembourg (TOL) propose *1h22 avant la fin* de Matthieu Delaporte dans un mise en scène de Pauline Colletune, une comédie à l'humour noir sur le thème de la mort, une approche qui fait « oublier » le sujet, en le drapant dans des situations inattendues et drôles.

Bernard Léveillé, trentenaire, est décidé, pour échapper à son mal de vivre, à se suicider. Il veut en finir avec la vie en se jetant de la fenêtre du quatrième étage, sa vie dont il n'attend plus rien, lui pèse. « Je suis une suite ininterrompue de gestes ratés. » Méticuleux, il prépare son départ, il arrange tout, appartement et papiers, quand on frappe à la porte : revolver au poing, un individu lui dit

qu'il est venu pour le tuer. Drôle de rencontre entre celui qui veut mourir et celui qui veut donner la mort. Faire à sa place ce qu'il veut faire, ce qui en un sens l'arrange, car à cause de son vertige, il a peur de sauter.

Peu à peu, au cours de la conversation qui s'engage et qui parle aussi de la solitude, de l'isolation dans les immeubles des grandes villes, nous découvrons que celui qui veut se suicider et celui qui veut le tuer se ressemblent, des similitudes se dégagent. L'un veut en finir avec une vie insignifiante, l'autre veut tuer pour tromper son ennui ; mais leurs plans dévient à chaque fois, les deux tournent en rond et ne pensent plus à leur projet : se tuer ou tuer un autre. Pour détendre l'atmosphère, leur dialogue est parsemé de jeux de mots, de jonglages entre sens propre et sens figuré et de chansons populaires et de variété qui traduisent leurs divers états d'âme.

Un univers singulier, entre réalité et irréalité, prend lentement forme à travers la comédie absurde et drôle, qui doit beaucoup au talent du duo des comédiens : d'un côté, Raoul Schlechter qui excelle en Bertrand, un aimable perdant qui s'efface gentiment, de l'autre, Hervé Sogne qui en impose en tueur cynique qui, peu à peu, se dégonfle.



Hervé Sogne,
Aude-Laurence
Biver et Raoul
Schlechter

Malgré quelques longueurs (l'auteur doit respecter le compte à rebours de 1h22 avant la fin), l'affrontement initial entre tueur et victime, qui prend rapidement une tournure à l'amiable, suscite l'intérêt, ce qui est moins le cas par la suite, après le changement de décor – qui grâce à la scénographie assez astucieuse de Joanie Rancier se déroule sans heurt – quand on passe de l'appartement de Bernard à celui d'au-dessus, habité par Clémence, une locataire qui sombre dans la vie et veut se tuer au gaz.

Malgré le jeu très convaincant d'Aude-Laurence Biver dans le rôle de Clémence, le texte, à l'écriture incisive et au ton mordant de l'auteur Matthieu Delaporte, passe mal vers la fin, qui donne l'impression que l'auteur cherche un moyen, peu satisfaisant d'ailleurs, pour boucler l'intrigue, en suggérant qu'avec la voisine du dessus le bonheur est là, à portée de main. Les deux se 'trouvent' autour de la chanson L'amour en solitaire de Juliette Armanet. D'habitude l'auteur Matthieu Delaporte collabore avec Alexandre de La Patellière pour les textes dramatiques, entre autres le fameux *Le prénom* ou bien *Le Dîner d'adieu*, monté au TOL assez récemment ; pour *1h22 avant la fin*, il s'est attelé seul à l'écriture et semble avoir quelque difficulté à boucler l'ensemble.

À la metteure en scène Pauline Collet incombe entre autres le rôle de respecter le déroulement de la comédie en 1h22, d'accentuer les situations drôles dans la direction d'acteurs et d'assurer, dans la mesure du possible, une unité et une cohésion au spectacle. Mission réussie, sauf pour le dernier point, où elle est liée par le texte qui a perdu un peu le souffle vers la fin. La mise en lumière de Manu Nourdin réussit à mettre en valeur plusieurs beaux tableaux en en relevant la signification.

1h22 avant la fin, un spectacle ironique et drôle, qui manque quelque peu de rythme et de structure dramatique mais est bien mis en scène et ce qui plaît surtout, c'est le jeu des comédiens. ●

Au TOL les 9, 15, 16, 17, 20, 21, 28, 29 et 30 juin à 20h00

Dialectiquement, au-dedans, au dehors

Lucien Kayser

Une plongée dans l’œuvre de Tina Gillen, avec le recul de l’adéquation au lieu de l’exposition



Un soleil resplendissant, jetant ses rayons dans toutes les directions, illumine l'étage, irradiant dans les coins et recoins de la Konschthal Esch. C'est dire d'emblée l'éclat de l'exposition de Tina Gillen, légèreté aussi telle qu'elle est annoncée ou suggérée du moins dans le titre de *Flying Mercury*. Chose plus essentielle toutefois, son aménagement, son adaptation aux difficiles conditions de présentation inhérentes à l'architecture. Et celles et ceux qui ont connu la participation de Tina Gillen à la toute dernière biennale de Venise se trouveront en partie en terrain familier, en partie seulement, car déjà le soleil accueillant répand une tout autre lumière.

On reviendra sur ces conditions, elles participent au processus même du travail de Tina Gillen. Attachons-nous d'abord à ce que les images disent autrement, une dialectique qui parcourt tous les espaces, peintures au-dedans et au dehors, habitat si l'on veut et paysage, et pour la peinture elle-même, sa manière, son style, entre figuration et abstraction. Après le faisceau solaire, notre œil va directement à une image s'apparentant à quelque carte postale, ailleurs il s'arrête à des cabanes, voire carrément une construction moderniste. Ainsi, il lui arrive de s'enfermer d'une certaine façon, s'évade aussitôt, dans des lointains, les uns nous faisant entrer par exemple dans une forêt illuminée de rais, les autres élevant telle une barrière des masses de glace. Il est ce va-et-vient dans les images de Tina Gillen, et dans une salle qui nous arrête particulièrement, un entre-deux d'ouvertures, de fenêtres avec leur châssis, leur encadrement. Métaphore même de la peinture, on reste de justesse dans la figuration, mais Rothko est tout proche, une abstraction atmosphérique, éthérée.

Si Tina Gillen se passe de toute présence humaine dans ses tableaux, c'est qu'il nous appartient à nous de prendre place en face, de nous y

Ce qui ne trompe pas, c'est la maîtrise dans la démarche de Tina Gillen qui sait jouer des lieux de ses expositions

glisser, de déambuler ou plus. Car c'est bien de notre monde, plus précisément de notre environnement qu'elle nous parle, au sujet duquel elle nous interpelle. Et là où sa peinture se libère des cimaises, pour passer dans telles constructions à la troisième dimension, le refuge en bois vu à Venise trouve ainsi son répondant à Esch au fond du rez-de-chaussée, avec une trappe qui permet le passage d'une personne, entrer ou sortir. N'est-ce pas comme l'invitation d'une halte, d'un moment propice à la réflexion ?

Ces habitations en bois sortent donc des peintures ; dès ses années d'études à Vienne, à la Hochschule für Angewandte Kunst, Tina Gillen avait jeté son dévolu sur les habitudes de logement, avait fait une série sur les maisons de quartiers pavillonnaires. Au-delà, il est ce qui fortement va impacter notre vie à l'avenir. Ce qu'il advient avec le changement climatique. Faut-il aller jusque-là dans la vision ou la lecture de tels tableaux, l'opposition des ciels, les uns froids, verts, bleus, les autres chauds, orange, rouges, dans l'ensemble des peintures *Heat* (2022).

À chacun d'y aller de sa propre interprétation. Ce qui ne trompe pas, c'est la maîtrise dans la démarche de l'artiste. Souvent à partir de photographies qu'elle a prises elle-même, ou extraites de diverses sources, elle puise de la sorte dans une riche archive d'images, transposées picturalement. Et les voici qui peuvent varier d'une exposition à l'autre, s'élargissant sans cesse. De la même manière expérimentale, Tina Gillen sait jouer des lieux de ses expositions. À l'Arsenale de Venise, il avait fallu faire dans la densité ; à la Konschthal Esch, ses différents niveaux, dans des espaces eux-mêmes variés, plus ou moins ouverts ou fermés, elle a saisi l'occasion d'une tout autre scénographie ; moment d'élargir son propos, de le déployer, en tenant compte avec sa curatrice Charlotte Masse des contraintes dans un bel équilibre. ●

FILMS MADE IN LUXEMBOURG

Une amnésie qu'on peut vite oublier

Schatzritter, *D'Geheimnis vum Melusina*, son premier long-métrage, sorti en 2012, était en luxembourgeois, *Barrage*, son deuxième long, en salle en 2017, était en français ; pour son troisième « feature film », *Maret*, Laura Schroeder, a opté pour un film moitié en allemand et moitié en anglais.

Si les langues changent, la réalisatrice continue à se travailler sur relations humaines. L'amitié adolescente était au centre de *Schatzritter*, les relations familiales dominaient *Barrage*, tandis que *Maret* se penche sur les relations entre adultes à travers ce personnage sur la quarantaine qui, sans qu'elle sache trop pourquoi, perd tous les souvenirs de ses vingt dernières années.

Maret – interprétée par la comédienne allemande Susanne Wolff (German Film Award de la meilleure actrice pour *Styx* de Wolfgang Fischer) – est une artiste un peu rebelle qui traîne dans les galeries underground d'art contemporain. Faut de succès, son caractère bien trempé ne semble pas vraiment l'aider à percer dans le milieu, elle s'est reconvertie dans le graphisme. Un jour, après une altercation anodine avec une galeriste et alors qu'elle est en train de conduire, sans aucune raison apparente, ni coup, ni accident, ni choc psychologique... elle s'effondre. À son réveil elle sait encore parler, elle connaît son nom, elle se rappelle parfaitement son enfance, de ses parents, de ses camarades d'école... mais n'a plus aucun souvenir de tout ce qui s'est passé tout au long des deux dernières décennies. Les médecins lui diagnostiquent une amnésie dissociative également appelé un état de fugue.

Elle a beau se répéter, comme pour s'en convaincre : « je m'appelle Maret Reuther. J'ai 44 ans. Je suis née à Hambourg. Je suis graphiste publicitaire »... Thomas, son compagnon est désormais un total inconnu pour elle, sa maison, un lieu inexploré, ses affaires autant de nouveautés. Rien, elle ne se souvient de rien ! Thomas lui rappelle ses habitudes, son amie Yvonne lui répète que Thomas est un mec bien, de nombreuses photos ont beau lui prouver tout un tas d'événements passés, mais c'est comme si un mur insurmontable et hermétique s'était bâti dans son cerveau tout autour de vingt années de souvenirs.

Alertée par le médecin traitant de l'amnésie, la docteure April Moore, spécialiste des maladies cérébrales, invite Maret à la rejoindre sur l'île de Lanzarote, pour qu'elle puisse la traiter dans sa clinique ultraspécialisée et à la pointe des toutes nouvelles technologies. Malgré un premier refus, l'Allemande finira par se rendre dans les Canaries pour essayer de percer ce mur qui l'empêche d'accéder à ses souvenirs.

La spécialiste en est persuadée, si elle ne peut pas aider Maret à retrouver sa mémoire – « on surestime les souvenirs. Ils ne sont que fiction, de la pure fantaisie » souligne docteur Moore – elle pourra, au moins, changer sa personnalité afin de la rendre moins agressive et

impulsive. Autrement dit elle pourra lui permettre de devenir quelqu'un de nouveau, pour ne pas dire de meilleur. Pour elle, puisque le cerveau de Maret est physiquement intact, la raison de son amnésie est à chercher dans son comportement, car, dit-elle « l'esprit ne se souvient que de ce que l'âme peut supporter ». Entre ces discours ésotériques, l'ambiance aseptisée de la clinique et de la maison du Docteur Moore où loge Maret ses premiers jours sur l'île et l'aspect isolé des lieux, on peut alors penser qu'une certaine tension s'installera et que le film basculera vers le thriller en huis clos. Il n'en sera rien.

Un film monotone, lent et long - 127 minutes d'ennui plus qu'autre chose

Une fois la situation installée, le récit tourne en rond ; les scènes se succèdent sans vraiment faire avancer l'intrigue, sans vraiment donner de profondeur aux personnages et sans jamais créer la moindre émotion chez le spectateur. La réalisatrice, qui cosigne également le scénario et est à la genèse de l'idée originale du film, ajoute des rencontres, des décors, des événements chacun moins marquant que les autres. Et ce n'est pas la scène de la cérémonie du candomblé, sortie un peu de nulle part, qui va changer les choses.

Et si le scénario déçoit au point qu'il ne parvient même pas à créer la moindre empathie envers le personnage principal, on peut en dire tout autant de la technique. Avec son aspect réaliste – la réalisatrice insiste dans le dossier de presse et ses diverses interviews sur l'aspect véridique et scientifique des études du docteur Moore et consorts –, le film est visuellement terne, le cadre inutilement instable, certains panoramiques flous et on a beaucoup de mal à trouver un sens aux quelques choix artistiques osés – on pense à la musique qui s'arrête brusquement à plusieurs reprises ou encore aux scènes de dispute ou de sexe avec un montage expressif ne reprenant pourtant que des images d'une seule et même séquence.

Les réflexions de départ sur l'amnésie, la mémoire, la personnalité de chacun, mais aussi sur la tendance sociale à vouloir cacher ses opinions, ses divergences pour plaire aux autres, sur l'éthique autour de tout ce qui touche à la transformation profonde de l'être humain... auraient pu être intéressantes. Mais elles sont malheureusement diluées, dans *Maret*, dans une succession de scènes sans véritable intérêt. ● Pablo Chimienti

Suzanne Wolff
ist Maret



TZEEDEE

Merci pour ce moment

Kévin KroczeK



Michel Meis et ses acolytes

Après *Lost In Translation* (2019) et *Kaboom* (2021), tous deux parus sur le label de jazz allemand Double Moon Records, le Michel Meis 4tet a récemment fait paraître en indépendant son troisième album *Lollipop Moment*. Sur la po-

chette du disque, d'un rose profond, on retrouve une photographie signée Holger Kiefer présentant des bulles dans un liquide qui semble être en ébullition. On imagine donc les 10 titres du projet prêts à éclater près de quarante minutes du-

rant. Les deux premiers disques de la formation étaient, pour rappel, des petites pépites inabouties sur certains aspects mais de bonne facture. Le batteur Michel Meis, qui est en passe de changer son statut de rookie du jazz autochtone à celui de

tête d'affiche, fait donc à nouveau alliance avec la tromboniste Alisa Klein, le claviériste Cédric Hanriot et le contrebassiste Stephan Goldbach.

Enregistré en un temps record au studio Holtz Sound et en grande partie improvisé, l'opus s'ouvre sur *Blue Hour*, une courte pièce nébuleuse qui fait penser à du William Basinski en surrégime. De l'ambiance qui bouillonne, mais la solennité ressentie est fracassée illico par *Puff Puff Puff* et son rythme fou. Le cuivre unique sonne comme toute une fanfare tzigane et l'usage du synthétiseur, grande nouveauté du disque, sied particulièrement bien à la musique de la formation. *Bye Bye Balloon* revient à un son plus traditionnel. Du jazz sec qui peut rebuter et qui ne s'envole jamais vraiment. *Silberfell* marque le retour des effets du meilleur effet. Le titre est contrebalancé par le morceau suivant *Heyday*, sensible et qu'on imagine introspectif. Sensuit *Embrace*, un interlude redoutablement planant et sur lesquels Michel Meis reste en retrait. Il reprend du service sur *Track the Crack* sur lequel on peut entendre le chaos et l'harmonie de l'improvisation. Sentiment partagé pour les compositions/sessions d'improvisation suivantes, *The madness*, *Joker* et *Euphoria*, qui s'entrecroisent et se répondent.

Le titre du projet fait référence à une formule de développement personnel imaginée par le conférencier nord-américain Drew Dudley. Un « lollipop moment » se matérialise lorsqu'une personne influence positivement la vie d'une autre. Un concept assez bateau, mais par lequel on peut se laisser embarquer. Et après tout, il vaut mieux citer un conférencier ou un influenceur et faire de la bonne musique plutôt que de se reposer sur un grand auteur et pondre une galette inutile de plus.

Michel Meis est en train de passer du statut de rookie du jazz local à celui de tête d'affiche

Quarante minutes durant, le leader de la formation mène sa troupe à la baguette, mais ne laisse transpirer aucune velléité de mise en avant. Michel Meis n'est pas un batteur m'as-tu-vu et m'as-tu-entendu, préférant développer la cohésion du groupe et réservant les effets de manche aux concerts. Justement, le quartet a présenté *Lollipop Moment* sur la scène du Gudde Wëllen le jeudi 25 mai devant un public multigénérationnel. La musique a sonné sur scène comme elle sonne sur le disque, qui semble déjà rodé. ●

Lollipop Moment est disponible sur toutes les plateformes de streaming. Plus d'informations sur michelmeis.com

Postes vacants

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

se propose d'engager :

Des employés de l'État (m/f) A2, sous-groupe enseignement – chargés de cours, membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental.

- Les candidat(e)s doivent se prévaloir :**
- Soit d'un diplôme de bachelor en lien avec un des objectifs de l'enseignement fondamental ;
 - Soit d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur remplissant les conditions de langue en vue de l'admission au concours réglant l'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur ;
 - Soit d'un diplôme d'études supérieures préparant à la fonction d'instituteur n'ayant pas encore réussi aux épreuves préliminaires réglant l'admission au concours.

En outre, les candidat(e)s doivent maîtriser les langues luxembourgeoise, française et allemande.

Les personnes désireuses de postuler adresseront leur candidature jusqu'au 25 juin 2023 au plus tard au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse. Le détail concernant le dossier de candidature et les modalités d'envoi sont disponibles sur le site du ministère : <https://men.public.lu/fr/fondamental/personnel-ecoles/recrutement-bachelor.html>

Pour tout renseignement supplémentaire, les candidats peuvent s'adresser au Service de l'enseignement fondamental du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Madame Kelly Carvalho : 247-75235 / recrutement.ef@men.lu

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Administration des Bâtiments publics

Avis de marché

Procédure : européenne ouverte
Type de marché : Travaux

Modalités d'ouverture des offres :
Date : 17.07.2023
Heure : 10.00 heures

Section II : Objet du marché

Intitulé attribué au marché :
Travaux d'installation photovoltaïque à exécuter dans l'intérêt des infrastructures d'accueil pour enfants et jeunes à Pétange, partie 1 – pouponnière et parties communes – site Batty Weber.

Description succincte du marché :
A.1 (Lot 1.1) Pouponnière nationale - Fondation Elisabeth :
– 1 installation photovoltaïque comprenant 270 panneaux de 340 Wp.
D.5 (Lot 1.2) Infrastructures communes - Fondation Elisabeth :
– 1 installation photovoltaïque comprenant 139 panneaux de 340 Wp.
La durée des travaux est de 85 jours ouvrables, à débiter fin 2023.

Section IV : Procédure

Conditions d'obtention du cahier des charges :
Les documents de soumission peuvent être retirés via le Portail des marchés publics (www.pmp.lu).

Section VI : Renseignements complémentaires

Autres informations :
Conditions de participation :
Toutes les conditions de participation sont indiquées dans les documents de soumissions.

Réception des offres :
Les offres sont obligatoirement et exclusivement à remettre via le Portail des marchés publics avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture.

Date d'envoi de l'avis au Journal officiel de l'U.E. :
05.06.2023

La version intégrale de l'avis n° 2301201 peut être consultée sur www.marches-publics.lu

Administration communale de Weiswampach

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 11.07.2023 à 10.00 heures

Lieu d'ouverture :
À la mairie de Weiswampach,

Om Leempuddel, L-9991 Weiswampach

Intitulé :
Travaux d'aménagement d'un parking.

Description :
– Travaux d'aménagement d'un parking à Weiswampach au site dit « Am Eelerich ».

Conditions de participation :
Voir conditions générales.

Modalités visite des lieux/réunion d'information :
Visite des lieux facultative sur demande auprès du Service technique de la commune de Weiswampach (97 80 75 40).

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Retrait électronique via le Portail des marchés publics.

Réception des offres :
Mardi, le 11 juillet 2023 à 10.00 heures

Date de publication de l'avis 2301215 sur www.marches-publics.lu :
06.06.2023

Le collège des bourgmestre et échevins :
Monsieur Henri Rinnen, bourgmestre ;
Messieurs Norbert Morn et Joseph Vesque, échevins

d'Lëtzeburger Land, régie publicitaire

... Et votre annonce fait



Contact :

Zoubida Belgacem
+352 48 57 57 32
zbelgacem@land.lu

Une initiative heureuse

Kévin KroczeK

Avec Usina 2023 à Dudelange le week-end dernier, la saison des festivals est bien lancée

Quelques notes au synthétiseur font l'effet d'un appel au ralliement. Sous un soleil de plomb, la plaine qui était jusque-là déserte voit arriver quelques dizaines de recrues, prêtes à mettre un pied ou plus encore dans l'univers déluré de Jackie Moontan. Ce dernier arrive sur scène vêtu d'un costume brun et introduit son spectacle avec l'aisance d'un Monsieur Loyal ou d'un révérend. À ses côtés, sur la Casa Communa Stage, on reconnaît malgré leurs accoutrements Pol Belardi, Jérôme Klein et Niels Engels. Jackie Moontan est une bête de scène. Il se donne et se démène pour les « ladies and gentlemen and everything between » qu'il a chaleureusement salué mais qui sont encore de glace devant ses facéties. Il court, seffondre devant quelques enfants casqués venus s'installer juste devant la scène. La troupe développe une musique pop, solaire, vintage et un tantinet kitsch sans jamais tomber dans la ringardise. La communion se fait au bout d'une demi-heure de show. On ne peut que recommander d'aller faire un tour sur la chaine YouTube du chanteur, assez confidentielle mais pleine de pépites.

Un regard avide de faux pas n'en décèle aucun dans l'organisation ou la programmation

En ce samedi 3 juin, le site NeiSchmelz à Dudelange accueille pour la deuxième année et deux jours durant, le festival Usina. Peut-être la seule initiative véritablement heureuse qu'a engendré la bien triste année culturelle Esch2022. Seul changement majeur pour cette édition, l'installation de la scène principale sur le parking du centre Opderschmelz/CNA pour d'adapter aux évolutions futures de la zone, qui a vocation à devenir d'ici quelques années un quartier résidentiel. Pour le reste, la recette est identique. De la musique amplifiée non francophone pour une programmation aussi pointue que généraliste. En fin d'après-midi, sur la plus petite Vewa Stage les musiciens locaux de Trouble in Paradize tentent en vain de faire bouger l'audience. Leur musique saturée ne plait qu'à moitié mais l'entrain de la troupe est certain. Le chanteur fait tomber son haut et rejoint son public pour un bain de foule tout relatif. Quelques temps plus tard, les berlinois de Public Display of Affection électrisent la scène. Madeleine Rose, la chanteuse au timbre prenant effectue des mouvements désarticulés et ne fait plus qu'une avec les planches.

L'espace désaffecté allant du château d'eau au skatepark a été réaménagé avec logique et bon goût. Le parcours est toutefois semé d'embûches. Dès le début de soirée, il est difficile de naviguer à travers le torrent de festivaliers. La presse autochtone annoncera le lendemain le nombre de 4 000 personnes pour ce seul samedi. Ce soir, le groupe de rap De Lâb, qui roule sa bosse depuis une quinzaine d'années à travers le Grand-Duché, est une tête d'affiche. Leur première partie est assurée par Nicool, habituée des performances live et particulièrement à l'aise. Elle est backée par sa fidèle comparse Nadja Prange, qui office aussi au sein du Fred Barreto Group. Son grand écart régulier entre le blues rock pur jus et le rap boom bap est à saluer.

La Turbin-A Stage accueille David Galassi et Gilles Corbi, les co-fondateurs de De Lâb avec les membres de leur live band. Parmi les musiciens présents, le batteur de jazz Benoît Martiny dont la présence est toujours de bon augure. L'occasion de rappeler que ce dernier a fait paraître il y a quelques mois un super projet expérimental intitulé *Phase O*, dédié aux regrettés Itaru Oki et Steve Kaspar, qui ont tous les deux brillé dans le grand auditoire d'Opderschmelz. Le duo de rappeurs

enchaine les morceaux de son répertoire repris en chœur par une partie de l'audience acquise à leur cause. Au même moment, du côté des anciennes friches industrielles, Lorenzo Mena alias El Loren effectue une performance qui sied parfaitement à son environnement. Le street drummer joue sur et avec son bric à brac fait de tuyaux en pvc, pots de peinture et autres tôles. Plus tard, la formation néerlandaise Altin Gün propose un set de compositions enivrantes, dont le savant mélange

entre psychédéisme seventies et musique traditionnelle turque a fait leur renommée. Peter Fox, sorte de superstar allemande de son état, semble ambiancer la foule pour le clou de la soirée. À miparcours de cette seconde édition, il est encore trop tôt pour tirer des conclusions. Et en même temps, même un regard affûté avide de faux pas n'en décèle aucun dans l'organisation et la programmation. On tire donc notre chapeau par avance et on y retourne. ●



De Lâb assure l'ambiance devant un public conquis

GRANDE RÉGION

Salve Salvo !

Loïc Millot

On connaissait le film italien réalisé en 2013 par Fabio Grassadonia et Antonio Piazza sur un mafieux surnommé Salvo. Mais très peu de choses en revanche concernant le peintre Salvatore Mangione (1947-2015), dit aussi Salvo, diminutif typiquement sicilien dont il signe ses toiles et auquel la galerie Vis-à-vis (Metz) consacre une exposition monographique. Dans sa première période concep-

tuelle, influencée par l'Arte Povera et quelques ambassadeurs américains comme Sol Le Witt et Joseph Kosuth, Salvo est allé jusqu'à se contenter de représenter son propre prénom aux couleurs du drapeau italien (*Tricolore*, 1973). Les lettres, cousues sur la toile, l'occupent alors davantage que le fait de peindre à proprement parler ; on lui doit notamment, dans le même registre « lettriste »,

tout un ensemble d'œuvres reprenant, avec ironie, la graphie des stèles funéraires. Ainsi de cette épigramme gravée dans le marbre, intitulée *Luomo che spacco la statua del dio* (*L'homme qui a brisé la statue du dieu*, 1972) : « Un uomo aveva un dio di legno e lo sconiurava di fargli del bene ma piu pregava e più era povero. Allora adirato si prese la statua e la sbatté contro il muro : fraccassatasi immediatamente ne rotolarono fuori delle monete d'oro. (Un homme avait un dieu en bois et le suppliait de lui faire du bien, mais plus il priait, plus il s'appauvissait. En colère, il prit la statue et la frappa contre le mur : elle se fracassa aussitôt et des pièces d'or en sortirent). Autre aspect permettant de situer le travail de Salvo : ses cartes de Sicile griffonnées d'illustres noms de compatriotes (*Sicilia*, 1975), d'Empédocle à Archimède, lesquelles peuvent être rapprochées d'Alighiero Boetti et de ses planisphères

brodés (*Mappa*). Né à Leonforte en 1947, Salvo décline dans son œuvre son amour pour la Sicile.

Puis vient au milieu des années 1970 le grand basculement pour Salvo, qui passe du minimalisme conceptuel à la tradition figurative, de l'appartenance à un collectif à un travail mené dorénavant en solitaire. Un choix courageux qui contribua cependant à le marginaliser, puisqu'appartenir à un groupe – en l'occurrence le cercle turinois de l'Arte Povera représenté par Merz, Boetti, Penone... – permet de bénéficier d'une protection, d'accéder à une forme de lisibilité dans l'espace public, de disposer d'une force de pénétration de la sphère médiatique. Alors qu'il rejoint la ville de Turin avec sa famille à la fin des années 1950, comme tant d'Italiens provenant du Mezzogiorno, son œuvre s'origine encore en partie dans sa terre natale. On reconnaît par exemple les vestiges des temples grecs d'Agrigente dans ses *Cavalieri tra le rovine* (1976) ainsi que dans cette lithographie exposée à Metz (*Paesaggio con colonne*, 1990). On devine d'autres lieux encore à certains détails : ainsi de ses crêtes enneigées qui peuvent se référer à la région de Turin (*Nevicata*, 1990) ou de ce minaret aperçu sans doute au cours d'un voyage à Oman (*Il Minareto*, 1990). Pourtant, les vues extérieures de Salvo, quand bien même elles semblent produites à ciel ouvert, ne se veulent aucunement réalistes. Bien au contraire, elles entretiennent le mystère sur la présence objective ou fictive de leur référent ; si des lieux réels semblent bel et bien lui servir de base, les couleurs comme les jeux de lumière, souvent complexes, s'en éloignent pour relever davantage de la magie. Ce qui a trait à la culture, à la production proprement humaine, est délimité par des segments rectilignes ; tandis que ce qui a trait à la nature se déploie plutôt à travers des lignes courbes, rondes, voluptueuses, pour donner corps à un grand chant païen.

C'est sur cette ultime période du cheminement artistique de Salvo que se focalise l'exposition messine à travers un ensemble de gravures et de dessins se faisant échos (la figure étoilée du palmier, telle une chevelure ébouriffée, y est notamment récurrente). Une eau-forte représentant un cargo à quai nous rappelle que Salvo est aussi un magnifique rapporteur d'anecdotes sur la vie urbaine et ouvrière — même si cette gravure est malheureusement la seule à aborder cet aspect de son œuvre pictural. Le parcours se termine en réunissant un ensemble d'artistes italiens : le Napolitain Lucio Del Pezzo, Bruno Munari, Piranèse, mais aussi le designer Ettore Sottsass Jr et ses vases érigés en élégantes et singulières sculptures. ●



Vue de l'exposition

Panorama, Dessins et lithographies de Salvo (Salvatore Mangione), exposition prolongée jusqu'au 18 juin, Galerie Vis-à-Vis à, Metz

Perpetuum Mobile

Béatrice Dissi

« Fabienne », « Lana », « Anouk »... Si les meubles dessinés par Ruth Lorang portent des noms de femme, c'est bien pour honorer les personnes à l'origine de ses créations très personnelles, inspirées du style *mid-century vintage*. En effet, la fondatrice de l'atelier Ruth s'inspire des besoins mobiliers de ses proches pour penser des pièces parfaitement *user friendly* et surtout qui restent adaptables au fur et à mesure des évolutions qui ponctuent la vie. L'objectif est de créer de belles pièces qui durent dans le temps, et qui ainsi, ne contribuent pas à ruiner la planète davantage. L'ensemble de tables « Fabienne » (avec le jeu de mémoire « Lana » qui peut également être utilisé en tant que sous-verre), fait partie des premières créations de Ruth Lorang. Elle les a présentées au show room de Parquet Böhm, avec qui elle a établi un partenariat. Il s'agit d'un set de tables basses qui peut orner un salon avec chic et couleur. Il est adaptable en hauteur et offre plusieurs possibilités d'assemblage. Au-delà de la table basse, cet ensemble ludique peut faire fonction de tabouret pour petits et grands ou de table de jeu pour enfants, avec ses angles arrondis pour plus de sécurité.

La création « Anouk », qui est en attente de commercialisation, se penche sur les besoins du parent. Il est constitué d'un meuble évolutif à la fois table à manger, en y superposant une plateforme, et com-

mode quand l'enfant n'est plus bébé. C'est la sœur de Ruth qui l'a « commandée », ne trouvant pas ce qu'elle cherchait sur le marché conventionnel.

« Mon idée découle du fait que ma génération dispose d'un espace de vie limité », explique la jeune femme à la frange blonde, arborant de pimpantes lunettes vertes. « Parmi les amis de ma génération, nombreux sont ceux qui habitent chez leurs parents même à trente ans. Quand ce n'est pas le cas, ils habitent un appartement plutôt petit où il est impossible d'installer beaucoup de meubles ».

Ruth Lorang choisit ses matières avec soin, ses critères étant l'origine locale et le caractère durable. Les détails sont exécutés minutieusement. L'approche de Ruth est celle d'une lente gestation créative menant à l'exécution d'un, voire de deux prototypes, avant de faire lancer la fabrication des pièces. « Comme il n'y a pas de maison d'édition de meubles au Luxembourg, et comme je ne peux pas prendre le risque de préfinancer de série, je fonctionne avec des précommandes », remarque Ruth. D'où l'importance d'une bonne visibilité pour accroître sa notoriété. Sa présence au marché design « Augenschmaus » à Hollerich le week-end dernier aura permis de faire grossir son carnet de commandes... Les prix, qui correspondent à la valeur d'une fabrication artisanale et locale, peuvent

paraître élevés, mais Ruth a confiance : « Je suis optimiste qu'il y ait des clients qui apprécieront cette façon durable de travailler et qui sont prêts à investir un pécule dans un meuble fait main, qu'ils peuvent garder toute leur vie ».

« En sortant du lycée, j'ai eu du mal à me décider entre les études d'architecture intérieure et les sciences politiques, ce qui n'a rien à voir », sourit-elle. Elle opte pour le design intérieur et entame des études à La Cambre à Bruxelles, qu'elle termine avec l'obtention d'un master en arts visuels, plastiques et de l'espace en 2018. Elle acquiert sa première expérience professionnelle auprès de Mad trix, un collectif d'artistes luxembourgeois spécialisé en installations interactives et arts des nouveaux médias. En parallèle, elle fait partie de l'équipe de « Sites et Monuments », expérience enrichissante qui la convainc de la valeur du patrimoine. Elle reste tout autant attirée par l'illustration ou le design de produits. Elle présente la variété de services proposés par l'atelier : espace (architecture intérieure, scénographie), volume (design de meubles, de produits ou d'accessoires) et concept (illustration, design graphique). Elle nourrit sa vocation « sociétale » en forgeant des partenariats avec par exemple la Ligue HMC dont les employés fabriquent certaines de ses pièces. Son e-shop ouvrira bientôt pour recevoir des commandes en ligne. ●



Ruth Lorang avec l'ensemble de tables Fabienne

Sven Becker

Stil

DAS EVENT



N4 Luxemburgensia

An der belgischen N4 entlang der luxemburgischen Grenze gibt es nicht nur Frittenbuden, die ein Wannabe-Route66-Flair zur Schau stellen und überfahrene Wildtiere (aufgrund der Walddichte), sondern auch malerische Dörfer. In denen ist gerade Flohmarkt- Hochsaison wie

an diesem Sonntag in Attert und Vaux-sur-Sûre. Auf den Dorf-Flohmärkten trifft man auf Kinder, die ihre ersten unternehmerischen Schritte sammeln und ihre Puzzles Flanierenden für zwei Euro andrehen wollen. Man trifft auf Personen, die gerade ihren Keller ausgeräumt haben. Und man trifft auf Profis, die einem Tee-Krüge zu einem überbeuerten Preis unterjubeln wollen, in dem sie den Gegenständen falsche Biografien und hochwertigeres Material andichten – hier muss feilschen, wer nicht all seine Scheine loswerden will. Beim Stöbern stößt man auf Luxemburgensia, wie Bücher, Postkarten oder Werbeplakate. Alte Monopolplakate schreien den Betrachter an: „Gute Kleidung macht mehr aus dir!“ Henri-Fuck-Werbungen erinnern einen daran, wie unbekümmert früher für Alkohol geworben wurde: „Beier drénke mat Spaass!“ Wem

die Ardennendörfer zu klein sind, der kann dieses Wochenende über die N4 nach Bastnacht fahren, die Kleinstadt macht ihren umliegenden Dörfern mit ihrem Trödelmarkt Konkurrenz. sm

DER WORKSHOP

Wildwuchs

Nelkenwurz – eine Wildpflanze aus der Familie der Rosengewächse eignet sich als Zutat in Salaten. Früher wurde das Gewächs von Benediktinermönchen zur Aromatisierung in Bier zugefügt, weshalb man im Volksmund vom Benediktinerkraut spricht. Als Heilpflanze soll es bei Entzündungen und Magen-Darm-Beschwerden wirksam sein. In unseren



und Eisen. Wie nun bestimmt man die Pflanze und setzt sie in der eignen Küche ein? Eine Reihe an Workshops, organisiert von Natur an Umwelt, führen unter anderem am Zentrum Mirador in Steinfurt in die Geschmackswelt der Wildkräuter ein. Die meisten Wanderungen werden von Marius Sinn geleitet, einem Softwareentwickler, der zum Gärtner und Yogalehrer konvertierte. sm

LES OBJETS

Jailtime & In-Mates

Jailbird est une marque d'objets réalisés par des détenus du centre pénitentiaire de Givenich à l'initiative de Défi-Job. Pour réaliser les produits Jailbird,

les détenus travaillent avec des artisans, des artistes et des designers. L'idée n'est pas seulement de produire ou vendre ces créations mais de s'inscrire dans un processus de fabrication avec ce que cela comporte de transmission du savoir-faire, développement de liens sociaux, communication ou respect de l'autre... Dans le cadre du European Design Festival, de nouvelles pièces de la collections ont été présentées au Casino-Luxembourg. Elles sont notamment issues d'un concours de design lancé l'année dernière auprès de designers locaux. Les créations devaient être durables et principalement en bois. L'horloge « Jailtime » par A Designers' Collective et Olaf Recht présente deux horloges synchronisées. L'une représentant « notre » temps, celui de l'extérieur, et l'autre « leur » temps de prison. « Il s'agit d'une déclaration



philosophique qui incite le public à réfléchir à la valeur du temps passé en liberté ainsi qu'à l'efficacité du temps passé en prison », déclarent les designers. Pour les figurines en bois appelées « In-Mates » (photo : Christof Weber), A Designers' Collective a fourni une base en définissant une gamme de silhouettes et de tailles. Les détenus sont libres de choisir une forme, une taille et un bois (coloré) pour de créer une figurine qui les représente ou qui représente un proche. fc

